

Patrice Emery LUMUMBA

Elias Okit'Asombo

1925-1961

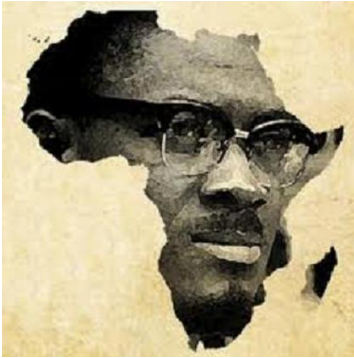
Premier ministre de la
République démocratique du

Congo

du 24 juin au
14 septembre 1960

Assassiné

le 17 janvier 1961



Le rêve brisé de Patrice LUMUMBA

Né au Congo alors belge en **1925**, Patrice Emery LUMUMBA – *Elias Okit'Asombo* -- est un héros de l'indépendance nationale du pays et de l'unité africaine. Principalement autodidacte, grand orateur et stratège politique, LUMUMBA entre en politique nationale par son élection le **10 octobre 1958** comme président du Mouvement national congolais (MNC). Il participe à la Première Conférence des peuples africains (Accra, **décembre 1958**), au Premier Congrès des partis politiques congolais (**avril 1959**) et au Premier Congrès du MNC (**octobre 1959**). Arrêté par les autorités coloniales suite aux émeutes ayant suivi ce dernier congrès, il est libéré sous la pression unanime de tous les délégués congolais à la Table ronde belgo-congolaise de Bruxelles (**février 1960**), qui considèrent sa participation comme une condition sine qua non à la tenue d'assises portant sur l'avenir du pays. Devenu Premier ministre démocratiquement élu et premier Chef du gouvernement du Congo indépendant, LUMUMBA prononce, lors de la cérémonie d'indépendance du **30 juin 1960**, un discours qui reste encore aujourd'hui célébré dans toute l'Afrique. Sous pression des gouvernements occidentaux, qui percevaient le nationalisme de LUMUMBA comme une menace pour leurs intérêts, le président Joseph KASAVUBU révoque le Premier ministre LUMUMBA le **5 septembre 1960**. Vu la résistance de LUMUMBA à cet acte illégal et illégitime, le Colonel Joseph-Désiré MOBUTU, un de ses anciens collaborateurs, à la solde des services de renseignement américains et belges, complète l'action entreprise par KASAVUBU en écartant Patrice LUMUMBA du pouvoir par un coup d'Etat le **14 septembre 1960** et le place en résidence surveillée.

Le **27 novembre 1960**, Patrice LUMUMBA s'évade de Kinshasa pour rejoindre son fief politique de Kisangani. Il est arrêté le **1er décembre** à Lodi, ramené à Kinshasa et fait prisonnier au camp militaire de Mbanza-Ngungu (alors Thysville).

Le **17 janvier 1961**, Patrice LUMUMBA et ses compagnons d'infortune, Maurice MPOLO et Joseph OKITO, sont transférés de Mbanza-Ngungu à Lubumbashi (alors Elisabethville), capitale de la province sécessionniste du Katanga.

République démocratique du Congo



Après avoir été sauvagement torturés, -- les trois dirigeants nationalistes – P. LUMUMBA, M. MPOLO et J. OKITO -- sont assassinés par un peloton d'exécution composé de soldats et policiers belges en mission au Katanga.

Professeur **Georges NZONGOLA-NTALAJA**
CETIM (Centre Europe – Tiers Monde)
6 rue Amat, 1202 Genève, Suisse. 2013

Congo, 17 janvier 1961. Patrice LUMUMBA est assassiné au Katanga. Il n'a que 35 ans. Ephémère Premier ministre congolais juste après l'indépendance en 1960, il n'aura fait qu'un passage furtif sur le devant de la scène. Et pourtant, un peu plus de soixante ans après sa mort, LUMUMBA reste une icône de la lutte anti-coloniale. Comment s'est perpétuée sa pensée ? Comment s'est construite son idéologie ? Qu'en reste-t-il ?

« Tel un "météore" dans le ciel de l'Afrique, Patrice LUMUMBA monta trop vite au zénith qu'il ne pouvait guère ne pas s'abattre en flammes. Dans une conjoncture tragique, au milieu de l'effervescence, le rôle de l'ancien agitateur devenu homme de gouvernement était malaisé. Il lui fallait faire face, au centre de la houle des passions, à des multitudes dont il avait contribué à déchaîner les instincts élémentaires. Or, au lieu d'apaiser, il a soufflé le froid et le chaud. Comment n'eut-il pas récolté la tempête ? Il avait heurté trop de sentiments, froissé trop d'intérêts, déconcerté trop de bonnes volontés pour ne pas susciter le désordre et, bientôt, le chaos. Mais, quel autre eût réussi à sa place, dans les mêmes circonstances ? Il aurait fallu qu'il possédât des qualités contradictoires. Il aurait fallu que son sens autoritaire, ou plutôt autocratique de l'Etat, ses dons explosifs, fussent tempérés par la lente maturation de la pensée qui précède l'action et, en la disciplinant, permet, seule, même en ce siècle atomique, l'accomplissement d'un grand dessein ».

Jean AUBURTIN* Patrice LUMUMBA p.11 Revue mensuelle EUROPE janvier 1962

David GAUVIN Patrice Lumumba, un héros du tiers monde samedi 25 septembre 2021

*Jean AUBURTIN 26 avril 1904 – 23 juin 1981. Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques, homme politique français. Son éloge sur **Patrice LUMUMBA** est repris dans l'ouvrage de **Jean-Claude WILLAME** -- Lumumba, le mythe et l'Histoire--.



« L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera, au nord et au sud du Sahara, une histoire de gloire et de dignité. »

« Sans dignité, il n'y a pas de liberté, sans justice il n'y a pas de dignité et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres. »

« Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir lorsqu'il travaille dans la liberté. »

« Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. »

Jeune Afrique un journal pour un continent Citations de **Patrice**

LUMUMBA publiées par **Jeune Afrique**

Le Club de Médiapart Trésor KIBANGULA
Analyste politique, Groupe d'étude sur le Congo

« *Le Lumumbisme est une pensée posthume, une "idéologie" qui a été formalisée après la mort de Patrice LUMUMBA et qui tourne autour de sa figure en tant que nationaliste, panafricain et anticolonialiste. Cette pensée part d'un certain nombre de discours que LUMUMBA aura prononcé au cours de sa brève carrière. Car n'oublions pas qu'il s'agit d'une sorte de "météore politique" qui a émergé en 1958 et est mort deux ans plus tard.* »

Alfred Tumba SHANGO-LOKOHO -- Université Paris Nouvelle – Paris 3

Patrice LUMUMBA était incontestablement un homme hors du commun, et peut-être aussi un génie. Mais c'était avant tout un nationaliste africain, un jeune homme politique qui s'appliquait à jouer sa partition dans le brasier congolais.

[...] LUMUMBA était un leader né. Très tôt, dans sa vie politique, il a démontré qu'il en avait l'étoffe. Il a eu à subir de graves injustices, mais il les a toujours combattues en usant soit de son charme soit de la force.

Timbre souvenir de 1960



Patrice Emery LUMUMBA était le chef du Gouvernement congolais. Il l'était presque accidentellement car l'administration coloniale aurait pu truquer les élections pour produire un résultat très différent. Son arrivée au pouvoir fut un événement tout à fait

Le 30 juin 1960 : L'indépendance
Un grand jour pour le Congo



exceptionnel, à la fois météorique, passionnant, historique et rare. Mais la satisfaction qu'il en tira fut de courte durée. Porté légalement au pouvoir en **juin 1960**, LUMUMBA n'était plus, en **janvier 1961** que « *poussière de l'histoire* ». Après avoir connu gloire et honneurs, après avoir savouré la joie d'avoir été choisi par son peuple pour le gouverner, il subit humiliations et calomnies, endurant un véritable chemin de croix vers son Golgotha Katangais.

En dépit de sa brève carrière politique et de sa mort tragique – ou peut-être pour cette raison – LUMUMBA est entré dans l'histoire par la grande porte. Il est devenu à la fois un étendard et un symbole. Il a vécu en homme libre et en penseur indépendant. Tout ce qu'il a écrit, dit et fait, était l'œuvre d'un homme conscient de sa vocation de libérateur, qui a fait pour le Congo ce qu'ont fait CASTRO pour Cuba, NASSER pour l'Égypte, NKRUMA pour le Ghana, MAO TSE TOUNG pour la Chine, et LENINE pour la Russie.



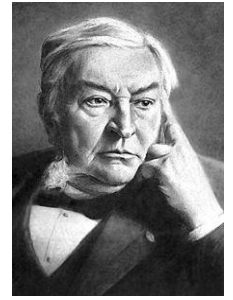
Sa mort a complètement changé le cours des événements au Congo. Elle a divisé le pays et son peuple. De fait, LUMUMBA a été l'objet de débats en Afrique et en Europe, en Amérique et en Asie. Si certains l'ont haï et craint, d'autres l'ont aimé. Plus pour ce qu'il a dit en tant qu'homme d'État que pour ce qu'il a réalisé en tant qu'homme politique. En tant qu'homme d'État, il s'est largement

exprimé – trop en fait – tant en public qu'en privé. En tant qu'homme politique, il a fait un travail fantastique ; il a manœuvré avec intelligence pour atteindre ses objectifs et la première étape de ses ambitions. Ses ennemis, complètement affolés ont pris peur. Ses amis ont, quant à eux, mal interprété ses propos, donnant à ce qu'il disait et faisait, leur propre interprétation plutôt que le but réellement visé par LUMUMBA.

La mort de LUMUMBA lui confère une force bien supérieure à celle qu'il possédait de son vivant. L'histoire nous a démontré que LUMUMBA est une bombe à retardement.

Thomas KANZA *Ascension et chute de Patrice LUMUMBA* p. 40-41 Présence Africaine 2017

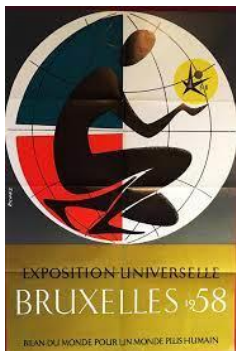
Déférant au désir du Roi, le Parlement chargea alors une commission, formée de députés appartenant à tous les partis, de préparer un projet de loi sur « le gouvernement des possessions coloniales de la Belgique ». Ainsi s'annonçait la dernière phase de l'évolution. Les campagnes déclenchées contre le système instauré au Congo allaient contribuer à précipiter les événements, et le **3 décembre 1907** le projet de loi souhaité était déposé sur le bureau de la Chambre. Ce projet consacrait la cession à la Belgique de « **la souveraineté des territoires composant l'Etat Indépendant avec tous les droits et obligations qui y sont attachés** ». Après de laborieuses négociations, au cours desquelles le ministre Auguste BEERNAERT – Chef du cabinet belge du 26 octobre 1884 au 26 mars 1894 -- apporta au Roi un appui efficace, le Parlement votait le **20 août 1908**, la loi réalisant l'annexion du Congo.



Le **15 novembre de la même année**, l'Etat Indépendant cessait d'exister pour devenir « le Congo Belge ».

<http://www.urome.be> –Le Congo Belge --

✚ 1958 : L'EXPOSITION DE BRUXELLES



Les années 1958 et 1959 marquent un tournant majeur dans la lutte des Congolais. Venus en nombre, ils trouvent à l'Exposition de Bruxelles un lieu de débat avec des militants belges et des partisans de l'autodétermination. De même, les propos du général de GAULLE à Brazzaville lançant « **s'ils veulent l'indépendance, qu'ils la prennent !** » créent un fort retentissement. Enfin, le congrès panafricain d'Accra a un impact majeur sur Patrice LUMUMBA. A son retour, le leader du Mouvement national congolais (MNC)

explique, lors d'un meeting en décembre 1958, la nécessité de l'indépendance. Son discours fait mouche.



-- Décembre 1958 : LUMUMBA au Ghana à la Conférence des Peuples Africains tenue à Accra

En **1958**, 4 leaders congolais sont invités à prendre part à la conférence des Peuples Africains dont la tenue est prévue, du 5 au 13 décembre, à Accra, sous l'égide de Kwame NKRUMAH, Président du Ghana et chantre du Panafricanisme. Patrice LUMUMBA, Joseph NGALULA et Gaston DIOMI, cadres du Mouvement National Congolais (MNC) sont autorisés par le pouvoir colonial à s'y rendre, mais Joseph KASA-VUBU est, par contre, empêché.

Cet incident est, pour certains, une faveur du pouvoir colonial à ses hommes, Patrice LUMUMBA en particulier, au détriment de Joseph KASA-VUBU qui fait peur par ses revendications politiques. Beaucoup ignorent cependant que l'autorisation de sortie n'était gagnée d'avance par les trois leaders. C'est grâce à l'intervention d'un Père jésuite auprès de qui Jean VAN LIERDE recourt, que les trois invités précités obtiennent enfin une autorisation de voyager.

Quant à Joseph KASA-VUBU, n'ayant pas pris le temps de se mettre en règle avec son certificat de vaccination, lequel ne peut alors lui être délivré non sans respect d'un certain délai, l'autorisation est difficile à obtenir. Selon son biographe, *Charles-André GILIS*, cet empêchement apparaît tel un hasard qui arrange bien les choses. Joseph KASA-VUBU n'avait à cœur de se rendre à Accra pour deux raisons : fédéraliste, il n'a pas un discours à prononcer au milieu des panafricanistes prônant l'unitarisme national et, en plus, il a peur d'un espion dépêché à cette conférence par le pouvoir colonial.

Voici ce qu'écrit le biographe de Joseph KASA-VUBU à ce sujet : « Il (Kwame NKRUMAH, NDLR) avait invité à Accra les leaders congolais qui lui avaient paru les plus engagés dans le mouvement de libération nationale, notamment KASA-VUBU et LUMUMBA. Ce dernier s'était empressé de répondre à cette invitation mais KASA-VUBU s'était montré beaucoup plus réticent. Certes, il n'avait pas refusé de partir pour Accra, mais ce voyage lui paraissait une aventure où il n'avait peut-être pas tout à gagner. Avait-il deviné que LUMUMBA et NKRUMAH étaient faits pour s'entendre et pour contrecarrer peut-être ses desseins « fédéralistes » ?

Craignait-il qu'à Accra, la délégation congolaise apparaisse divisée ? Ou craignait-il la présence d'un autre congolais, Jean-Pierre DERICOYARD, qu'il considérait comme un espion de l'administration coloniale ? ...KASA-VUBU aura beau jeu de dire que l'administration coloniale l'empêche de se rendre à Accra. Il fait ainsi d'une pierre deux coups : vis-à-vis de NKRUMAH, il dispose d'une excuse habile ; vis-à-vis de l'opinion congolaise, il discrédite une administration qui le combat de toutes ses forces » ,

Cf : **Charles André GILIS**, *Kasa-Vubu au cœur du drame congolais*, pp. 117-118.

Selon certains historiens, Joseph KASA-VUBU perd, par cet empêchement, une occasion de rencontrer les leaders africains de tous les coins du monde, mais il connaît, depuis un certain temps et bien avant les autres leaders congolais, Kwame NKRUMAH et son gouvernement.

« KASA-VUBU est le seul leader connu par George PADMORE, l'un des pères du "Panaficanisme", qui au sein du gouvernement ghanéen apporte une aide financière à l'ABAKO depuis plusieurs mois » ,

cf. **Karine RAMONDY**, *Les leaders assassinés en Afrique centrale, 1958-1961*, pp.342-343 ;

Thomas KANZA, *The rise and fall of Patrice Lumumba-conflict in the Congo*, p.49.

À Accra, Patrice LUMUMBA est impressionné par les leaders africains, Sékou TOURE, Julius NYERERE, Kenneth KAUNDA, Jomo KENYATTA, Tom MBOYA, Modibo KEITA, Roberto HOLDEN, Félix-Roland MOUMIE, notamment Kwame NKRUMAH. Il déroge aux consignes de modération données à ses compagnons par Henri CORNELIS, Gouverneur général d'assister à cette conférence en "observateurs", et il prend la liberté de prononcer, le **11 décembre**, un discours avec hauteur dans lequel il déclare que **"Le Congo ne peut plus être considéré comme une colonie ni d'exploitation ni de peuplement. Son accession à l'indépendance est la condition indispensable de la paix. L'objectif du MNC est d'unir et d'organiser les masses congolaises dans la lutte pour l'amélioration de leur sort, la liquidation du régime colonialiste et de l'exploitation de l'homme par l'homme."** Et Kwame NKRUMAH le tient telle une révélation, l'homme sur qui compte pour l'avenir de l'Afrique et de son indépendance. Patrice LUMUMBA retourne à Léopoldville en Saül revenu de Damas. Son discours politique se radicalise.

Maxime DUSSART **Le Solidaire** **Joseph ANGANDA** Œil D'Afrique / MCN, via mediacongo.net

De retour à Kinshasa, LUMUMBA organisa un grand rassemblement populaire le **28 décembre** (c'était un dimanche) à Kalamu (Kinshasa) pour rendre compte à la population congolaise des résolutions de la Conférence d'Accra et leurs implications pour le mouvement d'indépendance au Congo. C'est au cours de ce meeting que la masse congolaise était entrée en contact avec les idées de LUMUMBA, alors révolutionnaires. Elle entendit dire sans ambages pour la première fois par un "kalaka" que d'une part les congolais devraient cesser de s'endormir et d'attendre l'indépendance et la liberté, et d'autre part que les belges devraient cesser de considérer la liberté comme une aumône à offrir aux congolais.

Le discours de Kinshasa



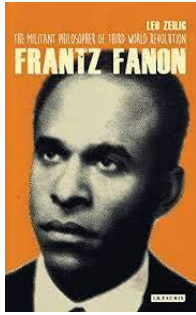
Le **28 décembre 1958**, Patrice Emery LUMUMBA prononce cette célèbre phrase :

"L'indépendance que nous réclamons au nom de la paix ne doit pas être considérée par la Belgique comme un cadeau"

Evidemment, les esprits s'enflammèrent. Une semaine plus tard, Léopoldville (Kinshasa) se soulevait. C'était le **04 Janvier 1959**.

LUMUMBA, un combattant internationaliste

Frantz FANON
1925-1961



Kwame NKRUMAH
1909-1972



Félix-Roland MOUMIE
1925-1960



Avant de devenir **Premier** ministre LUMUMBA a établi des liens solides avec une série de mouvements et de personnalités anti impérialistes, panafricanistes et internationalistes. En **décembre 1958**, il est présent à la Conférence des Peuples africains à Accra. Il y rencontre, entre autres, l'Antillo-Algérien Frantz FANON, le Ghanéen Kwame NKRUMAH et

le Camerounais Félix-Roland MOUMIE. Il y prononce un discours dans lequel il déclare :

« *Notre mouvement a pour but fondamental la libération du peuple congolais du régime colonialiste et son accession à l'indépendance. Nous fondons notre action sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - droits garantis à tous les citoyens de l'humanité par la Charte des Nations Unies - et estimons que le Congo, en tant que société humaine, a le droit d'accéder au rang des peuples libres.* ». Il le conclut en ses mots :

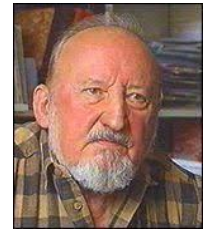
« *C'est pourquoi nous crions vivement avec tous les délégués : A bas le colonialisme et l'impérialisme. A bas le racisme et le tribalisme. Et vive la nation congolaise, vive l'Afrique indépendante.* »

Jean Van LIERDE 1926-2006

Ernest MANDEL 1923-1995



À l'issue de cette conférence, LUMUMBA, est nommé membre permanent du comité de coordination, comme le rappelle Saïd BOUAMAMA dans *Figures de la révolution africaine*. LUMUMBA était également proche de militants belges anticolonialistes et anticapitalistes comme Jean VAN LIERDE qui était engagé dans le soutien à la révolution algérienne et qui entretenait des liens étroits avec l'hebdomadaire *La Gauche* et avec son animateur principal Ernest MANDEL, l'un des dirigeants trotskystes et théoriciens marxistes les plus importants de la moitié du XX^{ème} siècle.



Quelques semaines après la conférence d'Accra, LUMUMBA et son mouvement organisent dans la capitale du Congo belge à l'époque, une réunion pour rendre compte des résultats de ce sommet anticolonialiste. Il y revendique l'indépendance du Congo devant plus de 10 000 personnes. Il décrit l'objectif du Mouvement National Congolais en évoquant « *la liquidation du régime colonialiste et de l'exploitation de l'homme par l'homme* ».

L'Afrique noire tout entière fait écho aux thèmes panafricains exaltés à Accra

NKRUMAH et LUMUMBA: Accra 1958 Six mois après le congrès tenu à Cotonou par le Parti du



regroupement africain de M. Léopold SEDAR SENGHOR, les thèmes d'indépendance et d'unité de l'Afrique, qui figurèrent au centre des préoccupations de ces assises, ont été repris par le congrès des peuples africains. Réunis au Ghana, qui revendique le leadership panafricain, plusieurs centaines de délégués ont, du **5 au 13 décembre** dernier, débattu du sort du continent noir. Sous la présidence de M. Tom

MBOYA, leader syndical de l'Est africain britannique, ils ont mis au point un projet de création de cinq fédérations dont la fusion permettrait la réalisation des Etats-Unis d'Afrique. Adoptant les thèses du Dr NKRUMAH, qui dispute à M. HOUPHOUËT-BOIGNY le surnom de « Gandhi africain », ils se sont ralliés au principe de la « *non-violence* » appliquée aux rapports internationaux. Et c'est en exaltant les principes d'une révolution africaine pacifique que les congressistes d'Accra ont cherché les moyens propres à réaliser l'indépendance de l'Afrique.

Philippe DECRAENE Le Monde Diplomatique février 1959

-- Le 4 janvier 1959 : Emeutes à Léopoldville, au Congo Belge

Une manifestation organisée à Léopoldville, au Congo belge, dégénère en émeutes violentes qui entraîneront une sévère répression des autorités. Cet événement donnera un élan aux revendications indépendantistes qui trouveront un écho dans un discours prononcé par le roi des Belges, BAUDOUIN 1er, le 13 janvier.

Le 4 janvier 1959, une semaine après le meeting public de



Patrice LUMUMBA, Léopoldville fut livrée à de violentes émeutes qui prirent la forme d'une insurrection populaire. Une cinquantaine de personnes furent tuées et il y eut plus de deux cents



blessés. Léopoldville était depuis longtemps une poudrière qui finit par exploser lorsque le comité central de l'Abako défia des fonctionnaires coloniaux. En conséquence, le mouvement fut interdit et ses dirigeants arrêtés. A l'époque, LUMUMBA s'appliquait à consolider son propre mouvement -- il était encore directeur des ventes de Bracongo -- et aucune mesure ne fut prise à l'encontre du MNC.

Les événements se précipitent, avec les émeutes sanglantes de Léopoldville (l'actuelle Kinshasa). « **C'était spontané. Personne ne s'attendait à cette explosion subite** », se souvient un historien, au micro de la RTBF. La puissance coloniale est mise à rude épreuve.

La période d'euphorie que représentait l'exposition universelle semble déjà bien loin. La déclaration du roi BAUDOUIN, « **notre ferme résolution est aujourd'hui de conduire sans attermoiements funestes, mais sans précipitation inconsidérée, les populations congolaises à l'indépendance dans la prospérité et la paix** », donne lieu à une vive agitation. Les autorités belges ne peuvent plus faire marche arrière. Une table ronde réunissant leaders congolais et représentants du gouvernement se tient en janvier 1960 à Bruxelles. Joseph KASA-VUBU (qui a pris la tête du mouvement nationaliste l'Abako) devient le nouveau chef de l'Etat et Patrice LUMUMBA, Premier ministre. L'indépendance est proclamée le 30 juin 1960. Suivront en 1962 celle des territoires sous tutelle belge du Ruanda-Urundi (futurs Rwanda et Burundi). Dans cette période de fête de l'indépendance, on est encore loin d'imaginer le destin douloureux qui attend ces nouveaux pays.

Un désir d'autonomie face aux puissances coloniales souffle sur le continent africain, notamment au CONGO belge. Des partis politiques, comme l'Association des Bakongo pour l'unification, la conservation et l'expansion de la langue kikongo (Abako) et le Mouvement national congolais (MNC), revendiquent même l'indépendance. Le 4 janvier 1959, l'Abako prévoit de tenir une assemblée dans un Y.M.C.A. de Kalamu, une commune de la capitale, Léopoldville. Sous l'incitation du premier bourgmestre de la ville, Jean TORDEUR, les organisateurs acceptent de la reporter. Une foule se rassemble néanmoins à cet endroit le 4 janvier. Le leader de l'Abako, Joseph KASA-VUBU, prononce un court discours, annonçant que la réunion aura lieu après une déclaration du gouvernement belge prévue pour le 13 janvier. Mais dans les heures qui suivent, la situation s'envenime. Aux mécontents se greffent des dizaines de milliers d'amateurs de football déçus de la défaite de leurs favoris. La violence se répand dans la ville. Des maisons, magasins, missions religieuses et symboles de l'autorité coloniale sont vandalisés. Des policiers et des troupes interviennent avec force. Le bilan des quatre jours suivants varie selon les estimations qui vont de 49 à plusieurs centaines de morts. KASA-VUBU et d'autres meneurs de l'Abako sont arrêtés et emprisonnés pendant quelques mois. L'événement fait le tour du monde et contribue à alimenter le sentiment indépendantiste.

Le 13 janvier, le roi BAUDOIN 1^{er} fait un discours dans lequel il annonce une « **large décentralisation conjuguée avec une extension rapide du système électoral, et l'abandon de toute discrimination entre noirs et blancs** ». Les événements du 4 janvier, qui deviendra la journée des Martyrs, seront considérés comme déterminants dans l'accession du Congo à l'indépendance, le **30 juin 1960**. Joseph KASA-VUBU sera alors le premier Président et Patrice LUMUMBA, du MNC, le chef du gouvernement.

Joseph KASA-VUBU 1917-1969

Pour les Belges, le 13 janvier 1959 fut une journée historique et douloureuse marquant leur capitulation ; ce fut le jour où ils renoncèrent à l'espoir de garder le Congo indéfiniment sous domination coloniale belge. En revanche pour les Congolais, dont seul un petit nombre connaissait les procédures constitutionnelles belges, c'était un jour comme un autre.



Nota-Bene : Dans son discours à la nation, le mardi 30 juin 2020, le chef de l'Etat : Félix TSHISEKEDI a annoncé avoir élevé l'ancien président Joseph KASA-VUBU au rang de héros national. Cette décision à forte résonance symbolique suscite néanmoins quelques questions notamment chez quelques intellectuels congolais. C'est le cas de l'universitaire Isidore NDAYWEL.

Perspective Monde Ecole de politique appliquée Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke, Québec, Canada

Marina ALCARAZ En 1958, on était en pleine décolonisation Les Echos 10 septembre 2004

Jonsard MIKANDA Kasa-Vubu héros national : Isidore Ndaywel demande des précisions CAS-INFO.CA

-- 13 janvier 1959 : Le roi BAUDOIN 1^{er} reconnaît pour la 1^{ère} fois le principe d'indépendance

– Ce jour-là, 13 janvier 1959, après les émeutes ayant endeuillé Léopoldville (qui avaient duré du 4 au 7 janvier 1959), le roi BAUDOIN s'adresse aux Congolais et reconnaît pour la première fois le principe d'une indépendance que la Belgique accorderait "sans atermoiements funestes ni précipitation inconsidérée". C'est aussi ce jour-là qu'il convia les partis politiques congolais à une table ronde le 20 janvier.



-- Job KAKULE --

-- 13 janvier 1959 : Le message du roi BAUDOIN 1^{er} au peuple congolais

Le roi BAUDOIN 1^{er} comte de Hainaut

BAUDOIN 1^{er} en visite au Congo en 1959



« Mes chers compatriotes de Belgique et du Congo, Répondant à une longue attente, le gouvernement de Bruxelles annoncera aujourd'hui devant le Parlement un programme de réforme qui ouvrira une étape décisive pour les destinées de nos populations africaines.



Je crois devoir à la mémoire de mes illustres prédécesseurs, fondateurs et consolidateurs de notre œuvre en Afrique, d'en porter moi-même à votre connaissance le caractère et l'esprit. Le but

de notre présence sur le continent noir a été défini par LEOPOLD II : ouvrir à la civilisation européenne ces pays attardés, appeler leurs populations à l'émancipation, à la liberté et au progrès après les avoir arrachées à l'esclavage, aux maladies et à la misère.

Continuant ces nobles visées, notre résolution est aujourd'hui de conduire, sans attermoiments funestes, mais sans précipitation inconsidérée, les populations congolaises à l'indépendance dans la prospérité et la paix.

Dans un monde civilisé, l'indépendance est un statut qui réunit et garantit la liberté, l'ordre, le progrès. Elle ne se conçoit que moyennant des institutions solides et bien équilibrées ; des cadres administratifs expérimentés ; une organisation sociale, économique, financière, bien assise, aux mains de techniciens éprouvés ; une formation intellectuelle et morale de la population sans laquelle un régime démocratique n'est que dérision, duperie et tyrannie.

C'est à la réalisation de ces conditions de base que nous sommes attachés et que nous entendons tous nous consacrer, dans un enthousiaste et cordial concert d'efforts avec nos populations africaines. Si nous n'hésitons pas à approuver, à seconder les aspirations de nos frères noirs, nous ne pouvons cependant pas laisser oublier que par quatre-vingts années de services et d'efforts, la Belgique a acquis des droits incontestables à leur sympathie et à leur coopération loyale. Notre tâche de guides et de conseillers, à nous métropolitains et Blancs du Congo doit se poursuivre tout en se transformant et s'atténuant à mesure des progrès réalisés.

Au demeurant, loin d'imposer à ces populations des solutions tout européennes, nous entendons favoriser des adaptations originales, répondant aux caractères propres et aux traditions qui leur sont chers. A cet égard, une large décentralisation, conjuguée avec une extension du système électoral et l'abandon de toute discrimination entre Noirs et Blancs, permettra de hâter et de diversifier l'épanouissement des régions, selon leurs particularités géographiques, culturelles, raciques ainsi que leur développement économique.

C'est là, croyez-moi, mes chers compatriotes de Belgique et du Congo, une voie dans laquelle il faut s'engager avec foi et générosité, un dessein grandiose et fier que nous mènerons à bien si nous joignons à la communauté de volonté et de discipline, la claire vision de l'avenir prospère de nos deux pays. »

Surnommé « Bwana Kikoto » (le beau chef), BAUDOUIIN 1^{er} est aimé au Congo et de son côté, ne manque pas d'encourager des relations humaines équitables entre blancs et noirs dans chacun de ses discours.

Sources : Georges Henri DUMONT Chronologie de la Belgique de 1830 à nos jours

L'accueil au discours royal du **13 janvier 1959** fut d'abord, dans les milieux « européens » du Congo, consterné. Incompréhension, ignorance, ingénuité, noble candeur, voire ridicule méprise, tout fut, avec quelle amertume ! Reproché aux « Belges de Belgique », pitoyable espèce qui, aux yeux des vrais Belges, les Africains, opposés aux « Belgicains », a le malheur de décider de ce qu'elle ne connaît point et de coudre là où elle n'a jamais taillé.



Baudouin 1^{er} est aimé au Congo



Léopoldville a aussi ses « pieds noirs », ses « ultras », d'autant plus durs pour autrui qu'à l'origine ils furent plus durs pour eux-mêmes. Bruxelles étant la mère-gigogne et fournissant les crédits, soixante-dix mille Belges et quelque trente mille « Européens » (surtout Grecs et Portugais) de toutes provenances ont fait régner là une *Pax' belgica*. Pourquoi déranger un ordre de choses assurant à chaque employé noir les plus hauts salaires d'Afrique ? La parabole du Bon Riche serait-elle faribole ? Tel est le raisonnement des « Belges d'Afrique », les vrais. Ici la rupture éclate et l'Indépendance, aux yeux des colons et fonctionnaires, de ceux qui ont « fait le Congo », demeure une fabrication des « bureaux de Bruxelles ». Il nous souvient, cependant, de certains éclats sanglants des 5 et 6 janvier 1959 à Léopoldville et que les « bureaux de Bruxelles » n'avaient certainement point provoqués.

Charles D'YDEWALLE. *Au Congo Belge* <https://www.revuedesdeuxmondes.fr>

**-- 20 janvier 1960 – 20 février 1960 : La Conférence de la Table ronde belgo-congolaise.
LUMUMBA demande l'entière souveraineté du peuple congolais**



La conférence de la Table ronde qui réunit les représentants du parlement belge et les représentants des différents partis congolais dans le but de déterminer les modalités de l'accession du Congo à l'indépendance, s'ouvrit à

La conférence de Bruxelles, janvier 1960



Bruxelles le **20 janvier 1960**, en l'absence de Patrice LUMUMBA. Celui-ci se trouvait à cette date, depuis plus de trois mois, incarcéré à la prison de *Stanleyville*.

Le **30 octobre 1960**, en effet, la capitale de la province orientale avait été le théâtre de trouble provoqué par l'administration, à l'occasion d'un congrès de partis alliés au M.N.C.

-- Mouvement National Congolais -- de LUMUMBA. La répression policière fit une trentaine de morts et une centaine de blessés. LUMUMBA, rendu responsable de l'émeute, fut arrêté le **1^{er} novembre 1960**.

Il fut condamné à six mois de prison, le lendemain de l'ouverture de la conférence de la Table ronde. Ce fut un tollé de protestations et les délégués africains exigèrent sa libération immédiate et sa participation aux travaux de la conférence.

L'arrivée de Patrice LUMUMBA pour la conférence à Bruxelles



Le gouvernement belge céda et le 25 juillet, le jeune leader arrivait à l'aéroport de *Melsbroeck*. En quelques jours, il était passé des geôles coloniales à la salle du Palais des Congrès de Bruxelles, où il allait traiter d'égal à égal avec les ministres belges.

Tout au long des travaux de la conférence, LUMUMBA s'affirme comme le champion efficace de la reconnaissance de l'entière souveraineté nationale du peuple congolais.

-- Il s'oppose aux tentatives de l'autorité belge visant à se réserver avec l'appui de Moïse TSHOMBE et compagnie, certaines compétences comme dans le domaine des finances et des affaires étrangères. Il obtint gain de cause.

-- Il fait adopter le suffrage universel pur et simple, tant pour les élections législatives que pour les élections provinciales. Il se prononce en faveur du vote des femmes et il veille à ce que le contrôle des premières élections congolaises échappe au maximum à l'administration coloniale.

-- Il se révèle ainsi partisan des formules modernes et démocratiques, tandis que TSHOMBE et ses pareils essaient de leur autorité précaire en s'appuyant surtout sur les chefs coutumiers.

-- LUMUMBA se prononce pour la séparation de l'église et de l'Etat et pour le développement de l'école officielle. Il veut liquider l'analphabétisme dans les délais les plus brefs et assurer l'africanisation rapide dans tous les secteurs y compris l'armée.

-- Combien de fois LUMUMBA n'a-t-il pas insisté à la Table Ronde et dans la suite, alors qu'il était devenu le Premier Président du Conseil Congolais, sur la nécessité de l'indépendance économique, aussi bien que sur celle de la souveraineté politique.

« ***Nous voulions, disait-il, une indépendance réelle et non une indépendance de façade*** »

-- Patrice LUMUMBA avait un sens aigu de la solidarité africaine, et dans ses discours, il ne cessait de dénoncer le régime raciste de l'Afrique du Sud. Il avait participé, dès 1958, à la conférence interafricaine d'Accra, qui l'avait élu membre de son Bureau permanent.

-- Au sein du Gouvernement Congolais, il avait apporté son entier soutien à la lutte du peuple algérien et du peuple d'Angola. « ***Nous savons, s'écriait-il le 25 août 1960, à la conférence panafricaine de Léopoldville, tout le monde sait que l'Algérie n'est pas française, que l'Angola n'est pas portugais, que le Kenya n'est pas anglais, que le Ruanda-Urundi n'est pas belge. Nous savons que l'Afrique n'est ni française, ni britannique, ni américaine, ni russe, mais africaine.*** »

-- Fervent partisan du neutralisme positif, il exigea l'évacuation par les troupes belges, des bases du Pacte Atlantique établies à Kitona et à Kamina.

-- Après l'agression belge et les trahisons de l'O.N.U., il n'hésita pas à faire appel aux pays socialistes qu'il avait appris à reconnaître comme les alliés les plus sûrs des peuples colonisés.

Jules RASKIN avocat militant Patrice LUMUMBA p. 14-16 Revue mensuelle EUROPE janvier 1962

« ***Entre la liberté et l'esclavage, il n'y a pas de compromis*** »

Patrice LUMUMBA (*Discours à la conférence panafricaine de Léopoldville*)

« ***Plus on est enraciné et plus on est universel*** »

Eugène GUILLEVIC Poète écrivain et traducteur

« ***Etre lumumbiste*** » aujourd'hui

"Lumumba devint en un rien de temps un martyr de la décolonisation, un héros pour tous les opprimés de la Terre, un saint du communisme sans dieu", résume David VAN REYBROUCK, auteur de "Congo, une histoire". "Ce statut, il le devait plus à l'horrible fin de sa vie qu'à ses succès politiques", avec seulement deux mois et demi au pouvoir, nuance l'auteur belge de référence sur l'histoire du Congo.

Le Congo, de son nom officiel **République démocratique du Congo**, est quatre fois plus vaste que la France et bien plus peuplé (100 millions d'habitants en 2020). Il bénéficie de ressources naturelles exceptionnelles, avec des terres fertiles et des pluies abondantes ainsi qu'un sous-sol truffé de diamants, d'or, de cuivre, de cobalt etc. C'est un « *scandale géologique* » de l'avis des experts. Mais ses habitants sont parmi les plus démunis de la terre et l'Histoire n'a pas été bienveillante pour ce très ancien pays.

Lorsqu'en **1958**, la France décida de donner l'indépendance à ses colonies africaines, des manifestants réclamèrent la même chose à Léopoldville (aujourd'hui *Kinshasa*), capitale du Congo belge. Les Belges ne se firent pas prier et accédèrent à leur demande sans ménager de transition. Joseph KASA-VUBU devint président de la République et son rival Patrice LUMUMBA chef du gouvernement.

Le climat se dégrade très vite en raison du manque d'élites et des dissensions entre les populations de cet immense pays. Dans les rues, les soldats s'en prennent à leurs officiers européens et aux colons. C'est le début des désordres. Ils feront au total quelques 500 000 victimes chez les Congolais et les Européens.

André LARANE Journaliste scientifique et industriel, fondateur de "Hérodote " 01/07/2020

✚ **LE 30 JUIN 1960 : LE CONGO ARRACHE SON INDÉPENDANCE À LA BELGIQUE**

Drapeau de la République démocratique du Congo
De 1960 à 1963



Le 29 juin 1960, BAUDOIN 1^{er}, roi des Belges, arrive dans la capitale congolaise pour se défaire d'un pays grand comme 80 fois la Belgique et considéré par la famille royale comme sa propriété privée. Un moment fort qui portera de nombreux espoirs, notamment par la voix du Premier ministre et héros national Patrice LUMUMBA, qui sera peu de temps après assassiné...

-- Le 30 juin 1960, le Congo accédait à l'indépendance dans un climat tendu. Avec Joseph KASA-VUBU à la présidence et Patrice LUMUMBA comme Premier ministre.

La Cathédrale Sainte-Anne au Congo



C'est paradoxalement un jour de liesse – la proclamation de son indépendance – qui marque le début de la descente aux enfers de l'ex-Congo belge. Depuis le *Te Deum*, célébré en grande pompe à la cathédrale Sainte-Anne, à la séance solennelle, qui se tint juste après l'office religieux dans la

grande salle du palais de la Nation.

Le film de cette journée historique est bien connu.

Ceux qui assistèrent à la cérémonie gardent en mémoire l'intervention de BAUDOIN I^{er}, arrivé la veille.

Le roi des Belges rendit hommage à « *l'œuvre conçue par le génie du roi Léopold II et continuée avec persévérance par la Belgique* ».

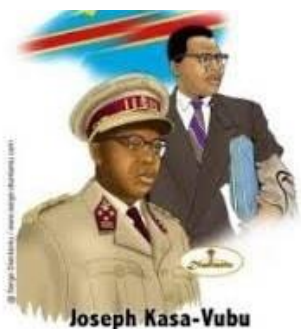
Rien de surprenant dans la bouche de l'héritier d'un monarque qui considéra le Congo comme sa propriété privée.

Le Palais de la Nation



Le roi Baudouin prononçant son discours





Le discours protocolaire du roi a été relayé par un autre discours protocolaire du premier Président de la République, Joseph KASA-VUBU. Protocolairement, il a remercié le roi BAUDOUIIN et son grand-père LEOPOLD II et l'ensemble de la Belgique coloniale. Joseph KASA-VUBU a vanté l'œuvre coloniale belge, il a dit aux Belges qu'ils étaient malins et sages de ne pas se dérober au courant de l'histoire et que désormais, ils doivent compter avec les Congolais, les Congolais ne vont pas aller tout droit dans les réformes, aidez-nous. Quand nous serons en difficulté, souvent, nous allons recourir vers vous. L'allocution, prononcée par Joseph KASA-VUBU,

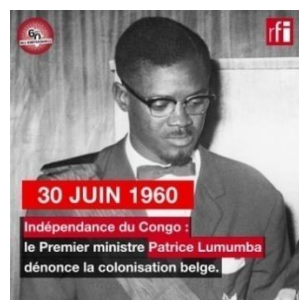
le chef du nouvel État congolais, fut en revanche ressentie comme une offense par les nationalistes congolais. À commencer par leur chef de file, le Premier ministre Patrice Émery LUMUMBA. Au lieu de célébrer l'émancipation de son peuple, le président de la République rendit un hommage appuyé à l'ancienne métropole, incitant le chef du gouvernement à intervenir alors que le protocole ne l'y avait pas invité.

-- **Le 30 juin 1960 à 11 h 35 : La discours imprévu de P. LUMUMBA, les paroles qui choquent... Cette diatribe que l'ancien colonisateur ne lui pardonnera jamais.**

Immédiatement après l'allocution du président congolais, Joseph KASONGO le président de la chambre des représentants, donne la parole au Premier ministre LUMUMBA. BAUDOUIIN 1^{er} et Gaston EYSKENS tombent des nues : le programme ne prévoyait pas un troisième discours et les services d'Infor Congo ne leur ont pas transmis le projet de texte de LUMUMBA, qui a pourtant été distribué à la presse réunie. Mais c'est surtout le contenu de l'allocution qui les glace d'effroi. Le premier ministre congolais ne s'adresse pas aux maîtres d'antan. Mais aux *"Congolais et Congolaises, combattants de l'indépendance aujourd'hui victorieux"*. Du coup, les personnalités étrangères disparaissent du centre de l'attention politique et deviennent les spectateurs d'un mouvement nationaliste et de ses premiers succès. C'est avec stupéfaction qu'ils entendent le dirigeant nationaliste s'adresser au peuple congolais et répondre au roi, entre-temps, devenu complètement blême.

11 h 35, LUMUMBA s'adressant directement au peuple et parlant par-dessus le corps diplomatique réuni, explique que l'octroi de l'indépendance n'est pas un cadeau généreux offert par Bruxelles, comme l'a prétendu le roi BAUDOUIIN 1^{er}. L'indépendance a été promulguée en accord avec la Belgique, mais : **« Cette indépendance, c'est une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ou notre sang »**.

Diatribe de Patrice LUMUMBA **« Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir parce que nous étions des nègres. [...] Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir. Nous avons connu qu'il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillotes croulantes pour les Noirs »**, déclare Patrice LUMUMBA qualifiant au passage la colonisation belge de *régime d'oppression et d'exploitation*. Et d'ajouter : **« nos blessures sont trop fraîches encore pour que nous puissions les chasser de notre**



mémoire ». Tonnerre d'applaudissements dans la salle. Patrice LUMUMBA dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Il décrit alors ouvertement le système colonial que BAUDOUIIN 1^{er} a glorifié comme étant le chef-d'œuvre de son grand-père et le condamne comme l'humiliant esclavage qui nous avait été imposé par la force.

Indépendance octroyée ou arrachée ?

Outre cette querelle sur le bilan, positif ou négatif, de la colonisation, les discours de BAUDOIN 1^{er} et de Patrice LUMUMBA s'opposent également ce jour-là sur le point de savoir si l'indépendance a été concédée par les Belges aux Congolais ou bien si ces derniers l'ont arrachée aux premiers de haute lutte. Pour le Premier ministre congolais, les choses sont parfaitement claires.

« Cette indépendance du Congo, si elle est proclamée aujourd'hui dans l'entente avec la Belgique, un pays ami que nous traitons d'égal à égal [...], nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier, cependant, que c'est par la lutte qu'elle a été conquise. »

La foule exulte, BAUDOIN 1^{er} est livide. Ce discours demeuré célèbre tranche violemment avec le paternalisme du roi des Belges. Mais plus qu'au monarque, c'est à Joseph KASA-VUBU que Patrice LUMUMBA imputera ultérieurement la responsabilité de cette sortie fort peu diplomatique.

Jean-Dominique GESLIN *Ce jour-là : le 30 juin 1960, le Congo proclame son indépendance*

Jeune Afrique 30/06/2017

Prosper BAGONDO *RD Congo "Vous avez dit indépendance"* Le Point Afrique 30/06/2017

Jean Noël BA-MWEZE *Congo (RDC) 1960-2020 : 60 ans d'indépendance(s) en Afrique*

Ludo De Witte *L'assassinat de LUMUMBA* Karthala 2001 2022

Nota Bene : « **Le premier ministre belge aura été mon nègre** » Patrice LUMUMBA ricane, l'après-midi du 30 juin 1960 à Léopoldville, dans les couloirs du Palais de la Nation : M. Gaston EYSKENS, son homologue de Bruxelles, vient de lui écrire un discours d'hommage à la Belgique pour réparer l'affront fait au roi BAUDOIN le matin, et le premier ministre congolais a accepté d'en lire le texte au déjeuner.

Pierre De VOS

« Puisqu'il y a un avenir, je m'efforce de ne point désespérer de celui de mon pays, actuellement un simple lieu, sans plus. »

Charles DJUNGU SIMBA Professeur chercheur journaliste et écrivain congolais Né en 1953 au Sud-Kivu

-- 1^{er} juillet 1960 : République démocratique du Congo, l'exode des colons



Après soixante-quinze ans de colonisation, le Congo belge accède à l'indépendance. 1^{er} juillet 1960 : c'est ce jour-là que naît la République démocratique du Congo : RDC.

La veille, le Congo belge avait déclaré son indépendance, un territoire de 2 385 000 kilomètres carrés, soit près de cinq fois la France. Mais c'est à Thysville, le 7, que commence réellement la révolte contre les Blancs. Les soldats noirs arrêtent les officiers belges. Dès le lendemain, à Léopoldville, la capitale, 3 000 réfugiés pourchassés traversent le fleuve Congo pour se replier à Brazzaville, sur l'autre rive, territoire français.



Le fleuve Congo



A Luluabourg 1 100 Belges ont passé le week-end du 8 et 9, dans un building, sous le feu des Congolais. A Goma, l'aérodrome a été rendu inutilisable. Deux cents Européens y sont pris en otages mais réussissent à s'enfuir en s'embarquant sur un bateau pour passer le lac

Le Lac Kivu : Trois pays pour un lac



Kivu et se réfugier dans le Ruanda-Urundi. En même temps, dans tout le pays, ce n'est qu'une fuite vers les frontières : d'Albertville, en pirogue vers le Tanganyika, d'Elisabethville, par route vers la Rhodésie, de Matadi, par bateau vers l'Angola... et de là par avion vers l'Europe.

Ce sont des parachutistes qui protègent l'exode en attendant l'arrivée des Casques bleus de l'ONU. Mais, dès le 13 juillet, la riche province du Katanga (cuivre, uranium) se déclare indépendante, rétablit l'ordre et refuse l'intervention des Nations unies. Aucune province n'est épargnée. Tous les ressortissants d'origine belge doivent quitter le pays.

Sabine CAYROL Paris Match Publié le 20/07/2010

La fête est néanmoins de courte durée, le jeune Etat congolais étant rapidement confronté à une série de conflits internes qui menacent l'unité du pays et exposent ses populations aux affres de la guerre civile.

-- **Le 10 juillet 1960**, déçus de voir que l'indépendance n'apporte aucun changement à leur condition, les soldats de la Force publique se mutinent contre leurs officiers européens. Les exactions commises par les mutins, lesquelles sont montées en épingle par la presse occidentale – les documents officiels belges évoquent en réalité un bilan de quatre tués et cinquante-deux viols parmi les Européens (Hoskyns, 1965 : 48) – et la panique qui s'ensuit parmi les 97.000 Blancs encore présents au Congo, provoquent très vite l'intervention des forces métropolitaines belges basées à *Kamina* et à *Kitona* afin de protéger et bientôt d'évacuer les ressortissants étrangers. Perçue comme une « agression », cette intervention provoque la mutation de la mutinerie en un conflit militaire entre la Belgique et le Congo.

LANOTTE Olivier Sciences Po 24 février 2010

Le Congo belge accédera le 30 juin à l'indépendance. Aucun pays d'Afrique centrale n'a fourni l'exemple d'une cadence d'émancipation aussi rapide, aucun n'aura brûlé à pareille allure les étapes intermédiaires entre un système de gestion d'inspiration occidentale et un régime d'autogestion africaine, aucun n'aura entrepris de rattraper dans un moindre délai le retard de sa promotion politique sur sa promotion économique.

René HOFFHERR *L'avènement du Congo belge à l'indépendance* Politique étrangère N°2 - 1960

❖ L'éphémère Etat du Katanga Juillet 1960 – janvier 1963

-- **11 juillet 1960** : le Katanga, par la voix de Moïse TSHOMBE, proclame son indépendance.

Le 30 juin 1960, l'indépendance du Congo est proclamée. Moins de deux semaines plus tard, une sécession fomentée par Moïse TSHOMBE et l'ex-colonisateur belge apparaît au sein du tout jeune État, menaçant sa survie.

Moïse TSHOMBE l'artisan de la sécession



Moïse TSHOMBE acclamé après la déclaration de l'indépendance

Ce 11 juillet 1960, aux alentours de 22h30, c'est d'une voix déterminée où perce une joie indicible que le docteur Moïse TSHOMBE



s'exprime sur les ondes de la Radio-Collège, à Elisabethville (aujourd'hui Lubumbashi), pour déclarer officiellement l'indépendance de la riche province minière du Katanga, que son parti contrôle depuis les élections législatives du mois de mai. À sa sortie, c'est une foule en liesse qui porte le chef de la Confédération des associations tribales du Katanga (Conakat) dans les rues de la capitale du nouvel État autoproclamé. Une sécession qui va constituer la première grave crise du Congo postcolonial.

Indépendance Cha-cha*

*« Indépendance cha cha », titre de **la chanson composée à l'occasion de l'accession à l'indépendance du Congo**.

Nota Bene : Interprétée par le grand Kabasele "African jazz", au retour de Bruxelles, en 1960. Cette chanson a été reprise plusieurs fois par d'autres pays africains pour célébrer leur indépendance. Au Congo, elle passait en direct très souvent sur la chaîne nationale, Radio Congo belge qui avait le plus puissant émetteur d'Afrique à l'époque.

La sécession Katangaise



De fait, moins de deux semaines plus tôt, le 30 juin, le mastodonte d'Afrique centrale a pris son indépendance. La république du Congo est désormais dirigée par deux personnages aux antipodes l'un de l'autre : le très consensuel président, **Joseph KASA-VUBU**, et le très indépendantiste Premier ministre, **Patrice LUMUMBA**. Mais la présence belge est encore massive à tous les niveaux : l'ex-colonisateur a toujours voulu garder la main sur une transition

aux contours assez flou, surtout dans les domaines militaire, diplomatique et économique... C'est même lui qui, pour continuer à profiter de la richesse du sous-sol congolais, va encourager **TSHOMBE** à proclamer la sécession de la plus riche province du pays.



d'humiliations qui ont fait des millions de victimes, comme un appel à commettre des exactions envers les anciens colons qui restent, plus de 100 000, essentiellement dans la capitale.

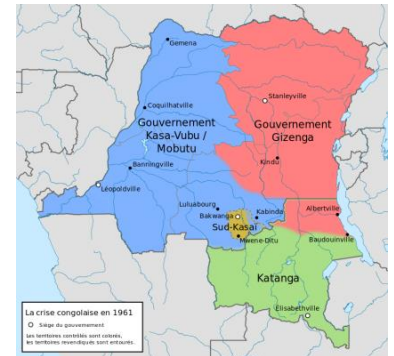
Le 5 juillet 1960 :

Des éléments de la troupe se mutinent contre leurs officiers belges, initiant de violentes émeutes anti belges. Les ex-autorités coloniales déploient alors des militaires dans le pays -- sans l'accord des autorités congolaises et donc en violation du droit international --. La tension est à son comble, l'économie déjà chancelante du jeune État congolais entre dans une période d'incertitude totale. Une seule solution : puiser dans les réserves de la riche région minière du Katanga situé dans le sud-est du pays.

« **Nous faisons sécession du chaos** »

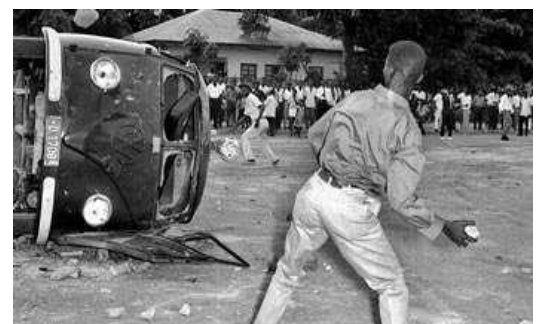
Patrice LUMUMBA, anti-impérialiste, panafricaniste et père de l'indépendance du Congo, n'a pas grand-chose en commun avec **Moïse TSHOMBE**. Fils d'un homme d'affaires katangais, celui-ci a fait fortune dans le commerce, avant de se lancer dans la politique en fondant en 1958 le *Conakat*, parti indépendantiste katangais. Il est révolté de voir que la région qu'il dirige s'appête à devenir la principale pourvoyeuse de fonds au bénéfice de l'État central, mais il est aussi idéologiquement pro-occidental – ce qui signifie anticommuniste en ces temps de Guerre froide – et désireux de conserver des relations privilégiées avec les Belges. Autant de raisons qui le poussent à déclarer unilatéralement la sécession et l'indépendance du Katanga.

La crise congolaise en 1961



En quelques jours, tout va s'enchaîner. La situation dans la capitale, Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa), est explosive. Outre qu'il est considéré par les Belges comme un affront irrémédiable – qui causera la perte de son auteur –, *le discours mémorable de Patrice LUMUMBA lors de la cérémonie d'indépendance, le 30 juin 1960, en réaction à celui très pro-belge de KASA-VUBU*, va être interprété par certains Congolais exaspérés par des *dizaines d'années de violences et*

Début d'émeutes anti belges à Léopoldville



« Le Katanga ne peut se plier à de telles menées [l'augmentation des prélèvements de l'État central, NDLR]. Le gouvernement katangais a été élu par une assemblée provinciale élue elle-même sur la base d'un programme d'ordre et de paix. Dans ces circonstances, et devant les menaces que ferait peser sur nous une plus longue soumission à l'arbitraire et à la volonté communiste du gouvernement central, le mouvement katangais a décidé de proclamer l'indépendance du Katanga. Cette indépendance est totale. Cependant, conscient de la nécessité impérieuse d'une collaboration économique avec la Belgique, le gouvernement du Katanga, auquel la Belgique pour protéger les vies humaines vient d'accorder l'assistance de ses propres troupes, demande à la Belgique de s'unir avec le Katanga en étroite communauté économique. »

Nota Bene : La déclaration d'indépendance de la riche région minière du Katanga il y a soixante ans plongeait le Congo dans le chaos. Ses sous-sols, riches en ressources naturelles, sont aujourd'hui essentiellement exploités par des compagnies chinoises.

Le drapeau du Katanga indépendant
sous Moïse TSHOMBE :

Drapeau du Katanga. Le rouge symbolise la bravoure du peuple et le sang qu'il verse pour défendre sa patrie, le vert l'espoir et le blanc la pureté ; quant aux croisettes katangaises, elles sont un emblème ancien de la région et symbolisent sa richesse minière, elles sont par ailleurs déjà reprises dans le blason d'Élisabethville.



Le Katanga, un État fantôme

Très vite, le nouveau président katangais s'empare des pouvoirs régaliens. Une police et une monnaie sont créées avec le soutien des Européens, notamment les Belges, présents sur le territoire. Le Katanga prend tous les attributs d'un État (drapeau, devise, hymne national...), alors que la nouvelle nation n'est pas reconnue internationalement (et ne le sera jamais). Une politique nationaliste et tribale est également mise en place par les nouvelles autorités, tous les « non-Katangais » (en particulier les travailleurs provenant du Kasai) sont chassés du nouveau pays.

La sécession katangaise est une occasion en or pour la Belgique de conserver sa présence en Afrique centrale. Véritable pilier industriel du Congo, la province du Katanga regorge de cuivre, de zinc, de cobalt, et a depuis le début de la colonisation belge fait l'objet d'une attention très particulière de la part des multiples opérateurs économiques européens.

Dag HAMMARSKJÖLD Pour l'État congolais nouvellement indépendant, il est inconcevable de se séparer de ce poumon économique crucial pour son développement. Les



Né en 1905- Mort en 1961

deux hommes à la tête de l'État congolais font appel à l'ONU en la personne de son secrétaire général : **Dag HAMMARSKJÖLD**, qui va mener d'intenses négociations pour obtenir, le **21 février 1961**, l'intervention des Casques bleus face aux gendarmes katangais, l'armée "*tshombiste*" qui perdra finalement pied à la mi-janvier 1963. Entre temps, **Joseph KASA-VUBU** aura destitué **Patrice LUMUMBA** qui, traqué par les Belges et les Américains, finira livré à son pire

ennemi, Moïse TSHOMBE, puis torturé et assassiné le 17 janvier 1961 par des soldats katangais et belges, sous le regard du chef de l'État katangais.

Matthieu KAIROUZ 11 juillet 2016

Janvier 1963 : La chute de l'éphémère État du Katanga

En décembre 1962, lorsque les troupes congolaises appuyées des forces de l'ONU entrent dans Elisabethville, TSHOMBE s'est déjà réfugié à Kolwezi, une ville située à plusieurs centaines de kilomètres à l'Ouest de la capitale katangaise. Le 15 janvier 1963, il se rendra aux autorités congolaises après avoir négocié son amnistie.

Le "roi léopard" Joseph-Désiré MOBUTU

L'échec de la sécession katangaise n'empêchera pas Moïse TSHOMBE de rester aux affaires. En 1964, il sera même nommé Premier ministre du Congo. Pas pour longtemps cependant, puisque Joseph KASA-VUBU le destituera un an plus tard. TSHOMBE sera contraint de prendre la fuite vers l'Espagne après avoir été condamné à mort par contumace pour fait de trahison par le régime de Joseph-Désiré MOBUTU, lequel s'est emparé du pouvoir en novembre 1965. Et en 1967, son avion privé sera détourné vers l'Algérie par les services du général *putschiste*. Placé en résidence surveillée par Houari BOUMEDIENE, puisque considéré comme le commanditaire de l'assassinat de Patrice LUMUMBA ; Moïse TSHOMBE décédera officiellement d'une crise cardiaque deux ans plus tard, en 1969.



Octobre 1930 – Septembre 1997

Matthieu KAIROUZ 11 juillet 2016

Synthèse : Les objectifs à long terme de Moïse TSHOMBE ou TSCHOMBE

L'ethnie "Lunda" fidèle dans ses traditions



Fixée dans le Katanga occidental, la famille de Moïse TSHOMBE, d'ethnie *lunda*, possède une entreprise commerciale prospère. Après avoir fait des études de droit par correspondance, TSHOMBE pratique le négoce à Elisabethville puis à Sandoa. Sa carrière politique commence en 1951 lorsqu'il devient conseiller provincial du Katanga à la place de son père ; en 1957, il affirme son succès politique en fondant la Confédération des associations du Katanga (Conakat) qui groupe essentiellement des *lundas* et qui devient un des partis politiques les mieux organisés du Congo.

Les Balukas du Kasai

L'objectif principal de TSHOMBE est de repousser dans leurs territoires les *Balukas* du Kasai embauchés en grand nombre par l'Union minière ; il est soutenu par les Blancs du Katanga qui, eux, souhaitent un Congo confédéré dans la crainte d'un pouvoir centralisateur exercé par les radicaux du Congo septentrional. Par ailleurs, TSHOMBE a su se faire apprécier des cercles européens et notamment des dirigeants de l'Union minière par son attitude amicale à leur égard. Mais à la conférence de la table ronde tenue à Bruxelles au début de 1960, c'est le point de vue centralisateur qui l'emporte.



Les élections provinciales de mai permettent au Conakat de l'emporter sur le Parti baluba, mais au niveau fédéral les promesses ne sont pas tenues : les portefeuilles de l'Intérieur et de la Défense nationale se trouvent attribués au Mouvement national congolais (M.N.C.), le parti de LUMUMBA.

La force publique (armée) s'étant mutinée, le 5 juillet la violence s'installe à Léopoldville et elle atteint le Katanga le 9 ; les parachutistes belges aident à restaurer l'ordre et Moïse TSHOMBE en profite pour proclamer l'indépendance du Katanga, le 11 juillet 1960.

Mais son autorité n'est pas reconnue par l'O.N.U., dont les troupes envoyées au Katanga ne l'aident en rien à lutter contre les *Balukas* dissidents.

-- Le 12 juillet 1960 : Patrice LUMUMBA fait appel à l'ONU, mais aussi, à l'URSS, il considère que les puissances occidentales couvrent le coup de force belge au Katanga. C'est là, sa principale faute aux yeux du camp anticommuniste.

Le calendrier de la décolonisation du Congo belge s'est rapidement précipité. Une mutinerie de la Force publique éclate la nuit du 5 juillet 1960 à Thysville et Léopoldville. Cette dégradation de la situation est suivie d'une réaction militaire de l'ancien colonisateur belge.

Le 11 juillet 1960, la riche province minière du Katanga (poumon économique du Congo, surnommé le « *scandale géologique* », qui plonge ses sous-sols dans la Copperbelt* africaine) a fait sécession et proclamé unilatéralement son indépendance sous la conduite du docteur Moïse TSHOMBE, soutenu par des troupes belges, l'Union minière du Haut Katanga (UMHK) et la Société générale belge.



Dag HALMMARSKJÖLD
2^{ème} secrétaire de l'ONU

Le 12 juillet 1960, le premier ministre Patrice LUMUMBA en appelle à l'ONU. Les 13 et 14 juillet 1960, à la demande du secrétaire général de l'ONU, Dag HALMMARSKJÖLD, originaire de Suède, le Conseil de sécurité se réunit pour traiter de la question congolaise : une intervention de l'ONU au Congo est décidée quinze jours à peine après la proclamation de l'indépendance. Le bras de fer commence entre Léopoldville [*devenue Kinshasa*] et Elisabethville [*devenue Lubumbashi*], la capitale du Katanga.



Emblèmes : ONU et URSS 1960



Mais dans la foulée de son appel à l'ONU, LUMUMBA fait également appel à l'URSS, considérant que les puissances occidentales couvrent le coup de force belge au Katanga. C'est là sa principale faute aux yeux du camp anticommuniste : par ce geste, il aurait ouvert les portes de l'Afrique centrale à l'est. Dès lors, il est désigné comme l'ennemi, aussi bien par les Belges pro-katanga que par les Américains qui voient l'ouverture d'un nouveau front de la

guerre froide.

Allen DULLES 1893-1969

Allen Welsh DULLES, directeur de la CIA - Central Intelligence Agency - de 1958 à 1961, aurait qualifié LUMUMBA de « *CASTRO en pire* ». Loin de s'améliorer avec la création de la mission de l'ONU, la situation congolaise se dégrade un peu plus durant l'été. Le 8 août 1960, c'est l'Etat minier du Sud-Kasaï qui fait à son tour sécession et proclame unilatéralement son indépendance par la voix d'Albert KALONJI MULOPWE 1929-2015 - ancien leader du MNC -. La jeune République congolaise, en cours d'implosion, devient l'exutoire de la guerre froide en Afrique.



*La *Copperbelt* (en français « *ceinture du cuivre* ») est une région minière entre la province de *Copperbelt* en Zambie et l'ancienne province de Katanga en République démocratique du Congo. Comme son nom l'indique, elle produit essentiellement du cuivre.

Jean-Pierre BAT historien agrégé et docteur en histoire de l'université Paris (Panthéon Sorbonne) et archiviste-paléographe (École nationale des chartes).

Membre de l'Institut des mondes africains (CNRS),

Chargé d'études aux Archives nationales, en charge du « Fonds Foccart ».

Le 15 juillet 1960, le président Nikita KHROUCHTCHEV va répondre favorablement à la demande des autorités congolaises (KASA-VUBU et LUMUMBA) en disant, dans une lettre, que l'URSS " *n'hésitera pas à prendre des mesures énergiques pour mettre un terme à l'agression* " du Congo. Dans cette même lettre, KHROUCHTCHEV prononcera cette phrase historique : " *l'Union soviétique a une exigence simple : pas touche au Congo !*".

-- 26 août 1960 : La conférence panafricaine de Léopoldville décevra les espoirs du premier ministre congolais Patrice LUMUMBA

- Des manifestations populaires étaient prévues - du moins par Patrice LUMUMBA - pour mardi prochain, dernier jour de la conférence des États indépendants d'Afrique. Elles se sont déroulées jeudi après-midi, hors programme, au moment même où le chef du gouvernement saluait les premiers délégués. Des banderoles le traitaient de "*fasciste*" et l'une hurlait, en lettres rouges : "*A bas le chantage xénophobe!*". Des coups de feu tirés en l'air ou à terre assurèrent au discours de Patrice LUMUMBA un fond sonore.



Le Palais des associations culturelles, où continue de se tenir cette conférence, décidément mal engagée, se dresse à la limite de la cité africaine, avec ses pavillons et ses cocotiers, autour d'un vaste terrain dont il faut longtemps fouler l'herbe dégradée. C'est l'un de ces nombreux bâtiments modernes que la colonisation belge a légués au Congo. Sa salle, aux fauteuils clairs et confortables, est faite pour les réunions doctes, dépourvues de passion : celles de l'Unesco par exemple. Il s'agissait bien de cela hier !

Un barrage de soldats aux casques gris tachés de rouge réussit à éviter son invasion, et c'est au pas de charge que le hall du rez-de-chaussée fut "nettoyé". Ce n'était que la brève incursion d'une avant-garde ; les autres manifestants, au nombre de trois mille peut-être, dont mille plus décidés que les autres, demeuraient à quelque distance d'un palais que leur interdisaient les anciens soldats de la force publique et les gendarmes.



Ils appartenait à la *Jabako*, l'organisation de jeunesse de l'*Abako* (parti de Joseph KASA-VUBU, président de la République, et favorable à une large autonomie de la population Bakongo). Ils étaient suivis et flanqués des jeunes membres du *Puna*, le parti unitaire national africain, qui en dépit de son nom défend, par hostilité à P. LUMUMBA, une cause "*fédéraliste*".

Ces deux organisations entendaient profiter de l'occasion pour montrer aux délégués des "pays frères" que P. LUMUMBA était ici même contesté. C'est sans doute parce qu'il avait appris qu'une manifestation hostile au premier ministre se déroulait que J. KASA-VUBU ne se rendit pas au palais. Le président de la République, qui a solennellement (mais non fermement, selon certains) apporté sa caution au pouvoir central, risquait d'être conspué avec P. LUMUMBA par les jeunes de son parti ou acclamé malgré tout, alors que le chef du gouvernement se trouvait hué : seconde hypothèse peut-être plus dangereuse pour lui que la première...

-- Les chômeurs, grévistes et opposants politiques dans la rue



Aux *Jabako*, aux adolescents du *Puna*, s'étaient ajoutés, moins jeunes et moins soucieux de retenir l'attention des délégués africains, mais non moins amers, des grévistes et des chômeurs. On sait que le malaise économique et social est grand. Le matin même trois mille ouvriers s'étaient heurtés durant deux longues heures, devant leur usine de textile (l'Utexleo), aux forces de police. Cela se passait sur le boulevard Albert, une de ces artères qui continuent à porter des noms de rois et de princes belges. Pour disperser les grévistes la police a "tiré en l'air", en l'air mais pas "en haut" sans doute, puisque bientôt une ambulance, dans un déchaînement de sirènes, emportait deux blessés, tandis que les Ghanéens des Nations unies se substituaient, dans l'immense perspective du boulevard désert, aux forces congolaises.

Léopoldville, Congo août 1960



Aux côtés des opposants politiques, grévistes et chômeurs continuèrent l'après-midi à affronter la police aux abords du palais, tandis qu'à l'intérieur P. LUMUMBA, au lieu de J. KASA-VUBU, souhaitait aux délégués cette bienvenue qui lui avait été refusée.

P. LUMUMBA parlait tandis qu'on se battait. On entendit à l'extérieur - car d'une certaine façon le spectacle n'était pas dans la salle - ses phrases amplifiées par des haut-parleurs. De cette simultanéité et de ce contraste entre le discours et les bagarres devait bientôt se dégager une ironie cruelle !

Quand le chef du gouvernement s'écriait : "**Cet élan populaire de libération, rien, ni les armes, ni les répressions, rien n'a pu, rien ne pourra l'arrêter**", un garçon se trouvait traîné sous les coups de crosse.

" La position de l'Afrique vis-à-vis du Marché commun... " devenait fort indistincte dans les cris de rage et de douleur. " ...Le prolongement du combat entre les forces d'oppression et de libération " : était-ce celui des garçons qui lançaient des pierres et des gendarmes qui tiraient en l'air et sur la pelouse sans atteindre personne cette fois, semble-t-il ?

Par ailleurs les photographes et les reporters de la radio furent bientôt suspects. On ne cassa pas d'appareils mais il fallut - parfois sous la menace d'un revolver brandi par un gendarme entêté - remettre des pellicules, des films, des bandes de magnétophone.

-- Beaucoup de diplomates et de délégués importants absents à cette conférence de Léopoldville

Entendait-on les cris et les coups de feu dans la salle calfeutrée où P. LUMUMBA s'adressait, devant des travées aux trois-quarts vides, à un auditoire clairsemé de délégués et de partisans ? Ses adversaires ayant été refoulés, le premier ministre fut acclamé lorsqu'il partit sous forte escorte dans un essaim de motocyclistes, par les adhérents du Mouvement national congolais. L'un d'eux, face à ses camarades, sautant d'un pied sur l'autre, tapant des mains comme un danseur de rock and roll, les invitait à applaudir. La plupart des assistants n'acclamèrent pas le chef du gouvernement, mais ils ne l'avaient pas conspué non plus.

A. SEKOU-TOURE K. NKRUMAH S. MOKKADEM Mongi SLIM M'hamed YAZID Mourad OUSSEDIK



1922-1984
Frantz FANON



1909-1972



1914-1993



1908-1969



1923-2003



1926-2005



1925-1961

Cette conférence ne peut être appelée conférence des ministres des affaires étrangères que de manière impropre. Ceux-ci sont très rares : un ou deux, autant qu'on ait pu le savoir dans la confusion. *Ahmed SEKOU TOURE* n'est pas venu, *Kwame NKRUMAH* paraît avoir jugé inutile d'effectuer le voyage. On attendait vendredi matin Sadok *MOKADDEM* et *Mongi SLIM*, délégués tunisiens. La délégation F. L. N., composée de MM. *M'hamed YAZID*, *Mourad OUSSEDIK* et *Frantz FANON*, n'est pas encore là non plus.

Comme les grands courriers de la Sabena évitent de se poser à Léopoldville au profit de Brazzaville, on se demandait si ces modifications d'atterrissage n'avaient pas incité les représentants du " front " à quelque défiance " étant donnés certains précédents "...

Telle quelle, et quelles que soient les déclarations d'unité africaine, la conférence ne paraît pas devoir combler les grands espoirs que Patrice LUMUMBA avait placés en elle, car il se peut que les délégués l'aient pris au mot lorsqu'il déclarait sur un fond de tumulte et de coups de feu :

" Messieurs les ministres, vous prenez contact avec la réalité du Congo africain. "

Eugène MANNONI 1921-1994 Journaliste, grand reporter et écrivain français Article 27 novembre 1960

Sources CANOPÉ

-- 5 septembre 1960 : Le président congolais Joseph KASA-VUBU annonce la révocation de Patrice LUMUMBA

Pour certains américains, en particulier les responsables de la CIA, Patrice LUMUMBA, par ce télégramme envoyé à Moscou, venait de signer son arrêt de mort ! En effet, pour eux, LUMUMBA, en faisant appel à l'URSS, donnait la preuve de son engagement communiste d'une part, et risquait de provoquer, inconsciemment, le déclenchement d'une troisième guerre mondiale, d'autre part. Il devait donc mourir !

Les pressions extérieures, en particulier américaines mais aussi, et surtout, belges vont s'exercer de plus en plus fortement sur le président KASA-VUBU pour qu'il démette le premier ministre LUMUMBA.

Le Tandem LUMUMBA – KASA VUBU : La rupture !

Le 5 septembre à 20 h 15, la radio nationale congolaise interrompt brusquement ses émissions pour faire entendre un message spécial du président de la République. D'une voix mal assurée, KASA-VUBU annonça la révocation du premier ministre, que dans l'émotion du moment, il appela le « premier bourgmestre ». Les accusations portées contre LUMUMBA concernaient les désordres que le premier ministre entretenait dans le pays, la suppression des libertés fondamentales et surtout « *la guerre civile atroce dans laquelle il avait jeté le pays* », allusion aux événements qui venaient de se produire au Kasaï. KASA-VUBU annonce dans la foulée la révocation du gouvernement, la désignation de Joseph ILEO, jusqu'alors président du Sénat, comme responsable de la formation d'un nouvel exécutif et la prise en charge par lui-même du commandement militaire.



Une heure après le passage du président KASA-VUBU, le premier ministre LUMUMBA vient annoncer à son tour, à la même radio, qu'il révoque le président de la République !

Dans la foulée, la réaction ne s'est fait pas attendre. Ayant appris la nouvelle, LUMUMBA s'est rendu promptement au Parlement où ses sympathisants l'attendaient de pied ferme. D'entrée de jeu, LUMUMBA s'adresse au Parlement et déclare : « **Le gouvernement reste au pouvoir et continue sa mission. Personne pas même le Président de la République n'a le droit de révoquer un gouvernement élu par le peuple, sauf le peuple** ». De vifs applaudissements se dégagèrent de la foule. A l'attention des médias, Patrice LUMUMBA affirme : « **La Radio vient de publier une déclaration de KASA-VUBU aux termes de laquelle le Gouvernement est révoqué. Au nom du Gouvernement, au nom de la nation toute entière, je démens cette information** ». A la fin de son allocution, Patrice LUMUMBA destitua à son tour le Président KASA-VUBU avec l'approbation du Parlement. La confusion !

-- Le 14 septembre 1960, premier coup d'Etat militaire du colonel Joseph-Désiré MOBUTU.

Pour bien d'observateurs de la politique congolaise, ce coup d'Etat de Mobutu, ce 14 septembre 1960, marque un tournant de l'histoire congolaise, notamment l'assassinat de la jeune démocratie congolaise et le sabotage de l'indépendance congolaise acquise avec tant de sacrifices et souffrance.

Le 14 septembre 1960, premier coup d'Etat militaire du colonel Joseph-Désiré MOBUTU. Tout commence le 5 septembre 1960 lorsque les deux leaders congolais (le Président KASA-VUBU et son Premier ministre P. LUMUMBA) s'empoignent. La dyarchie instaurée au sommet de l'Etat entre le Président de la République et le Premier ministre par la loi fondamentale (Constitution de 1960) élaborée par le Parlement belge pour servir de cadre juridique provisoire, avant l'adoption d'une Constitution rédigée par les congolais eux-mêmes, élabore un système fédéral complexe. D'où la confusion qui régnait entre les deux hommes : KASA-VUBU qui prétend avoir révoqué LUMUMBA et LUMUMBA qui, à son tour, prétend avoir révoqué KASA-VUBU.

Après une semaine de cacophonie au sommet de l'Etat, le Parlement congolais décida de se réunir le 13 septembre en vue de statuer sur la crise et sa décision était sans appel : KASA-VUBU et LUMUMBA doivent conserver leurs fonctions respectives.

Le lendemain, **14 septembre**, en début d'après-midi, le Président KASA-VUBU réagit en désignant le colonel Joseph-Désiré MOBUTU comme commandant en chef de l'armée. Quelques heures plus tard, à 20h30, MOBUTU exécute son "premier" coup d'Etat. Il déclare la "neutralisation" des politiciens et affirme : "*il ne s'agit pas d'un coup d'Etat, mais d'une simple révolution pacifique afin de rétablir l'ordre*". Mais cependant, le Président KASA-VUBU est rappelé à la tête de l'Etat congolais. Le ministre-adjoint des affaires étrangères de l'URSS (*Valerian ZORINE*) protestera auprès du secrétaire général des Nations Unies et Patrice LUMUMBA dénoncera le comportement de MOBUTU... mais rien ne sera fait. En réaction, MOBUTU fermera les ambassades des pays socialistes, l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie, donnant 48h à leurs diplomates de quitter Léopoldville (Kinshasa). MOBUTU réclamera, par la suite, le retrait des troupes ghanéennes et guinéennes à cause de leur soutien direct à LUMUMBA. Quelques jours après, la traque de LUMUMBA était lancée. Pour bien d'observateurs de la politique congolaise, ce coup d'Etat de MOBUTU ce **14 septembre 1960** marque un tournant de l'histoire congolaise, notamment l'assassinat de la jeune démocratie congolaise et le sabotage de l'indépendance congolaise acquise avec tant de sacrifices et souffrance.

Benjamin BABUNGA Une chronique 13 septembre 2017

NOTA-BENE : -- Le **5 septembre 1960**, les exactions perpétrées lors des opérations de reconquête du Sud-Kasaï (première étape de l'offensive de Léopoldville sur le Katanga) par la Force publique, rebaptisée entretemps Armée nationale congolaise (ANC), amènent le président **Joseph KASA-VUBU** à remplacer **Patrice LUMUMBA** par **Joseph ILEO** à la tête du gouvernement congolais.

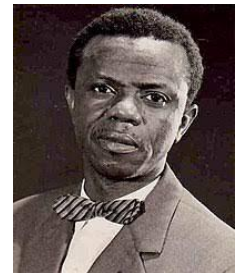
-- Le **14 septembre 1960** :

Joseph ILEO le remplaçant de P. LUMUMBA

Le colonel MOBUTU en 1960



Tandis que **Patrice LUMUMBA** refuse de se soumettre et destitue à son tour le Président **KASA-VUBU**, le Colonel **MOBUTU** s'empare du pouvoir et suspend les institutions. Il maintient **Joseph KASA-VUBU** à la tête de l'Etat, assigne **Patrice LUMUMBA** en résidence surveillée et confie le pouvoir à un Collège de Commissaires constitué de jeunes universitaires (Groupe



de Binza) et dirigé par **Justin-Marie BOMBOKO**. Ce coup d'Etat incite les partisans et alliés de Patrice LUMUMBA à se réfugier à Stanleyville où le leader du Parti solidaire africain (PSA) et ancien vice-Premier ministre du gouvernement LUMUMBA, **Antoine GIZENGA**, révoqué lui aussi le **5 septembre**, reconstitue un gouvernement central regroupant un certain nombre de ministres lumumbistes.

J-M BOMBOKO



Olivier LANOTTE Chercheur au Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)

-- *La crise congolaise de 1960 à 1963*

Joseph-Désiré MOBUTU : « **Le gagne-pain des mercenaires** » Une dictature, sur le Congo qui deviendra Brazzaville entre 1971 et 1997. Cette dictature durera plus de trente ans

Alors que des divisions politiques minent la République démocratique du Congo (RDC), les militaires orchestrent un coup d'Etat qui porte au pouvoir Joseph-Désiré MOBUTU, un général de 35 ans, qui se fait élire "par acclamations". Il restera à la tête du pays jusqu'en 1997.

« *...Coup d'Etat au Congo. Le président de la République, M. Joseph KASA-VUBU, doit laisser la place. Le chef de son armée, le général Joseph-Désiré MOBUTU, le renvoie aux études qu'il n'a d'ailleurs pas poursuivies bien loin.* »

Jean FRESNOIS <https://perspective.usherbrooke.ca/servierv>

-- Octobre – novembre 1960 : Le revers politique majeur de Patrice LUMUMBA

-- Qu'elle est la congrégation qui pourra représenter le Congo à l'ONU : celle de KASA-VUBU ou celle de LUMUMBA ?

Anicet KASHAMURA

A partir du 10 octobre 1960, Patrice LUMUMBA est donc « *mis hors d'état de nuire* ». Ses contacts avec l'extérieur sont devenus difficiles et épisodiques. Seule la ligne téléphonique de la garde de l'ONU et, selon Anicet KASHAMURA, ministre de l'information du *gouvernement Lumumba*, quelques informatrices « *jeunes et jolies qui lui relatent les faits et gestes de ses adversaires le relie encore au monde extérieur* ».

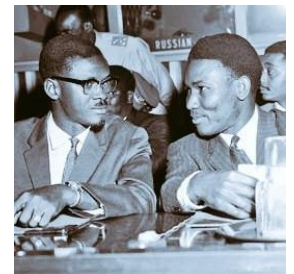


Ses alliés politiques soit ont quitté Léopoldville, soit s'y terrent : quelques amis fidèles parviennent à entrer en contact avec lui par l'intermédiaire des diplomates africains que les gardes de l'ANC laissent entrer selon l'humeur du moment. Si certains de ces diplomates ghanéens et égyptiens surtout, peuvent encore lui rendre visite, ils sont bientôt mis sur la touche.

Le 14 octobre, quatre Ghanéens sont expulsés par le collège des commissaires. A la mi-novembre, les Ghanéens WELBECK et MENSAH sont arrêtés pour avoir été trouvés porteurs d'argent et de documents à remettre à LUMUMBA.

Déjà déclarés *personae non gratae* le 4 octobre par KASA-VUBU, ils sont expulsés le 19, ce qui provoque un affrontement armé entre des soldats de l'ANC et le contingent ghanéen de l'ONU, affrontement au cours duquel le chef du camp Léopold, le lieutenant NKOKOLO, trouve la mort.

P. LUMUMBA et T. KANZA



A la fin du mois de novembre, LUMUMBA subit un revers politique majeur : après trois semaines environ de « palabres » aux Nations unies, c'est la délégation conduite par KASA-VUBU et Justin BOMBOKO qui est finalement accréditée par 53 voix contre 24 et 19 abstentions. Celle de LUMUMBA qui devait être conduite par Thomas KANZA, toujours officiellement accrédité à l'ONU, n'a pas pu obtenir de visa pour les Etats-Unis.

Une analyse de Catherine HOSKYNS montre que la majorité des pays qui au fil des délibérations, sont passés du camp LUMUMBA à celui de KASA-VUBU « *étaient sensible aux pressions exercées par les alliés occidentaux* ». R. DAYAL, le représentant spécial au Congo du secrétaire général de l'ONU, a décrit plus tard les événements comme « *un des exemples les plus patents de l'exercice massif et organisé de contraintes et de pressions - combinées à diverses incitations - pour faire changer le vote d'Etats membres.* »

KASA-VUBU et MOBUTU saluant la foule

Le dimanche 27 novembre, c'est un KASA-VUBU triomphant, en grand uniforme blanc et or de lieutenant général, qui fait son entrée solennelle dans la capitale congolaise. Et le soir, un grand banquet réunit tous les dignitaires nationaux et étrangers en l'honneur de ce général frais émoulu qui vient de conquérir New-York. Patrice LUMUMBA fut dès lors placé en résidence surveillée à la résidence du premier ministre.



LUMUMBA a pu observer le cortège depuis sa résidence, isolée par l'encercllement des casques bleus et de soldats de MOBUTU. Sa décision est prise : le moment est venu de tenter de s'évader et de rejoindre Stanleyville où Antoine GIZENGA, l'ancien vice-Premier ministre, regroupe les forces nationalistes.

« *Il était évident que l'indolent KASA-VUBU n'était pas un adversaire pour LUMUMBA, mais la C.I.A. disposait de l'homme qui devait prendre l'affaire en charge au nom de KASA-VUBU. Cet homme était évidemment Joseph MOBUTU... A dater du 14 septembre, MOBUTU émergea comme l'homme militairement fort du Congo... A la grande joie de ses patrons américains, un des premiers actes de MOBUTU en assumant le pouvoir fut de chasser les "techniciens" russes... L'homme fort du Congo ordonna la capture de LUMUMBA...* »

Jules CHOME Le MONDE Diplomatique août 1966

▪ **Patrice LUMUMBA prend la route en direction de Stanleyville pour une reconquête de Léopoldville**

Antoine GIZENGA et des nationalistes



A présent que le vote à l'assemblée de L'ONU lui a définitivement coupé toute possibilité de revenir au pouvoir par la voie légale, seule une reconquête de Léopoldville au départ de Stanleyville (actuelle Kisangani) paraît encore réaliste. Sept autres nationalistes s'approprient également au voyage. Les ex-ministres : Christophe GBENYE, Joseph MBUYI, Maurice MPOLO, Anicet KASHAMURA, et Pierre MULELE, le vice-président du Sénat Joseph OKITO et Barthélémy MUJANAY le gouverneur de la Banque centrale.

De ces huit nationalistes, seuls GBENYE, KASHAMURA et MULELE réussiront dans leur projet. LUMUMBA, MPOLO et OKITO seront arrêtés et ramenés à Léopoldville, tandis que MBUYI et MUJANAY seront assassinés dans la région de Charlesville.

Sur cette période Patrice LUMUMBA dira : « *Certains ont voulu utiliser l'ONU, soi-disant pour placer le Congo sous le statut international. Le Congo ne deviendra jamais une colonie de l'ONU et ne sera jamais un pays sous la tutelle de l'ONU. Et nous renonçons à toute assistance de l'ONU. Ceux qui croyaient s'introduire encore au Congo sous le couvert de l'ONU ne vont plus entrer* »

-- 26 et 27 novembre 1960 : les préparatifs et le départ de P. LUMUMBA vers Stanleyville. Ses alliés politiques, ne partageant pas ce choix, s'opposent à son départ. Le soutien final et la participation active de Cléophas KAMITATU

Le 26 novembre, LUMUMBA fait parvenir à Thomas KANSA -- membre du gouvernement Lumumba -- par l'intermédiaire d'un officier marocain, un message dans lequel il annonce son départ pour le lendemain soir : « *il le prie de diffuser vingt-quatre heures après son départ un communiqué destiné à semer la confusion chez ceux qui entreprendraient de leur poursuivre* ». Cléophas KAMITATU 1931-2008

Le 27 au matin, il prend contact avec Cléophas KAMITATU-MASSAMBA - un des pères de l'indépendance congolaise -- par l'intermédiaire de deux officiers guinéens de l'ONU. Ceux-ci lui demandent de prêter à LUMUMBA son nouveau véhicule - une Peugeot bleu - qui doit permettre au Premier ministre de gagner Stanleyville le soir même. Une altercation s'engage entre les deux hommes. LUMUMBA enrage. Jusqu'au bout, on lui met des bâtons dans les roues. « *Comme toujours, raconte le président provincial, je conseille la prudence. Je ne peux approuver sa décision de partir sans préparatifs sérieux. Il s'énerve, m'accuse de m'être moi aussi laissé acheter par des impérialistes et de vouloir sa mort. Il clame que je fais passer mon intérêt égoïste avant celui de la population.* » KAMITATU n'est pas le seul à s'opposer au départ. La veille Thomas KANZA, son père, ainsi que le ministre Alexandre MAHAMBA - ministre des affaires foncières : gouvernement Lumumba et Adoula - ont réussi à joindre LUMUMBA pour le dissuader de partir. Ils ont beau lui faire valoir qu'il va perdre la protection de l'ONU, rien n'y fait.



La rivière Kasai

Abasourdi devant le flot de récriminations de LUMUMBA, KAMITATU cède finalement. Non seulement il lui prête sa voiture, mais participe activement aux ultimes préparatifs. Il alerte les autorités locales du Kwitu pour que les bacs des rivières séparant Léopoldville du Kasai abordent la rive gauche ; il prend contact avec la tour de contrôle de Kikwit et prévient le commissaire de police de Kenge et de Kikwit pour qu'on facilite la traversée ; il prépare un plan de route détaillé et fournit un déguisement (des uniformes de police) et il insiste enfin : « *Pas de meeting, ni de contacts avec l'armée, ni avec la population. Se rappeler ce que signifie être un fagitif et aller droit au but.* »



Le soir même, LUMUMBA quitte sa résidence forcée, accompagné d'un chauffeur. Le fugitif rejoint d'abord l'ambassade de Guinée... C'est de là que s'ébranle, avec beaucoup de retard, sur l'horaire, un convoi de trois véhicules comprenant, le Premier ministre, sa femme, son fils, ses proches et fidèles collaborateurs.



Le voyage improvisé dans la plus grande hâte, sera loin d'être l'équipée discrète et organisée qui était prévue. Tout d'abord, les instructions de KAMITATU n'ont pas été respectées : les passeurs du bac ne se trouvent pas sur la rive gauche du *Kwango* comme convenu, il faut aller les chercher en pirogue de l'autre côté du fleuve. Ensuite, un incident a lieu à *kinge* le 28 à 11 heures du matin. La voiture, pilotée par *Bernadin Mungi DIAKA* chauffeur de KAMITATU, arrivée en éclaireur, est interceptée par des militaires soupçonneux ; ses occupants sont tabassés et ne seront libérés que vers 17 h par le commissaire de police et LUMUMBA qui est arrivé sur place à 14 h.

Le reste de l'équipée se transforme en une sorte de « voyage triomphal » pour LUMUMBA, qui tient deux meetings, le 29 après son arrivée, à *Bulungu* sur le marché central et le 30 au matin à *Mangai*.

Le 1^{er} décembre 1960, Patrice LUMUMBA et ses amis se trouvent à *Port-Francqui*, au Kasai, où l'administrateur du territoire offre un déjeuner en leur honneur : le premier ministre se croit désormais en lieu sûr. C'est pourtant à *Port-Francqui* qu'a lieu la première tentative d'arrestation de LUMUMBA, par le commandant du camp militaire. Alertée la petite garnison du camp militaire intervient pour le libérer. Départ pour *Mweka* où une foule nombreuse lui réserve à nouveau un



accueil triomphal : LUMUMBA prend la parole l'après-midi. Des renforts militaires sont arrivés à *Mweka* et LUMUMBA prévenu doit fuir précipitamment... Les fugitifs sont encore ralentis par la traversée de rivière *Sankuru* : les passeurs et les bacs sont sur l'autre rive et ne répondent pas aux appels. LUMUMBA et trois de ses compagnons traversent alors la rivière en pirogue et mettent plus d'une heure à convaincre les passeurs de leur identité. Mais, à ce moment, les soldats lancés à leur poursuite à partir de *Mewka* sont arrivés sur l'autre rive.



Le 2 décembre, vers 5 ou 6 h du matin, les soldats congolais arrivés sur les lieux, trouvèrent LUMUMBA accoudé à l'arrière de la Peugeot. Ils le frappèrent à coups de crosse et l'emmenèrent.

Ainsi se termine une escapade au cours de laquelle beaucoup de risques ont été pris : « *On n'organise pas une cavale, fit remarquer Cléophas KAMITATU, avec autant de monde : un camion, trois véhicules, une dizaine d'hommes, une femme et un enfant* »

En tout état de cause, force est de reconnaître que LUMUMBA a une fois de plus parié gros. Il devait certainement savoir que sur la pression des membres du collège des commissaires, le colonel MOBUTU, qui détient à ce moment-là plus grande partie des cartes à Léopoldville, le ferait cette fois arrêté. Il l'avait prévenu dès le mois de septembre : « *s'il cherchait à faire de la politique, LUMUMBA serait fait prisonnier* ». En perdant la protection de l'ONU, ce dernier courait un risque important, qu'il ne pouvait compenser que par le départ le plus discret et le mieux préparé possible ce ne fut pas le cas.

Nota-Bene : La seule réaction notable est celle de DAG HAMMARSKJÖLD, – 2^{ème} secrétaire général de l'ONU – pour qui l'arrestation de LUMUMBA est un acte illégal : ce dernier est toujours couvert par l'immunité parlementaire. Le secrétaire général s'élève aussi contre les sévices qu'on lui a fait subir et s'efforce d'obtenir une prise de position de KASA-VUBU. Ce dernier, après s'être tu pendant plusieurs jours, répond finalement aux notes de HAMMARSKJÖLD le 7 décembre. Sa réponse « *Le pouvoir judiciaire mènera le procès suivant les règles en vigueur dans tous les pays civilisés* ».

Jean Claude WILLAME *Patrice LUMUMBA la crise congolaise revisité* Karthala 1990
Ludo De WITTE *L'Assassinat de LUMUMBA* Karthala 2022

“Le général De GAULLE avait bien raison de qualifier l’organisation internationale de « machin ». Loin de remplir honnêtement sa mission, l’ONU a offert à l’opinion, l’image d’un mirage soigneusement entretenu, un mythe qui ne résiste pas à l’épreuve des faits. Oui, nous l’avons vécu, le comportement de l’ONU au Congo a constitué le mécanisme, entendez la plate-forme qui a servi aux puissances mondiales néocoloniales d’obtenir légalement un blanc-seing pour occuper le Congo, loin de véritables agents de l’histoire de ce pays : le peuple Congolais.”

Le Phare Quotidien indépendant paraissant à Kinshasa
<https://www.lephareonline.net>

- **1^{er} et 2 décembre 1960 : Arrestation de P. LUMUMBA à Lodi, son transfert à Mweka puis Léopoldville. Les Etats-Unis livrent LUMUMBA à MOBUTU**

Deux mois et demi à peine après l’entrée en fonction de son gouvernement, LUMUMBA est destitué à la demande de hauts fonctionnaires belges et avec le concours du futur dictateur MOBUTU

L’arrestation de *P. Lumumba* en présence de *Mobutu* (à droite)



Le 1^{er} décembre 1960, Gilbert M.PONGO, officier de liaison du service de renseignements, réussit à retrouver LUMUMBA qui est arrêté à Lodi, dans le district de la Sankuru. Il est ensuite ramené à Mweka, où il est



embarqué, le 2 décembre, à bord d’un DC-3 d’Air-Congo vers

Léopoldville, d’où il est transféré au camp militaire *Hardy de Thysville* commandé par l’ancien instructeur de MOBUTU le colonel *Louis BOBOZO*. Sur le tarmac, des dizaines de personnes attendent : journalistes et photographes, soldats de l’ANC, et des dignitaires du régime.

Des soldats de l’ONU se trouvent un peu plus loin, mais n’interviennent pas. LUMUMBA est sorti le deuxième de l’appareil, derrière un M. PONGO triomphant. Ses bras sont liés derrière le dos avec une grosse corde. Il porte une chemise blanche, manches retroussées. D’après un télégramme de ROTHSCCHILD du 3 décembre, LUMUMBA « *donnait une attitude de lassitude et abattement*



complet ». Selon, certains auteurs « *il est très digne sans réaction et apparemment las* ».

LUMUMBA et les quelques autres prisonniers sont poussés sans grand ménagement sur la plate-forme d’un camion, où ils attendent recroquevillés la suite du voyage. Pour permettre aux



photographes et cameramen d’opérer, un militaire saisit

LUMUMBA par les cheveux pour lui relever la tête et lui tord le bras. Il a perdu ses lunettes. Sa chemise est tachée et il a un caillot de sang sur la joue.

« Cette exécution devait avoir lieu et sans procès, aucune des infamies perpétrées par LUMUMBA ne pouvait, faute de preuve, et surtout faute de base juridique, fournir le prétexte à une condamnation régulière. LUMUMBA devait disparaître [...] LUMUMBA vivant même prisonnier, représentait un danger trop grave. Il gardait l’oreille des masses congolaises, sauf celles du Haut-Katanga, et aurait continué à s’appuyer, au Parlement, sur une majorité réelle ».

Rapport secret du Commissaire de police Frans VERSCHEURE

❖ **Ce jour-là : le 17 janvier 1961, l'assassinat de Patrice Lumumba**

Le 17 janvier 1961, il est 16 h 50 à Élisabethville, capitale du Katanga. Le DC-4 d'Air Congo immatriculé 00-CBI en provenance de Moanda, sur la côte atlantique, descend sur l'aéroport de Luano et s'immobilise sur la zone militaire.

Sur le tarmac : des éléments de la gendarmerie katangaise et leurs encadreurs belges. Mais aussi quelques ministres du Katanga en pleine sécession, dont celui de l'Intérieur, Godefroid MUNONGO, et, plus loin, une unité de Casques bleus suédois.

Trois hommes, mal en point, attachés par une corde, sont poussés sans ménagement hors de l'appareil. La foule et les officiels s'excitent en reconnaissant Patrice Emery LUMUMBA, Premier ministre du Congo jusqu'au 5 septembre 1960, et ses deux compagnons, Joseph OKITO, ex-vice-président du Sénat, et Maurice MPOLO, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports. En guise d'accueil, les trois prisonniers, traités sans le moindre égard, essuient injures, coups de poing et de crosses de fusils. Et sont jetés dans une Jeep. Un cortège hautement sécurisé s'ébranle en direction d'un lieu sûr, en l'occurrence une maison appartenant à un colon belge : la *maison Brouwez*.

De 17 h 20 à 20 h 30 Lumumba et ses deux compagnons sont enfermés à la "*maison Brouwez*". Moïse TSHOMBE, président du Katanga et ennemi juré de Lumumba, arrive sur les lieux vers 18 h 45.

À 22 heures, un convoi quitte le lieu de détention. TSHOMBE en personne est du voyage. Quarante-cinq minutes et cinquante kilomètres plus tard, il s'arrête à Mwadingusha. Le commissaire de police belge, *Frans VERSCHEURE*, fait descendre les trois prisonniers de sa voiture et les conduit devant le peloton d'exécution. Placé devant un arbre, OKITO est le premier à être fusillé. Puis vient MPOLO et, enfin, LUMUMBA. Leurs corps sont jetés dans une fosse commune.

Il est 23 heures. L'exécution, dirigée par *Julien GAT*, s'est déroulée en présence de TSHOMBE et de ses collaborateurs. Le lieutenant *MICHELS* et le brigadier *SON* y participent.

Le 21 janvier, les trois corps sont déterrés. Deux Belges assistés par des Katangais les découpent en morceaux avant de les jeter dans un fût rempli d'acide sulfurique. Ce que l'acide ne peut dissoudre est brûlé. Les cendres sont ensuite dispersées.

. - **Tshitenge Lubabu** -- *Journaliste congolais 1955-2001* -- **Jeune Afrique** 15 janvier 2007

« Qui sait ce que LUMUMBA serait devenu ? S'il était resté quelque temps en prison, au lieu d'être assassiné, il aurait pu devenir un autre Mandela... Alors que la Belgique aurait dû être fière de cet homme, pur produit de la colonisation et qui avait conquis son rang à la force du poignet, elle a préféré prôner sa liquidation... »

Maryse HOCKERS Témoin entendu par la Commission d'enquête le 11 juin 2001

« On se souvient que LUMUMBA est mort le 17 janvier mais c'est à la mi-février environ qu'on a annoncé qu'il était décédé. Les annonces ont été faites de manière que l'on puisse vendre à l'opinion une histoire. »

Jean-Louis ASSANI Producteur d'émissions : "L'histoire de Lumumba a été déformée" 15 janvier 2021

"LUMUMBA, OKITO et MPOLO ont été assassinés pour que perdure le projet colonial impérialiste occidental sur le Congo, à savoir, faire de ce gigantesque pays, un réservoir de matières premières précieuses et faire de son peuple, un peuple non existant, sinon comme simple consommateur des biens transformés en Occident. Ce pays que LUMUMBA et les autres pères de l'indépendance ont sorti de l'oppression coloniale, a été contraint d'y retourner. Et il vit aujourd'hui dans une situation lamentable, son peuple croupit dans une misère dépassant tout entendement. Le viol, la violence, la mort violente sont devenus son quotidien."

Collectif Mémoire Coloniale & Lutte Contre Les Discriminations

✚ L'HONNEUR SAUVÉ DE LA BELGIQUE

-- Mars 2000 : Création d'une Commission d'enquête, par le Parlement belge chargée d'établir les responsabilités éventuelles d'acteurs politiques belges sur l'assassinat de Patrice LUMUMBA

Le Parlement belge à Bruxelles

La présentation à la chambre du rapport sur l'assassinat de LUMUMBA n'a pas passionné les députés autres que les membres de la Commission, mais les travées réservées au public étaient bondées. Des Congolais, dont les deux fils de LUMUBA, des Belges intéressés par cette extraordinaire ouverture de l'histoire... car le débat est allé à l'essentiel : il a été question du contexte de l'époque, de la guerre froide et de l'anticommunisme qui viciait les jugements et faussait les comportements, de l'hystérie qui s'était emparé de l'opinion belge et dont la responsabilité fut attribuée à la presse d'alors... Mais surtout, les faits ont été établis : il s'est bel et bien agi d'un crime politique, commis avec préméditation, afin d'écartier un leader nationaliste dont la mise à l'écart était encouragée par l'ancienne métropole. Un crime qui a mis le Congo sur la voie que l'on sait : un pouvoir central faible, la guerre civile, puis une dictature qui a sévi durant trente ans avec le soutien de l'Occident, suivie par une guerre menant au morcellement du pays.



[...] Fonds secrets, achat de consciences, rédaction du texte juridique de la destitution du Premier ministre, encouragement des sécessions du Katanga et du Kasai, pression pour que LUMUMBA soit écarté « définitivement », aucun effort n'a été négligé : l'engagement direct de la Belgique, ou en tout cas de certains dirigeants de l'époque, est patent. C'est pourquoi, écartant la vaine distinction entre responsabilité « morale » et « politique », Louis MICHEL – Ministre des Affaires étrangères entre 1999 et 2004 -- a préféré s'en tenir aux faits, déclarant :

Louis MICHEL 1947 -- *« A la lumière des critères appliqués aujourd'hui, certains membres du gouvernement d'alors et certains acteurs belges de l'époque portent une part irréfutable de responsabilité dans les événements qui ont conduit à la mort de Patrice LUMUMBA »*



Irréfutable, voilà qui est clair. Quant à la responsabilité, prise dans un sens large, elle inclut évidemment à la fois la morale et la politique... Cette question ayant été tranchée, le gouvernement est allé aussi loin que possible. Alors que certains de ses membres auraient souhaité s'en tenir aux seuls regrets, aussi profonds et sincères qu'on peut l'imaginer, des « excuses » ont été présentées à la famille des défunts mais aussi au peuple congolais pour la douleur infligée « par cette apathie et cette froide indifférence ». Une attitude qualifiée de manquement grave en termes de bonne gestion et de respect pour l'Etat de droit ».

Avant de passer au chapitre des réparations, le ministre Louis MICHEL a brièvement évoqué les actions déstabilisatrices de la Belgique de l'époque, « ses interventions directes dans les affaires intérieures du Congo » et a rappelé les soutiens apportés au Katanga et au Kasai.

« Celles-ci ne visaient pas à obtenir une scission définitive du Congo mais bien à miner les assises économiques et politiques du pouvoir LUMUMBA. En réponse aux aspirations unitaires exprimées par le MNC de LUMUMBA, le gouvernement belge visait une restructuration confédérale ou fédérale du Congo. »

Cette analyse du contexte politique de l'époque, est révélatrice, non seulement pour le passé mais aussi pour le présent. On y découvre que les sécessions n'avaient pas de réelle base populaire, qu'elles étaient tout au plus des instruments qui servirent à miner, à affaiblir le pouvoir nationaliste incarné par Patrice LUMUMBA.

Un pouvoir qui avait commis le « crime » de restituer aux Congolais le bénéfice des richesses de leur pays et qui menaçait donc les intérêts des trusts de l'époque.



La Forminière



Une restructuration du pays sur une base fédérale ou confédérale, aurait évidemment permis aux sociétés minières de discuter plus aisément de leur statut et de leurs avantages avec des pouvoirs locaux plus faibles, plus sensibles à la corruption. Faut-il rappeler que c'est la "Société internationale forestière et minière du

Congo ou Forminière" (qui exploitait le diamant) qui soutint la sécession du Kasai tandis que "l'Union minière du Haut Katanga" était le *deus ex machina* de la sécession katangaise ?

Croix Union minière du Haut-Katanga



Cette analyse du passé, qui rappelle les véritables motifs des sécessions, réfute les arguments d'ordre « tribal » et réduit à néant les jugements péremptaires de ceux qui osent assurer que « les Congolais ne peuvent pas vivre ensemble ». Elle permet aussi de mieux comprendre la situation actuelle, les ressources minières du pays, ou le niobium, le colombo-tantalite, le cobalt, ont remplacé le cuivre et l'uranium d'hier. Cette exploitation sauvage, dérégulée, n'est possible qu'avec un Etat central faible, ou désarticulé. C'est pourquoi les « rébellions » ont pris la relève des « sécessions » des années 1960.

Nota Bene : Les Américains, en 1960, appelaient Patrice LUMUMBA « un chien fou ». Quarante ans plus tard, Laurent Désiré KABILA fut qualifié d'imprévisible, de missile non guidé, d'incontrôlable, tandis que la presse internationale l'abreuvait d'injures qui n'avaient rien à envier à l'hystérie des années 1960. Lui aussi devait mourir et fut logiquement assassiné le 16 janvier 2001, quarante jour pour jour après LUMUMBA.

Colette BRAECKMAN

-- La Belgique « s'excuse » pour Lumumba

Mais réfute être « responsable » de la mort du Premier ministre congolais.

Le ministre belge des Affaires étrangères, Louis MICHEL, a présenté hier ses « excuses » et ses « profonds et sincères regrets » au peuple congolais pour le rôle de son pays dans la mort, en 1961, du Premier ministre congolais Patrice Lumumba. La Chambre des représentants belge avait consacré la journée à l'examen du rapport d'une commission d'enquête parlementaire concluant à la « responsabilité morale » de la Belgique dans l'assassinat, le 17 janvier 1961, de cet emblème des indépendances africaines. Devant son fils aîné, François LUMUMBA, venu exprès à Bruxelles, Louis MICHEL a reconnu que la Belgique avait fait preuve d'« apathie » et de « froide indifférence » à l'égard du premier chef de gouvernement du Congo indépendant, un «manquement grave en termes de bonne gestion et de respect de l'Etat de droit».

Quarante et un ans après, Bruxelles espère ainsi tourner une page obscure de son histoire coloniale. Le rapport de la commission Lumumba, dont les conclusions ont été présentées en novembre, apporte des précisions sur la volonté du gouvernement belge de démettre LUMUMBA, jugé prosoviétique, et les moyens financiers qu'il mit en œuvre pour y parvenir. Le rapport reconnaît la « responsabilité morale » de « certains membres du gouvernement belge et d'autres acteurs belges ». Mais réfute l'idée, soutenue par certains historiens, et notamment le sociologue flamand Ludo De Witte, dont le livre "l'Assassinat de Lumumba" est à l'origine de la commission d'enquête, que la Belgique soit « responsable ». Arrêté le 2 décembre 1960 par les troupes du colonel MOBUTU, Patrice LUMUMBA avait été assassiné, après avoir été torturé. Parvenu au pouvoir par un coup d'Etat, MOBUTU élèvera LUMUMBA au rang de héros national...

L'ouvrage de Ludo De WITTE



Ludo De Witte

L'ASSASSINAT
DE LUMUMBA

Marie-Laure COLSON LIBERATION publié le 6 février 2002

-- 2001 : Extraits du rapport de la Commission parlementaire chargée de déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Patrice Lumumba et l'implication éventuelle des responsables -

-- Page 838 : Conclusions :

En ce qui concerne les circonstances précises dans lesquelles Patrice Lumumba a été assassiné :

Après une analyse approfondie, il peut être admis avec un grand degré de probabilité que le 17 janvier 1961 entre 21.40 heures et 21.43 heures, Lumumba a été assassiné en forme d'exécution dans la brousse, dans les cinq heures suivant son arrivée au Katanga (pour la description détaillée la commission renvoie aux constatations des experts).

o En ce qui concerne l'implication éventuelle d'hommes politiques belges :

- Le transfert de Lumumba au Katanga a été organisé par les autorités congolaises de Léopoldville.

Elles ont, pour ce faire, bénéficié du soutien d'instances gouvernementales belges, et plus précisément des ministres des Affaires étrangères et des Affaires africaines et de leurs collaborateurs.

o Les conseillers belges en poste à Léopoldville ont prêté leur concours à l'organisation du transfert.

- Il ne ressort d'aucun document ni d'aucun témoignage dont la commission a pris connaissance que le gouvernement belge ou un de ses membres a donné l'ordre d'éliminer physiquement Lumumba.

-Il ne ressort pas de l'enquête qu'il y a eu préméditation d'assassiner ou de faire assassiner Lumumba dans le chef des autorités belges lorsque celles-ci se sont efforcées de le faire transférer au Katanga.

-Il est cependant manifeste que le gouvernement ne s'est pas préoccupé de l'intégrité physique de Lumumba. Il considérait la sécurité de Lumumba comme secondaire, comparée à d'autres intérêts...

...Après avoir pris connaissance des événements du 17 janvier, le gouvernement, du moins certains de ses membres, a adopté une attitude irresponsable en optant pour la propagation de mensonges à l'intention de l'opinion publique et de ses alliés. Cette attitude a inéluctablement suscité des doutes quant au rôle des autorités belges.

À la lumière de ce qui précède, tenant compte des normes de la morale publique d'aujourd'hui et sans entrer dans les considérations morales personnelles de l'époque, la commission est amenée à conclure que certains membres du gouvernement belge et d'autres acteurs belges ont une responsabilité morale dans les circonstances qui ont conduit à la mort de Lumumba.

Les conclusions ont été adoptées par 10 voix contre 2

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité

Les rapporteurs le président, **Daniel BACQUELAINE**, **Geert VERSNICK**, **Ferdy WILLEMS**, **Marie-Thérèse COENEN**

Lumumba un crime d'Etat Editions Aden Bruxelles **Colette BRAECKMAN** pages 78-109

<https://memoiresducongo.be/uploads>

✚ CONCLUSION :

LUMUMBA n'a jamais caché ses intentions ou son objectif : libérer le Congo – même, et en fait surtout, après son accession à une indépendance nominale – à la faveur d'une révolution populaire, et de la décolonisation mentale de son peuple, et grâce aussi au soutien moral et à l'aide pratique des pays africains déjà libérés. La révolution populaire impliquait une révolution des institutions, de la société, de la vie politique, de l'économie et de la culture.

LUMUMBA était convaincu que toute l'Afrique avait le devoir d'aider à libérer le Congo. Sans un Congo véritablement indépendant, il ne pourrait jamais y avoir une Afrique unie et réellement libre. En revanche, il estimait que le Congo libéré avait une obligation morale et matérielle d'aider le reste de l'Afrique à parvenir à une libération rapide.

Bien que le *lumumbisme* soit né dans l'ancien Congo belge, son impact se fait sentir bien au-delà des frontières d'un seul pays. A notre époque, le *lumumbisme* a une signification pour toute l'Afrique. De fait, Patrice LUMUMBA est devenu un symbole pour tous ceux, nationalistes et révolutionnaires, qui luttent pour la libération de leurs patries.

Très souvent, accéder à la souveraineté nationale n'a signifié qu'un changement superficiel – non essentiel – dans les rapports entre la métropole et la colonie. Souvent aussi, les anciens colonisateurs ont réussi à faire de l'indépendance une sorte de parapluie couvrant leur propre gestion et contrôle du nouvel Etat par le biais de solides institutions et de groupes de pression permanents et puissants. Ils ont trouvé des agents originaires des anciennes colonies sur lesquels ils peuvent compter et qu'ils sont prêts à rémunérer pour faire adopter des lois favorisant leurs intérêts.

Les convictions et déclarations de LUMUMBA sur ce néocolonialisme étaient extrêmement courageuses – et son courage était d'autant plus admirable qu'en tant que Premier ministre il était confronté à des problèmes multiples et complexes. Certains de ces problèmes étaient inévitables, mais d'autres furent simplement créés pour paralyser son gouvernement. LUMUMBA fit face à ses problèmes avec une énorme détermination mais il manquait terriblement de réalisme. Le néo-colonialisme était suffisamment fort pour faire renaître des idées et des conceptions que LUMUMBA a passé sa vie à combattre.

Mais, paradoxalement, si LUMUMBA a échoué en tant que dirigeant, finalement cet échec en a fait un personnage historique bien plus puissant.

'La planche lui aura été savonnée par des acteurs congolais manipulés par la Belgique, les Etats-Unis par le biais du chef local de la CIA, le renseignement américain puis même par le président Dwight EISENHOWER, quoiqu'il eut renoncé au dernier moment au projet d'assassinat de LUMUMBA sans que l'ordre ne parvienne à temps au Congo.

Patrice LUMUMBA avait cette capacité de galvaniser mais reste une figure ambivalente. Il était un leader charismatique mais d'un point de vue pratique il n'était pas prêt à exercer le pouvoir en tant que tel. Il alternait le meilleur d'un esprit exalté nationaliste, voire mystique avec un sens du sacrifice. Mais en tant que praticien du politique, ses quelques mois comme Premier ministre ont montré que ce n'était pas vraiment un manager, un chef d'équipe".

Matthieu VENDRELY Rédacteur en chef Afrique à TV5 MONDE 24.12.2021

-- Patrice LUMUMBA : une icône nationale et internationale

icône de l'indépendance du Congo, Patrice Lumumba est mort, en 1961, dans des circonstances tragiques qui ont polarisé l'attention internationale.

Aux yeux de tous il est le père de l'indépendance, le martyr de la cause nationale. Pour le politologue Jean OMASOMBO, le personnage de Patrice LUMUMBA est indissociable de celui de LEOPOLD II : ***« Ce sont les deux hommes qui ont le plus marqué l'histoire du pays. L'un a créé ce vaste espace appelé Congo, sa propriété personnelle, en délimitant nos frontières et l'autre a créé l'identité nationale. Ce sont les deux figures tutélaires du pays, certes opposées. »***



Le Professeur Jean OMASOMBO



« Les Héros doivent mourir jeunes, les grandes passions aussi, sinon le temps les corrompt, comme il corrompt tout ce qu'il touche. Paradoxalement, c'est par la mort qu'ils atteignent l'immortalité.

On meurt souvent par la bêtise des hommes, et ça revient à dire qu'on meurt pour rien »

Jacques FILION, Professeur d'économie et auteur canadien

« La connaissance du passé, parce qu'elle permet de rendre justice aux victimes de l'histoire ne peut que servir l'approfondissement de notre concorde nationale. Ce devoir de vérité trouve son prolongement naturel dans un devoir de reconnaissance. »

Jacques CHIRAC, Président de la République, journée d'hommage national aux Harkis, le 25 septembre 2001.

« On ne peut pas et on ne doit pas tenter d'effacer le passé, simplement parce qu'il ne répond pas aux exigences du présent. »

Golda MEIR, ancienne Première ministre d'Israël

« Le vrai tombeau des martyrs, c'est le cœur des vivants. »

Jean COCTEAU, Poète, peintre, dessinateur, cinéaste

❖ Les sites et monuments en hommage à Patrice LUMUMBA

Maison natale de Patrice LUMUMBA



Patrice LUMUMBA naquit dans cette maison à Onalua, le 2 juillet 1925, territoire de Katako-kombe, dans le district du Sankuru, (Province du Kasai-Oriental, au Congo-belge). Patrice Emery LUMUMBA appartient à la tribu batetela. Il a passé son enfance et toute sa jeunesse à Karabo-Kombé. C'est de là qu'il va commencer sa scolarité chez les pères catholiques. Pour, par la suite, quitter cette région pour Kindu

Novembre 1961 : le monument et la plaque vitrée fleuris



Moïse TSHOMBE visitant le monument



Monument détruit novembre 1964



Au Congo, Stanleyville est la première ville qui érige un monument pour LUMUMBA en 1961. C'est une cage vitrée avec une photo « grandeur nature » placée à l'endroit où était le monument colonial de Léopold II, détruit au moment de l'indépendance. Lorsque la rébellion des Simbas s'empare de la Province orientale le 5 août 1964, le général OLENGA confie la province au « gouvernement révolutionnaire » d'Alphonse KINGIS à partir du 12 août 1964 et ce lieu sert à l'exécution de ceux qui étaient censés être des partisans du pouvoir de Léopoldville et donc les ennemis. Moïse TSHOMBE y est venu se recueillir en juillet 1964. Le 24 novembre 1964, les troupes belges reconquirent la ville au profit de leurs alliés de Léopoldville. Lors de la prise de la ville, les soldats de Mobutu saccagent l'effigie de Lumumba et les gendarmes katangais le saccagent également. Puis des militaires européens l'ont dynamitée.

Jean-Pierre SONCK, 2009

C'est dans la ville universitaire allemande de Leipzig, que furent inaugurés la première avenue LUMUMBA et le premier monument LUMUMBA, au monde, en 1961.

En novembre 1961, l'Institut Herder de Leipzig a érigé un monument en l'honneur LUMUMBA. En 1989, lorsque le mur de Berlin est tombé, les vrais "patriotes allemands" ont endommagé le monument et le buste a complètement disparu en 1997. Dr. Hans Wienhold et Dafrig, se battent depuis six ans avec les autorités universitaires pour le remplacement du buste. Leur appel est tombé sur des années de sourds. Soudain, alors que le monde devenait attentif au 50e anniversaire du meurtre, les chefs d'université ont changé d'avis. Le résultat est que LUMUMBA se tient exactement là où il se tenait pendant 36 ans jusqu'à ce qu'il soit brutalement balayé de son piédestal. Le remplacement s'est fait en 2013.

Lumumba à Berlin



Statue LUMUMBA à Leipzig



Une statue de l'ancien "premier", Premier ministre congolais les mains liées derrière le dos face à Mobutu à Binza, Patrice Emery LUMUMBA a été inaugurée le mercredi 9 octobre 2013 dans la ville allemande de Leipzig. Le sénateur Léonard SHE OKITUNDU, qui a participé à cet événement, a déclaré que cette statue contribuait à perpétuer la mémoire de LUMUMBA. Une autre statue du héros national congolais a été inaugurée la veille à Berlin, la capitale allemande.

SHE OKITUNDU a indiqué que le buste inauguré à Leipzig remplaçait un autre inauguré en 2011 et qui avait été vandalisé.

Pour le sénateur congolais, les Allemands ont voulu immortaliser l'ancien Premier congolais : « *de la manière la plus spectaculaire* » pour « *son combat et sa vie dédiée au service des autres et de la nation* ».

Lumumba Straße à Leipzig



L'agglomération de Wembo-Nyama désormais LUMUMBAVILLE

Félix Tshisekedi annonce la construction d'une ville baptisée Lumumbaville au Sankuru



En République Démocratique du Congo, le gouvernement a annoncé, en mai 2013, la création d'une ville qui porterait le nom de LUMUMBA. **Lumumbaville** sera située à l'actuel emplacement de la cité de Wembo-Nyama jusqu'au groupement Ewango dans le territoire de Katako-Kombe au Kasai-Oriental.



Pour le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert MENDE, cette décision avait été prise pour « *honorer la mémoire de Patrice Emery Lumumba qui a été assassiné à cause de la défense des intérêts nationaux dont il a fait son cheval de bataille* ».

Wembo-Nyama s'appelle LUMUMBAVILLE

Interrogé sur le choix du lieu, le ministre de la communication Lambert MENDE, affirme que cette nouvelle ville fait partie de deux communes à savoir celle de Wembo-Nyama du nom de l'entité où l'ancien Premier ministre congolais a passé sa petite enfance et celle de Ewango, village natal de feu LUMUMBA.

« *C'est là où Patrice LUMUMBA est né et il n'y a pas de signal beaucoup plus concret de rattachement d'une personnalité à la terre de son pays que le lieu de naissance* », souligne Lambert MENDE, indiquant que le gouvernement est « *prêt à relever le défi des infrastructures qui doivent être construites pour rendre la ville viable* » puis, conclut-il : « *Il a fallu d'abord finir tout le travail juridique, tout le projet de municipalisation de cet espace. Les choses se feront à rythme soutenu, mais, elles se feront.* »





Une plaque commémorant l'ancien Premier Ministre Congolais Patrice LUMUMBA va être apposée au square du Bastion (Porte de Namur). La Commune d'Ixelles, la Ville de Bruxelles (on est sur la frontière) et le propriétaire de l'immeuble ont marqué leur accord.

Nota Bene : Ce n'est pas une place ou une statue comme le réclamait de longue date des associations mais c'est quand même une évolution significative des mentalités. Il y a quelques mois encore le sujet était tabou au sein de la majorité politique ixelloise qui avait rejeté en 2013 une motion du Conseil communal allant dans ce sens.

24 mai 2018 : Une rue du nom de Patrice LUMUMBA à Charleroi. Dans le cadre des festivités marquant le 60ème anniversaire de l'Indépendance du Congo, la ville de Charleroi, n'a pas attendu les regrets du Roi Philippe pour poser un geste fort afin de marquer le rapprochement avec l'ancienne colonie belge



Sur cette plaque, est inscrite, « *Liberté d'Afrique, j'écris ton Nom* », les toutes premières paroles de LUMUMBA dans la peau de Premier ministre de la République Démocratique du Congo indépendante en 1960.

Charleroi est depuis le mois de **mai 2018**, la première ville de Belgique à donner à l'une de ses rues, le nom de Patrice LUMUMBA. Une cérémonie officielle avait marqué cet événement historique, le **24 mai 2018** dans la salle du Conseil communal. Et c'est la rue *Paul PASTUR* qui a été débaptisée solennellement pour l'occasion, en présence des autorités politico-administratives de la ville ainsi que de quelques membres de la *famille LUMUMBA*, dont son fils *Guy-Patrice LUMUMBA*



Le **samedi 30 juin 2018**, c'est jour historique pour la communauté congolaise de Bruxelles : la Place LUMUMBA est inaugurée, Porte de Namur, à Ixelles.

Cette place située à côté de la station de métro Porte de Namur, marque l'entrée de Matongé, le quartier congolais de Bruxelles.



Université russe Patrice LUMUMBA 1991-1992 Moscou relance l'université Patrice LUMUMBA pour retrouver son influence en Afrique. La Russie ambitionne de renouer avec l'Afrique, en relançant son Université moscovite d'amitié entre les peuples, qui formait des élites africaines à l'époque soviétique.

Distancé par la Chine et les Occidentaux, Moscou opère un retour remarqué sur le continent africain. Au cœur de cette stratégie d'influence, l'Université moscovite d'amitié entre les peuples, qui a longtemps formé des élites africaines. Cette université, appelée à l'époque soviétique de **(1961 à 1992) université Patrice LUMUMBA**, du nom du héros indépendantiste congolais assassiné, était une pierre angulaire du *soft power* de l'URSS.

L'université Patrice LUMUMBA avait fait les beaux jours de la politique "*internationaliste*" de l'URSS dans le tiers monde. Construite au plus fort de la décolonisation africaine et des tentatives de récupération des pays non-alignés par Moscou, elle a perdu sa raison d'être en **1991** avec la chute du communisme et l'implosion de l'URSS.

En pleine Guerre froide, c'est elle qui a formé des générations d'ingénieurs, de médecins et de dirigeants africains. Parmi les plus connus, les présidents sud-africain Thabo MBECKI, le nigérian Olusegun OBASANJO, l'angolais Eduardo DOS SANTOS et son successeur Joao LOURENÇO, le namibien Sam NUJOMA et bien d'autres. Une stratégie d'influence en pleine décolonisation.



Sigle de la BCN



La Banque centrale du Congo a été créée le 30 juillet 1951 sous le nom de Banque centrale du Congo et du Ruanda-Urundi. (BBC-BRU).

À la suite de l'accession du Congo-Belge à l'indépendance en juin 1960, la liquidation de la BCC-BRU fut décidée.

Au 30 juillet 2001, la Banque centrale avait totalisé 50 ans d'existence durant lesquels elle a traversé deux périodes radicalement distinctes dont la première se rapporte à l'époque coloniale et la seconde se situe après l'accession du pays à la souveraineté nationale.

La place, la tour et la statue



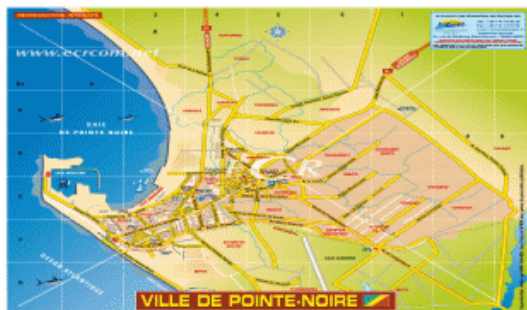
La place de la Reconstruction, appelée place de l'Échangeur, avant 2011, est un échangeur majeur de la ville de Kinshasa, en République démocratique du Congo.

En son centre, la place possède la tour de l'Échangeur, entourée d'un petit parc.

La statue de Patrice LUMUMBA s'y trouve depuis le 17 janvier 2002

Nota Bene : Cette place rebaptisée « place de la Reconstruction » est en pleine modernisation pour un coût de 11 millions de dollars américains, ajoutant à la place un parc d'attractions, des fontaines et jets d'eau, un espace de spectacle, un musée national, une salle de cinéma et un salon dans la tour, dans le but d'en faire le symbole même de la ville de Kinshasa et une attraction touristique offrant une vue panoramique sur la ville (comparable à tour Eiffel).

LUMUMBA (arrondissement n°1 de Pointe-Noire)



L'arrondissement LUMUMBA a été ainsi nommé en hommage à Patrice Emery Lumumba, homme politique du Congo-Léopoldville

LUMUMBA est le premier arrondissement de Pointe-Noire, la capitale économique de la République du Congo. C'est le centre administratif et commercial de la commune.

Chambre de commerce de Pointe-Noire



L'arrondissement n°1 est né des cendres de l'agglomération indigène de Pointe-Noire en 1937, conséquence de l'extension galopante de la ville. - Pointe-Noire est la capitale économique de la République du Congo, située à l'extrême sud du pays. Sise à l'ouest de l'Afrique, sur la façade atlantique, la ville constitue le débouché naturel d'un axe de

communication prépondérant entre l'Afrique centrale et les eaux internationales ; à ce titre, elle représente pour la République du Congo un poumon économique alimenté par l'activité du terminal pétrolier de Djeno et de son port en eau profonde. Depuis le début des années 1980, Pointe-Noire n'a cessé de croître et d'attirer de nouveaux habitants, du fait surtout de l'activité pétrolière.

Nota Bene : La devise des armoiries de la ville est : « Labor improbus omnia vincit » en latin, ce qui signifie en français « Un travail opiniâtre vient à bout de tout. »

Billet à l'effigie de LUMUMBA



La statue de P. LUMUMBA



Gare de Pointe-Noire



Armoiries de Pointe-Noire



▪ **Places, boulevards et rues en hommage à Patrice LUMUMBA à travers le monde**

Place de Patrice LUMUMBA à Bejaïa en Algérie



Rue Patrice LUMUMBA à Oran



Rue P. LUMUMBA, à Rabat au Maroc



Montpellier inaugure sa rue P. LUMUMBA

Une rue Patrice Lumumba a été inaugurée, samedi **2 juillet 2005**, à Montpellier (France). A l'initiative du Maire de cette ville cosmopolite, la rue doit rendre hommage au père de l'indépendance congolaise (RDC), véritable symbole de liberté et de justice en Afrique. L'Association des Congolais Démocratiques de Montpellier a organisé des festivités pour célébrer en couleurs l'évènement.



« *La situation critique dans laquelle s'est installé le Congo-Kinshasa, depuis l'assassinat de Lumumba en 1961, nous donne l'occasion de rappeler combien il avait raison de se battre pour l'indépendance et la démocratie de son pays. Il reste le symbole de la lutte anti-coloniale, il a œuvré pour l'unité nationale congolaise et le pluralisme politique* », a expliqué à **Afrik** Mme Hélène MANDROUX, Maire de Montpellier.

Martiniquais et Martiniquaises :

Nous voilà donc devant cette statue de la liberté martiniquaise.

Voyez où elle est placée : aux confluent de trois rues :

– au bout de la rue Jean-Jacques Rousseau

– au bout du **boulevard Patrice-Lumumba**

– au bout de la rue Gérard-Nouvet.

Trois rues, trois symboles :

Jean-Jacques Rousseau : la pensée révolutionnaire.

Patrice LUMUMBA : l'action révolutionnaire anticolonialiste.

Gérard Nouvet : la jeunesse martyre, victime des exactions colonialistes.

Et, c'est vrai, toutes ces voies : la pensée honnête, donc révolutionnaire, l'action courageuse,

Le martyr innocent, résumant toute la souffrance innocente d'un peuple.

Tout cela mène à un même point : la liberté.

Nota Bene : Discours prononcé par **Aimé CESAIRE** député-maire de Fort-de-France, le **22 Mé 1971**, lors de l'inauguration de la statue de la liberté de Kho Kho René-Corail à Trénelles

Statue de la liberté



boulevard Patrice LUMUMBA à Fort-de-France



--Le **LUMUMBA** est une boisson alcoolisée à base de chocolat. Elle est principalement composée de chocolat, d'une touche de crème fouettée et d'une dose d'alcool. Ce dernier peut être du rhum ou du brandy. Elle se déguste autant chaude que froide.

Cette boisson devient populaire à partir du début des années 1960, en Allemagne de l'Ouest. Elle porte le nom de l'homme d'État congolais Patrice LUMUMBA, assassiné en 1961. L'origine exacte du choix de ce nom reste inconnue, mais deux hypothèses sont retenues : la première suggère un nom honorifique pour mettre en avant le combat pour la liberté de l'homme politique, tandis qu'une seconde sous-entend une connotation raciste.



ANNEXES :

❖ Allocution de François LUMUMBA, à l'occasion des funérailles de la Maman Pauline OPANGO LUMUMBA (veuve de Patrice LUMUMBA)



« Maman Pauline a vécu ces derniers jours dans la profonde douleur due à tous ces décès, lui rappelant chaque fois sa plus grande douleur, la mort de son cher époux dont les circonstances de l'assassinat à nos jours n'ont pas encore été clarifiées ; la vie qu'elle a menée, en silence, 53 ans durant et qui en réalité n'a été qu'un combat de tous les jours pour sa survie, ainsi que celle des enfants que lui a confiés Patrice ; tout en veillant à leur éducation et leur enseignant la dignité, telle une mère poule déployant ses ailes sur ses petits, elle les a protégés.

Tant bien que mal essayant de préserver chez eux, en sa façon et en des termes simples les idées, la pensée et l'espoir qu'avait son mari pour un meilleur CONGO.

Nous disons « Pauline héroïne dans l'ombre », l'histoire nous le dira un jour. »

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2014

Pour la Famille LUMUMBA,

François Emery TOLENGA LUMUMBA

❖ Hommage à Patrice Emery LUMUMBA, symbole de la liberté et de la justice

CMCLD



Le 17 janvier doit être pour tout humaniste, pour tout démocrate et pour tout amoureux de la liberté dans le monde, et en Belgique, une date à marquer d'une pierre blanche. Le 17 janvier 1961, la liberté d'un peuple, sa démocratie et les idéaux portés par les progressistes congolais, africains, belges furent assassinés lorsque Patrice Emery LUMUMBA rendit son dernier soupir sous les balles de ses ennemis. Premier, premier Ministre du Congo, il luttait avant tout pour le respect de la dignité humaine et pour l'égalité entre tous les Hommes sans tenir compte de leur couleur de peau, de leur sexe, ou de leur origine sociale. Par sa vision, sa résistance au colonialisme et sa pratique politique admirable, il est devenu le symbole de l'indépendance africaine et une référence en matière de lutte contre l'injustice.

Pour toutes ces raisons, il est important par nos actions de perpétuer sa mémoire ainsi que celle de toutes les victimes du colonialisme, chaque 17 janvier, partout où nous nous trouvons.

Pour le CMCLD, Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations

Le Coordinateur, Kalvin SOIRESE NJAL 17/01/2015

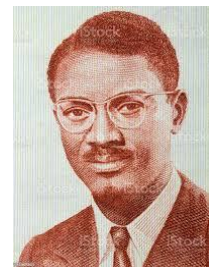
❖ Janvier : Un mois aux dates symboliques en République Démocratique du Congo

Mamadou NDALA 1978-2014 Laurent Désiré KABILA 1939-2001

Patrice LUMUMBA 1925-1961



En République Démocratique du Congo, le mois de janvier demeure symbolique. C'est en effet au cours de ce premier mois de l'année que les Congolais



se souviennent de certains de leurs compatriotes assassinés pour les causes de ce vaste pays au cœur du continent africain.

Ainsi, en ce mois de janvier, les Congolais se souviennent tour à tour du vaillant colonel Mamadou NDALA, assassiné le 2 janvier 2014, des martyrs de l'indépendance assassinés le 4 janvier 1959 par les colons belges, de Laurent Désiré KABILA surnommé Nzee "Le sage" assassiné le 19 janvier 2001 et Patrice Emery LUMUMBA, le 17 janvier 1961.



❖ Juin 2022 : Restitution par la Belgique d'une dent de Patrice Emery LUMUMBA

Félix TSHISEKEDI



La République Démocratique du Congo (RDC) a reporté à juin la cérémonie de restitution par la Belgique d'une « relique » de l'ex-premier ministre du pays, Patrice Emery LUMUMBA, a annoncé la présidence congolaise le mercredi 5 janvier.

Initialement, la Belgique devait officiellement remettre le 21 juin 2021 au président Félix TSHISEKEDI une dent qu'un commissaire de police belge affirme avoir prélevée sur le corps de LUMUMBA lorsqu'il a contribué à le faire disparaître. Cette restitution et une série d'hommages prévues ensuite avaient déjà été reportées, en raison d'une hausse « exponentielle » des cas de Covid-19, au 17 janvier 2022, pour le 61^e anniversaire de la mort de Lumumba.

« **La cérémonie de restitution et de rapatriement des restes de l'ancien premier ministre Patrice LUMUMBA est reportée en juin prochain, à une date autour des festivités de célébration de l'indépendance de la RDC, le 30 juin** », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) un conseiller du président TSHISEKEDI. « **Plusieurs raisons justifient ce report. Mais la principale porte sur les restrictions dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19** », a-t-il ajouté, promettant « **une communication officielle dans les prochaines heures** ».

En 2000, le commissaire de police belge Gérard SOETE avait raconté à l'AFP avoir découpé et dissous dans l'acide les corps de LUMUMBA et de deux de ses fidèles, Joseph OKITO et Maurice MPOLO, assassinés en même temps que lui. Dans un documentaire diffusé sur la chaîne allemande ARD la même année, M. SOETE avait affirmé avoir conservé des dents de LUMUMBA et les avait montrées.

Le Monde avec AFP Publié le 06 janvier 2022

❖ Hommage de Marie Hélène LEOTIN à Patrice LUMUMBA

Le 17 janvier 1961, il y a 50 ans, était assassiné Patrice LUMUMBA (1925-1961), dirigeant du Mouvement National Congolais, Premier ministre lors de l'Indépendance du Congo belge en juin 1960, arrêté par MOBUTU, chef de l'armée, et assassiné.

50 ans après les indépendances africaines, à l'heure où le peuple tunisien est descendu plusieurs semaines dans la rue et a su chasser un dictateur, un an avant le cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie, il convient de s'interroger sur l'action, trop courte, menée par de grands dirigeants comme Patrice LUMUMBA, alors que les puissances occidentales (France, Belgique, Etats-Unis) soutenaient des régimes corrompus comme celui de Mobutu, de Ben Ali, de Gbabo ou de Bongo au Gabon.

Patrice LUMUMBA écrivait dans sa dernière lettre à sa compagne : « *Tout le long de ma lutte pour l'indépendance de mon pays, je n'ai jamais douté un seul instant du triomphe final de la cause sacrée à laquelle mes compagnons et moi avons consacré toute notre vie. Mais ce que nous voulions pour notre pays, son droit à une vie honorable, à une dignité sans tache, à une indépendance sans restriction, le colonialisme belge et ses alliés occidentaux... ne l'ont jamais voulu. Ils ont corrompu certains de nos compatriotes, ils ont contribué à déformer la vérité et à souiller notre indépendance...*

Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens du fond de moi-même que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au capitalisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur.

Nous ne sommes pas seuls. L'Afrique, l'Asie et les peuples libres et libérés de tous les coins du monde se trouveront toujours aux côtés des millions de Congolais qui n'abandonneront la lutte que le jour où il n'y aura plus de colonisateurs et leurs mercenaires dans notre pays...

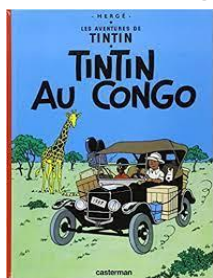
Sans dignité il n'y a pas de liberté, sans justice il n'y a pas de dignité, et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera au nord et au sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité. La Tunisie est en train de le faire. »

Dans le pays du poète qui a écrit « Une saison au Congo », je crois qu'il est nécessaire de rappeler le cinquantenaire de la mort de Patrice Emery LUMUMBA.

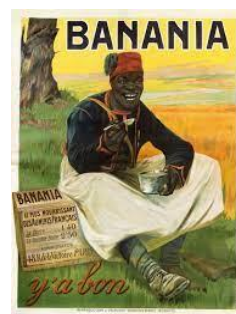
Marie-Hélène LEOTIN historienne France-Antilles Jeudi 20 janvier 2011



❖ Le reflet des stéréotypes des Européens des années trente sur l'Afrique dans « Tintin au Congo » d'Hergé



Force est de constater que *Tintin au Congo* développe les stéréotypes coloniaux fréquemment véhiculés envers les populations autochtones africaines, illustrant le mythe du « bon sauvage » que l'on retrouve dans la célèbre image publicitaire *Banania* qui date de 1915.



Leur humanité semble systématiquement diminuée, comme en témoigne le langage que leur prête Hergé : ils s'expriment dans un français approximatif et imparfait. Le jeune *boy* de Tintin, *Coco* (dont on peut souligner en passant le nom peu valorisant...), parle ainsi de la « *tomobile* » au lieu de l'automobile et les expressions « *Toi y en a* », « *Ça y en a* », « *Missié* », « *Li* » au lieu de « il » parcourent l'ouvrage.

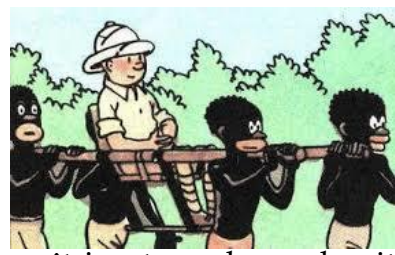
L'accoutrement des populations congolaises est volontairement ridicule. Ainsi, page 20, de l'album, lors de l'accident avec un train, les femmes africaines sont-elles curieusement habillées, l'une d'elle portant un manteau de fourrure mais restant nu-pied, alors qu'une autre porte une cravate. Tout ceci est peu crédible en pleine Afrique tropicale et les populations africaines semblent imiter maladroitement les habitudes vestimentaires des Européens. De même, quelques pages plus loin, un chef de tribu se dit très fier de son armée « *équipée à l'europpéenne* ».



Mais c'est aussi sur le plan moral que ces populations africaines sont malmenées. Lors de la scène de la collision avec l'automobile de Tintin et alors qu'il s'agit de redresser la



locomotive, seul Milou se met à l'ouvrage ; il demande de l'aide de façon assez directive « *Tas de paresseux à l'ouvrage* » et Tintin renchérit « *Vous n'avez pas honte de laisser ce chien travailler tout seul ?* » Voilà le stéréotype de l'Africain paresseux qui transparaît. Quelques vignettes plus loin c'est Milou qui dompte le lion alors que les guerriers africains en ont eu peur et ont fui.



Ces populations africaines sont présentées comme divisées en tribus (« Les Babaoro'M et les M'hatouvou ») qui ne forment pas une nation unie : c'est là l'un des principaux arguments politiques des colonisateurs. De même, ils ne maîtrisent pas la modernité des techniques : la locomotive qui emprunte la voie ferrée s'écrase devant l'automobile Ford de Tintin, leurs canons explosent quand ils s'en servent...



Pour autant les véritables méchants de l'histoire ne sont nullement parmi eux. On les montre, au contraire, plutôt amicaux lorsqu'ils accueillent Tintin et le portent en triomphe, ou lorsqu'ils doivent lui dire adieu. La dernière image nous fait comprendre que Tintin et Milou seront regrettés... Et lorsque Tintin doit se battre avec des Africains, le scénario de l'album nous indique que ces derniers ont été manipulés par le sorcier du village, lui-même manipulé par le véritable ennemi de Tintin qui a reçu, d'Al Capone en personne, mission d'éliminer notre reporter. L'Africain n'est pas un mauvais bougre, semble dire Hergé : là encore nous sommes en plein poncif colonialiste...

Voilà l'hôpital... Et là-bas, à droite, la ferme-école... Voici la salle d'école... Ici, au centre c'est notre chapelle... Lorsque nous nous sommes installés ici, il y avait un feu, c'était la brousse... Quels as, ces missionnaires!

Voilà l'hôpital... Et là-bas, à droite, la ferme-école... Voici la salle d'école... Ici, au centre c'est notre chapelle... Lorsque nous nous sommes installés ici, il y avait un feu, c'était la brousse... Quels as, ces missionnaires!

À l'inverse, les qualités morales et la maîtrise de la modernité technique sont résolument du côté de Tintin et des colonisateurs blancs. Tintin est courageux dans tout ce qu'il entreprend, à la fois lorsqu'il plonge chercher Milou qui se noie au début du récit, mais aussi lorsqu'il part à la chasse au lion, ou lutte contre des trafiquants de diamants. Il est ingénieux lorsqu'il utilise un électro-aimant pour attirer les flèches de ces ennemis, ou lorsqu'il se débarrasse d'un léopard ou d'un éléphant. L'œuvre des colonisateurs à travers Tintin et l'action des missionnaires sont valorisées. Tintin rend la justice comme le Roi Salomon dans la Bible, en coupant en deux un chapeau que se disputaient deux jeunes Africains ; il soigne un malade grâce à un cachet de quinine ; il enseigne : dans la première version il parle de géographie et entreprend une leçon sur la Belgique ; dans la seconde version, éditée par Casterman en 1946, il dispense une leçon de mathématique. L'action et les bienfaits attribués aux colonisateurs se trouvent systématiquement mis en exergue. Avec Tintin, le colonisateur est magnifié, il est l'homme qui apporte la modernité technique à travers le cinéma (Tintin organise une première séance dans un village africain), ou la médecine. L'Occident s'impose comme une puissance coloniale parce qu'il s'appuie sur une révolution industrielle et technique qui lui confère un avantage stratégique évident : c'est cela aussi l'autojustification du colonialisme dans *Tintin au Congo*.



Le dernier stéréotype de l'album, mais non des moindres, concerne le traitement réservé à la flore et à la faune. L'Afrique de *Tintin au Congo* est une Afrique des savanes luxuriantes et vertes, et non des savanes sèches, la forêt tropicale n'y est pas vraiment représentée, ou de façon très irréaliste comme nous le montrerons plus loin, alors qu'elle représente en fait près de 60 % de la surface du pays.



Au sein de cette savane vit une faune diverse et abondante : la scène de la tuerie des antilopes (où Tintin tue un troupeau d'antilopes alors qu'il croit ne tirer que sur un seul animal), inspirée d'un extrait du roman d'André Maurois *Les silences du colonel Bramble* (1921) est révélatrice de la croyance en une Afrique généreuse, havre idéal des chasseurs. Tintin ne s'en prive pas. On pourrait recenser le nombre d'animaux tués et présenter son tableau de chasse : un troupeau d'antilopes, un singe dépecé pour utiliser sa peau comme un déguisement, quatre crocodiles qui allaient dévorer Tintin, deux boas, un éléphant, un rhinocéros explosé à la dynamique, un buffle assommé par une fronde de fortune...

L'Afrique de l'entre-deux-guerres est bien celle des safaris et des chasses coloniales, qui contribueront à dépeupler en quelques décennies ce continent de ses animaux sauvages, même si les massacres continueront après la période coloniale : sans doute près de 4 millions d'éléphants en Afrique en 1900, 2 millions en 1945, à peine 500 000 aujourd'hui.

En somme dans *Tintin au Congo* l'Africain est présenté comme un grand enfant paresseux et un peu naïf, sauvé par le colonisateur blanc qui apporte la médecine, la justice, la paix entre les tribus : c'est toute la vision du racisme paternaliste inhérent au colonialisme qui s'exprime ici pour définir une vision convenue et consensuelle de l'action coloniale dans l'entre-deux-guerres. L'Afrique y est présentée comme un continent accueillant, exubérant et exotique, dont les animaux sauvages ne sont pas aussi terribles qu'ils peuvent en avoir l'air : Milou avalé par un boa s'en sort vivant finalement...



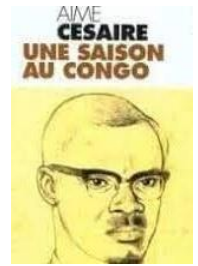
Tout en condamnant légitimement le racisme paternaliste colonial, doit-on pour autant rejeter et interdire l'œuvre ? Ne serait-ce pas jeter le bébé avec l'eau du bain ? Le contexte politique et culturel de l'œuvre a conduit Hergé à produire un tel album sans pour autant qu'il y ait de sa part une réelle volonté de discrimination, comme l'a d'ailleurs rappelé cette année le tribunal de première instance de Bruxelles.

Eudes GIRARD *Une relecture de Tintin au Congo* Dans *Études* 2012/7-8 (Tome 417), pages 75 à 86

✓ Patrice LUMUMBA, chantre de l'humanisme

– **UNE SAISON AU CONGO** – Aimé CÉSAIRE

Le temps de l'indépendance du Congo est arrivé. Patrice LUMUMBA, homme politique et poète visionnaire, va tenter de rendre à son peuple une liberté depuis longtemps perdue. Mais la jalousie, la corruption et la quête du pouvoir sont des murailles difficiles à franchir



Les dernières heures de LUMUMBA
sous la direction de Mokutu (*alias Mobutu*).



La troupe du TNP de Villeurbanne a réalisé son rêve de jouer sur la terre de CESAIRE « Une Saison au Congo ». Retour sur ces représentations au Grand Carbet.

Pauline, l'épouse de LUMUMBA en pleine interrogation

Plus d'un metteur en scène, en amateur, comme en professionnel se pose la question de savoir par quel bout prendre « Une Saison au Congo ». Et pour cause, LUMUMBA le personnage tragédien moderne de l'œuvre de CÉSAIRE concentre des traits difficilement conciliables : il est populaire et il appartient à l'élite du pays. Il a des convictions idéologiques fortes. Mais est-il un marxiste réaliste ou un bon élève du Kremlin ? Son discours n'est pas dépourvu d'un certain messianisme, teinté de naïveté. Toutes ces caractéristiques surgissent dans la mise en scène de Christian SCHIARETTI, directeur du TNP de Villeurbanne et metteur en scène de « Une Saison au Congo ».



Patrice LUMUMBA (joué par Marc ZINGA) est, en somme un humain. L'escale martiniquaise s'imposait au TNP de Villeurbanne avant la région parisienne dès jeudi 8 novembre. En ce centième anniversaire de la naissance de CÉSAIRE, « Une Saison au Congo » a une criante résonance tant sur l'actualité congolaise et africaine en général que sur l'écriture de CÉSAIRE. Sur ce dernier point, la parole *césairienne* est portée par des comédiens issus de divers horizons linguistiques ou culturels, mais tous unis dans l'idéal de célébrer non pas une nation, un peuple, mais d'exalter le sentiment de respect de la diversité culturelle.

[...] le choix du Grand-Carbet n'est pas anodin : le premier grand espace ouvert par CÉSAIRE pour l'accès des populations de Trénelles, Volga, Texaco aux artistes du monde entier invités du festival de Fort-de-France.

Le public qui s'est déplacé samedi et dimanche a acclamé longuement des comédiens en qui l'on peut voir les porteurs du message humaniste de CÉSAIRE.

Adams KWATEH *France-Antilles* Mercredi 06 novembre 2013

-- **UNE SAISON AU CONGO** d'Aimé CESAIRE

Les six derniers mois de Patrice LUMUMBA

A Villeurbanne, une pièce méconnue d'Aimé CESAIRE conte le parcours du héros congolais, assassiné en 1961.



L'image est forte, à l'heure des saluts : trente-sept acteurs-chanteurs, pour la plupart africains ou d'origine africaine, sur le grand plateau du Théâtre national populaire (TNP) de Villeurbanne (Rhône). On n'avait jamais vu cela, sur la scène d'une grande institution théâtrale française. On la doit, cette image, à Christian SCHIARETTI, le patron du TNP, qui fait redécouvrir une pièce méconnue, rarement jouée, d'Aimé CESAIRE,

UNE SAISON AU CONGO.

MYTHOLOGIE RÉVOLUTIONNAIRE

Aimé CESAIRE a écrit *Une saison au Congo* en 1966, quelques années seulement après les événements dont il s'inspire : la décolonisation du Congo belge, et la très courte carrière politique d'un météore qui n'a cessé depuis de nourrir toute une mythologie révolutionnaire, pas seulement en Afrique : Patrice LUMUMBA.

Au moment où la pièce commence, Lumumba, qui a fondé fin 1958 le Mouvement national congolais, est sorti de la prison où l'ont jeté les Belges en janvier 1960, pour participer, à Bruxelles, à la table ronde qui décidera de l'indépendance du Congo, fixée au 30 juin 1960. *Une saison au Congo*, ce sont les six mois qui vont de cette date à l'assassinat de LUMUMBA, le 17 janvier 1961 : six mois qui ont fait du jeune homme politique, nommé premier ministre du nouvel Etat, le héros charismatique et christique d'une révolution avortée.

La pièce conte, avec une véracité historique d'autant plus troublante qu'elle a été écrite peu de temps après les événements, tous les épisodes de cette histoire, de la sécession du Katanga, manigancée en sous-main par les Belges, à l'assassinat sauvage de LUMUMBA et de deux de ses ministres, en passant par la prise du pouvoir par MOBUTU (nommé MOKUTU dans la pièce).

Une saison au Congo est une pièce politique passionnante, qui témoigne de la façon dont les élites indépendantistes noires, à l'image de CESAIRE lui-même et de LUMUMBA, ont été nourries par l'histoire de la Révolution française. La pièce de CESAIRE, d'ailleurs, évoque sur bien des points *La Mort de Danton*, de Georg BÜCHNER. Passionnante, donc, la pièce, construite sur de grands morceaux rhétoriques entrecoupés de "songs", à la manière brechtienne, n'est pas facile à mettre en scène. Christian SCHIARETTI en fait un spectacle choral, où tout se joue sur le plateau sans décor, à l'intérieur d'un vaste cercle de craie – encore un clin d'œil à l'auteur de *Mère Courage*.

Même si la rhétorique l'emporte parfois un peu trop sur l'incarnation et si le spectacle pourrait être plus intense sur le plan dramatique, on fait son chemin dans cette histoire grâce au travail que Christian SCHIARETTI a effectué sur la langue de CESAIRE, et sur les différents accents des protagonistes de la pièce – ceux des différentes ethnies, ceux des Belges...

ACTEURS AFRICAINS

Mwanza GOUTIER incarne MOBUTU



Mais surtout, et c'est là que son spectacle prend sa véritable dimension politique, SCHIARETTI a estimé que la pièce ne pouvait être montée qu'avec des acteurs africains, porteurs de leur histoire. Il est allé les chercher sur le continent, en travaillant avec le collectif burkinabé *Béneéré*, ou en Belgique, où les comédiens noirs travaillent avec plus de facilité qu'en France.

Et ce sont deux de ces acteurs, excellents, qui tiennent le spectacle.

Mwanza GOUTIER, né à Bruxelles d'une mère haïtienne et d'un père congolais, incarne avec une belle présence un MOBUTU dans toute sa séduction et son appétit de pouvoir. Quant à Marc ZINGA, il impressionne dans le rôle de LUMUMBA. C'est peu de dire qu'avec ce jeune acteur, né en République démocratique du Congo et arrivé en Belgique à l'âge de 5 ans, on croirait voir LUMUMBA lui-même, tant il porte la dimension poétique et prophétique du personnage, et toute la mélancolie d'une révolution noyée dans *"le fatalisme atroce de l'Histoire"*, comme disait BÜCHNER. Grâce à eux, à leurs compagnons, cette *Saison au Congo* charrie bien des interrogations et des réflexions à l'heure où la France ne sait plus trop comment affronter les séquelles de son histoire coloniale.

Marc ZINGA incarne Patrice LUMUMBA



Mokutu alias MOBUTU



Fabienne DARGE Le Monde de la Culture 29 mai 2013

-- LES FUNÉRAILLES DE MONSIEUR LUMUMBA

-- Rends-moi mon histoire et mes dents.

Patrice LUMUMBA a été un éphémère premier ministre du Congo, puisqu'il n'a dirigé son pays que trois mois.

Il a été assassiné d'une façon atroce après avoir été battu et torturé. Son corps a été brûlé dans un coin de la forêt. La lumière n'a jamais été faite sur cette horrible histoire, malgré des déclarations ambiguës et feutrées de la Belgique et une commission d'enquête parlementaire, mais il ne fait nul doute que ce crime abominable a été commandité au plus haut niveau de l'État belge.

Les Funérailles de Monsieur Lumumba
Prix de littérature Charles Plisnier en 2008



Jean LEROY 1975-



Jean LEROY, dans cette pièce courageuse imagine que dans un coin indéfini de l'espace et du temps, Patrice rencontre Sarah, dont le père était mêlé de près au meurtre. Ils font l'amour, sexe noir dans femme blanche. Comme dans un chœur du théâtre antique, les protagonistes de ce drame, les soldats, le président congolais et le jeune roi interviennent, racontent tour à tour ce qui s'est passé il y a presque cinquante ans, à cette époque où LUMUMBA était diabolisé par l'ancien colonisateur, où les journaux belges ont titré triomphalement, après ce crime "le diable est mort".

-- « *La Libre Belgique* » se déchaîna contre Lumumba en le traitant de "sauvage" faisant ainsi fi de son statut social. Lumumba broyé, l'Occident pavoise, en sablant le champagne. « *La Libre Belgique* » soupira dans cette manchette crapoteuse écrite en grandes lettres : **Le diable est mort.** » --

Passou LUNDULA chercheur émérite
Spécialiste de LUMUMBA



Le pieux monarque explique pourquoi selon lui, la mort de LUMUMBA était nécessaire et pourquoi il garde en permanence dans sa poche une de ses dents, comme un souvenir du poids de sa culpabilité ou un élément de mortification morale. Un gage pour obtenir le pardon, pour lui dont la vie est tournée vers son dieu ? Certains de ses assassins en ont conservé, eux aussi. Talisman ? Fétiche ? Souvenir ? On ne sait que peu de choses, que le corps de LUMUMBA a été carbonisé sans dents, et que sa mémoire a été salie par ses assassins. Son fantôme réclame que justice soit rendue à son combat pour l'égalité des hommes. Sarah est généreuse, elle se bat pour pouvoir inviter chaque homme qui souffre comme on invite un voisin, un ami, sans que les papiers soient nécessaires. C'est une âme lumineuse, elle ne comprend pas la violence, elle qui est la fille d'un assassin et elle combattrait toujours jusqu'au bout de ses forces pour l'écologie, la justice, l'amour et la fraternité de tous les hommes. Elle veut savoir, Sarah, savoir et comprendre.

On lui a dit que LUMUMBA était un dangereux communiste, alors elle demande à Patrice : "Es-tu communiste ?" Et Patrice lui répond : "Si pour toi vouloir que chaque homme vive dignement est du communisme, alors, oui, je suis communiste."

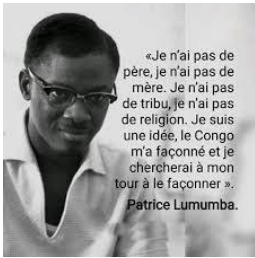
Cette pièce magnifique a été jouée à la dynamique maison culturelle de Quaregnon, avec le soutien de la province du Hainaut. Ce centre culturel est reconnu par la Fédération Wallonie Bruxelles.

La pièce "*Les Funérailles de Monsieur Lumumba*" a reçu, en 2008, le prestigieux prix Charles Plisnier.



Les Critiques Libres *Le rat des champs* 25 août 2019

-- LES FUNÉRAILLES DE MONSIEUR LUMUMBA -- Jean LEROY

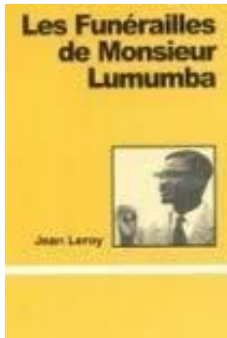


Il y a quelques années, une Commission parlementaire a reconnu l'implication de la Belgique dans l'assassinat, en janvier 1961, de Patrice LUMUMBA, Premier Ministre démocratiquement élu de la République du Congo.

Mais presque un demi-siècle après l'indépendance de l'ancienne colonie et malgré les conclusions des experts, les rapports entre Noirs et Blancs ont-ils véritablement changé ? Une relation d'égal à égal peut-elle enfin se construire sur les cendres du passé ?

--Une femme et un homme vont tenter ce pari, célébrant au bord d'une tombe vide, ces funérailles que l'Histoire a toujours refusées à Patrice LUMUMBA

L'ouvrage de Jean LEROY



--Une analyse de Philippe CHARVEIN

Cette pièce de théâtre de Jean LEROY, parue en 2007, a, pour origine, l'assassinat atroce de **Patrice LUMUMBA** le 17 janvier 1961. **Patrice LUMUMBA** qui, il faut le rappeler, n'a exercé le pouvoir que quelques mois. **Patrice LUMUMBA**, en effet, *premier ministre du Congo* - alors colonie belge - disparaissait

Représentation théâtrale en Belgique



dans des circonstances particulièrement tragiques ; ses bourreaux s'étant évertués à le faire disparaître physiquement en plongeant son corps dans de l'acide... Plus de corps... Plus de traces... Plus de souvenirs, par conséquent. Derrière le titre (« **LES FUNÉRAILLES DE MONSIEUR LUMUMBA** »), il faut lire cette volonté, chez le dramaturge, de donner à cet homme (- de lui redonner -) ce que ses bourreaux lui ont pris, arraché, volé : sa vie, son souvenir, son parcours, ses combats. Il faut impérativement la réunion de quelques personnes (à l'instar de ce qui se fait à l'occasion d'une cérémonie funéraire) afin précisément que tout ce qui a constitué la réalité de cet homme soit tiré de l'oubli, du néant... Il faut que l'on parle de lui... qu'on le pleure. Patrice et Sarah, les deux personnages qui ouvrent la pièce et nous donnent un point d'ancrage dans le réel, sont les vecteurs au moyen desquels LUMUMBA sera réintégré dans la réalité de son être, de sa personne. Sans multiplier les exemples, deux faits peuvent être mis en évidence. La dent, d'abord, qui se trouve - nous ne savons comment - entre les mains de Sarah (- peut-être la dent du Premier Ministre congolais -) et qui suscite cette réflexion de Patrice, à la page 21 « Et respecte ce qui fut un homme. » Ensuite, nous avons cette demande, formulée par Sarah, invitant Patrice à « descendre le temps » comme il « descend le fleuve... », autrement dit, à remonter dans ses souvenirs afin de restituer l'Histoire tragique dont son pays - le Congo - et lui sont issus ; une Histoire tragique à laquelle elle-même est liée en tant que petite fille de colon assassin... Autant d'éléments qui donnent du prix à ces « **FUNÉRAILLES** » s'imposant, en fait, comme un hymne à la vie ou, plus précisément, à une vie faite d'engagements et d'actions au service d'un peuple désireux d'exister en tant que tel.

Cette pièce de théâtre qu'il nous est donné de lire s'impose, de ce fait, dans toute sa charge symbolique et métaphorique : il s'agit, en effet, de redonner sa personne - son intégrité physique - et son humanité à un homme qui s'est vu refuser sa place dans l'humanité ; il s'agit de lui redonner un visage, son visage... de lui donner un prénom, son prénom : **Patrice**. Notons que c'est précisément par le biais de ce prénom que **LUMUMBA** acquiert une présence intemporelle et rejoint Sarah - la descendante du colon - avant d'explorer, avec elle, les sombres coulisses de leur Histoire commune. **LUMUMBA** qui, ainsi, retrouve la mémoire au moyen de laquelle il accède aux funérailles dont il a été privé.

Avant d'être **LUMUMBA** – et peut-être le double littéraire du premier ministre congolais – l'homme qui s'adresse à Sarah, à l'ouverture de la pièce, est... un homme précisément que l'on devine déraciné, loin de chez lui, traversé par la colère : « **Mon pays...**(parlant du Congo) **Le vôtre. Un jour, un roi à la barbe blanche est venu nous éclairer. Il est venu nous apprendre que le temps coule comme un fleuve. Que le travail peut grandir l'homme. Caoutchouc et voie ferrée. Main coupée pour justifier chaque balle tirée dans les fortes têtes.** » (Page 23) Colère de l'homme face à la situation de son pays, livré à l'appétit et à la violence de la puissance coloniale. Le lecteur-La lectrice appréciera plus loin à cet égard la dimension symbolique de la chemise déchirée portée par Patrice au terme de sa nuit d'amour avec Sarah.

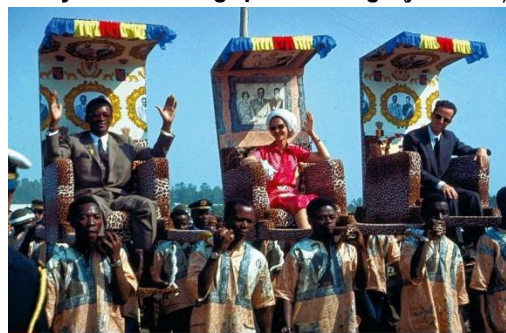
LES FUNÉRAILLES DE MONSIEUR LUMUMBA où l'occasion de faire entendre ou réentendre une voix. Celle de **LUMUMBA**, en effet, homme politique susceptible d'être reconnu et respecté en tant que tel. Une voix dénonçant avec force la colonisation et les actions délétères qu'elle a occasionnées sur son pays et sa propre carrière politique.

A la fin de la pièce, le roi **BAUDOIN**, cherchant à se dédouaner et à justifier sa politique de l'époque, s'adressera à lui en disant... « *Monsieur* ».

MOBUTU, FABIOLA et BAUDOIN 1^{er}

L'onction royale de la Belgique au Congo (juin 1970)

Cette pièce de théâtre de **Jean LEROY** est divisée en cinq tableaux... Comme pour mieux brouiller la frontière entre le présent et le passé ; entre le réel et l'imaginaire... Comme pour mieux faire ressortir cette tension –tragique- entre les êtres, enfermés dans leur propre sphère, leur propre vision –antagoniste – d'un monde ; lequel monde poursuit sa marche tout en restant le même. Quelques lignes relatives à la composition de ces cinq tableaux s'imposent. Si le premier tableau est construit autour de *Patrice* et *Sarah*, le deuxième et le quatrième s'articulent, pour leur part, autour des personnages symbolisant la puissance coloniale : le *Militaire 1* et le *Militaire 2*, de même que le roi *Baudouin*. Personnages cyniques et brutaux, à ce point inhumains que leur statut d'hommes de guerre finit par se confondre totalement avec leur identité (ils n'ont pas de noms à proprement parler), responsables, par ailleurs, de la disparition brutale du Premier Ministre congolais et dont l'unique préoccupation est d'assurer – par tous les moyens – la pérennité des intérêts économiques de leur propre pays. Il est intéressant de constater que les Militaires, dans le tableau quatre, sont devenus... des hommes d'affaires dénués de tout scrupule. Dans les tableaux trois et cinq, *Patrice* et *Sarah* tentent de trouver une place dans un monde – le monde contemporain – traversé par les crises et les violences de toutes sortes, de favoriser l'émergence d'un lien inscrivant tous les êtres humains dans l'humaine condition.

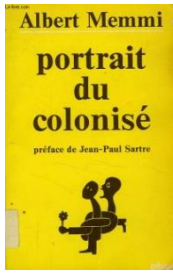


Mais peut-être est-ce précisément en cela que réside l'importance de ces « **FUNÉRAILLES** » : réinscrire un homme au cœur même de la violence d'un monde et d'une Histoire traversés par les soubresauts, les convulsions ; lui redonner la possibilité d'affirmer un « *Je* », de défendre et revendiquer un projet ; de s'opposer aux pillards ; d'aimer et de croire – malgré tout – en un lendemain meilleur. A ce stade de notre réflexion, il nous semble impossible de ne pas établir un lien entre la pièce de **Jean LEROY** et celle d'**Aimé CESAIRE** (écrite en 1966, soit cinq ans après la mort de **LUMUMBA**) « **Une saison au Congo** ». Pièce dans laquelle le dramaturge martiniquais met en scène le Premier Ministre congolais, confronté aux appétits sans bornes de ces hommes de pouvoir économique. Cette confrontation, en effet, a certainement influencé l'échange rude, dans le tableau quatre, entre l'homme politique – surgi du néant – et ceux qui l'ont supprimé. Echange au cours duquel **LUMUMBA** dénonce les méfaits de la politique menée par la puissance coloniale symbolisée par le souverain et ses sbires.

Philippe CHARVEIN Professeur de lettres modernes au collège le Carbet
12 avril 2022

-- « **PORTRAIT DU COLONISÉ** », d'Albert MEMMI : le procès de la colonisation
« *Le colonisateur qui se refuse* », c'est celui qui quitte la colonie sans esprit de retour pour ne pas être associé au « *fait colonial* ».

Albert MEMMI 1920-2020



Aux côtés de Jean AMROUCHE, Kateb YACINE, Mohammed DIB et autres Alioune DIOP, M. Albert MEMMI, déjà connu par deux romans dont nos meilleurs critiques ont fait l'éloge entreprend à son tour dans ce petit livre le procès de la colonisation et, comme ses émules africains, prouve d'abord par son exemple que la culture française peut être aussi parfaitement assimilée sous toutes les latitudes et avec toutes les ascendances ethniques qu'au cœur de la métropole. Il faut



souscrire à cette affirmation du jeune romancier tunisien que « *les colonisés qui réussissent sont habituellement supérieurs aux Européens de même catégorie. On peut être assuré avec eux qu'ils l'ont mérité* ». Et souscrire aussi à la défense qu'il fait des Nord-Africains en général contre le reproche usuel, par exemple, de « *paresse* » : lequel ne tient compte ni de la sous-alimentation, ni du manque de formation technique, ni des bas salaires, peu propres à exciter l'ardeur au travail, ni – ajouterons-nous – du climat, qui fait qualifier aussi injustement en Europe les paysans d'Italie méridionale.

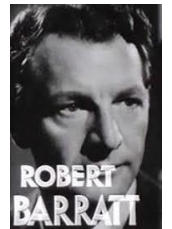
Tout ce que M. Albert MEMMI écrit à la charge des colonisateurs ou à la décharge des colonisés, amenés par le désespoir au nationalisme exacerbé, à la révolte armée et au refus catégorique de cette assimilation naguère tant désirée, ne peut guère être contesté. Certains s'accorderont même avec lui pour juger comme une anomalie sans avenir la situation du « *colonisateur qui se refuse* », c'est-à-dire qui sympathise avec le colonisé au point de prendre fait et cause pour lui en toutes circonstances, sans cesser cependant d'être et de se sentir autre. Odieux à ses compatriotes, qui le tiennent pour un traître, il demeure sans autorité, estime M. Albert MEMMI, sur les autochtones qu'il défend. « *Qu'il n'essaye pas de prendre quelque initiative, de déclencher une grève, par exemple, il vérifierait aussitôt son absolue impuissance, son extériorité.* » Sans doute, mais qu'en conclure ?

André MANDOUZE 1916-2006

Que les efforts d'un André MANDOUZE, 1939-1976



Militant de l'antifascisme et de l'anticolonialisme, et d'un Robert BARRAT, militant catholique de la lutte anticolonialiste, voire des prêtres de la Mission de France, sont inutiles ? Malgré l'hommage qu'il rend en passant à l'Église catholique, cela semble bien être la pensée de M. MEMMI, de même qu'ailleurs il déclare inadmissible que des Européens puissent prétendre à un statut spécial dans un pays colonisé



après qu'il ait obtenu sa pleine indépendance. « *Le colonisateur qui se refuse* », c'est celui qui quitte la colonie sans esprit de retour pour ne pas être associé au « *fait colonial* ».

Si cette position devait prévaloir au Maroc, en Tunisie et en Afrique noire il n'est pas sûr que les gouvernants de Tunis, de Rabat, d'Abidjan et d'ailleurs s'en montreraient fort satisfaits. Certes, les « *moins de trente ans* » sont plus exigeants que leurs aînés, note M. MEMMI. Mais où y a-t-il plus de vérité (ne parlons pas de sagesse) ? L'argumentation de M. Albert MEMMI devient singulièrement faible quand il oppose aux progrès insuffisants mais incontestables réalisés en Afrique ou en Asie sous l'action des Européens ceux qui auraient pu se produire sans eux. Nous sommes ici dans le domaine de la pure hypothèse, sans qu'un seul exemple pertinent puisse être apporté à l'appui d'un désir émouvant de spontanéité dans le réveil national, malheureusement contredit par l'histoire. Faut-il rappeler l'état d'anarchie et de misère où la France au début du siècle a trouvé le Maroc, l'un des territoires africains au passé le plus glorieux cependant ? Le Japon serait-il devenu la grande puissance qui a failli dominer toute l'Asie après 1905 s'il ne s'était pas mis à l'école de l'Occident ? L'immense Chine rougit-elle de ce qu'elle doit à Moscou, et l'Inde à l'Angleterre, qui continue d'éduquer son élite pensante ? Le Cameroun et le Ghana, livrés à eux-mêmes, feraient-ils mieux ? Nous en reparlerons dans vingt ans.

Maurice VAUSSARD Archives Le Monde 2 août 1957

-- Décembre 1961 : " LES DAMNÉS DE LA TERRE " de Frantz FANON 1925-1961

Si véhémentes et catégoriques que nous aient paru, ces dernières années, les dénonciations du régime colonial dues à Aimé CESAIRE et à Albert MEMMI, à SEKOU TOURE et à Fidel CASTRO, proses et poèmes anticolonialistes paraîtront désormais fades quand on les comparera à cette "Apocalypse de la décolonisation" qu'est le livre-testament de Frantz FANON, psychiatre martiniquais qui avait choisi de se faire nationaliste algérien. Auteur de "Peau noire, masques blancs" et de "L'An V de la Révolution algérienne", le docteur Frantz FANON devait mourir à trente-sept ans au mois de décembre 1961.

LES DAMNÉS
DE LA TERRE

LES DAMNÉS DE LA TERRE : le titre donne bien le ton de ce pamphlet total, dévastateur, poignant, qui tire son pouvoir émotionnel de la puissance verbale et de la maîtrise dialectique de l'auteur tout autant que de l'authenticité du témoignage porté et qui tranche heureusement sur la préface de Jean-Paul SARTRE, monument de masochisme et de " racisme antiraciste ", pour reprendre une expression de l'auteur des *Réflexions sur la question juive*.



Que FANON ait rédigé son livre se sachant condamné, qu'il soit mort en corrigeant les dernières épreuves de son livre, ne va pas sans conférer une particulière " force de frappe " à ce long cri de haine et de fraternité. Face à la mort, certains trouvent la sérénité. Frantz FANON y a puisé plus de force pour clamer sa fureur.

Écoutons-le : " **La décolonisation, qui se propose de changer l'ordre du monde, est un programme de désordre absolu. La violence qui a présidé à l'arrangement du monde colonial sera revendiquée et assumée par le colonisé. Dans le contexte colonial, le colon ne s'arrête dans son travail d'éreintement du colonisé que lorsque ce dernier a reconnu à haute et intelligible voix la suprématie des valeurs blanches. Dans la période de décolonisation, la masse colonisée se moque de ces mêmes valeurs, les insulte, les vomit à pleine gorge...** "

A partir de ces prémisses. Frantz FANON dénonce tour à tour toutes les formes de "coopération", d'"association", et plus généralement de "compromis" susceptibles d'intervenir entre une organisation révolutionnaire tendant à la décolonisation et l'ancienne puissance coloniale. Ce ne sont pas seulement les voies choisies par l'Inde ou la Tunisie, par le Maroc ou le Liban qui sont ici dénoncées, mais celle aussi dont allait débattre pendant l'hiver 1961-1962, sur le thème d'une coopération future, le nationalisme algérien auquel FANON avait voué sa vie. [...]

Mais ce n'est évidemment pas là le grief que l'on fera aux DAMNÉS DE LA TERRE. Le refus de se plier aux "exigences" de la politique ne saurait disqualifier le sociologue ou le philosophe, mais plutôt le mépris pour les données constantes de l'histoire, et la tentative de fonder une civilisation sur l'exaltation de la violence et de la race.

A quoi prétend Frantz FANON, sinon à décrire un monde sans histoire autre que coloniale, commençant littéralement au moment du "viol colonial". A Stanley, à Bugeaud, à Mangin ? Avant n'était que le paradis rousseauiste. Après le seul pillage. Enfin le massacre salutaire du maître étranger. La description d'un tel itinéraire peut certes fournir les éléments d'une immense cure de désintoxication psychique aux peuples secoués et dépersonnalisés par la greffe étrangère. Mais qu'il est donc périlleux de proposer des simplifications si péremptoires aux cadres et aux masses !...

Les nouvelles nations, chacun le voit bien, ne se fonderont que sur la vérité, et devront bien, tôt ou tard, intégrer les diverses phases de leur histoire - *primitivisme, féodalisme, impérialisme, dissociations, regroupements*, enfin **colonisation** - plutôt que se crispent furieusement sur cette dernière phase, en tentant de rejeter la responsabilité de tous leurs maux sur les derniers envahisseurs étrangers. [...]

Les DAMNÉS DE LA TERRE restera probablement l'un des témoignages indispensables à la connaissance de notre temps. [...] Les nouvelles élites se réfèrent volontiers au livre du psychiatre martiniquais, mais beaucoup pensent que, s'il fallait que cela fût écrit, d'autres préoccupations doivent prendre le dessus. [...]

Jean LACOUTURE <https://www.lemonde.fr> le 23 février 1962

✓ **Patrice LUMUMBA à quelques heures de son arrestation explique, dans un bref entretien à Albert HERMANT, les raisons qui ont motivé son discours imprévu du 30 juin face à KASA-VUBU et BAUDOUIN 1^{er}**

Mon discours du 30 juin n'était en rien dirigé contre le roi que je considère comme un homme honnête sans pouvoirs réels, ni contre le colonisateur. Il se voulait une réplique cinglante à l'allocution du président KASA-VUBU qui selon nos accords, aurait dû me soumettre le texte de son discours et ne l'a pas fait. De plus, cet exposé, célébrant les mérites et les réalisations du pouvoir colonial, était l'exacte réfutation des propos xénophobes et revanchards qu'il développait en conseil restreint ou en privé. Cette duplicité, qui ne se démentira plus, me mit dans une colère froide, ma parole dépassa peut-être ma pensée, mais c'était sous l'influence de votre compatriote Jean VAN-LIERDE [...]

Donc, selon vous, je suis un suppôt du communisme : sachez bien que je suis au courant du désenchantement généralisé de la population. [...] Mais n'est-ce pas un moindre mal, quand vos prétendus amis vous lâchent et, mieux encore, veulent-vous asservir par des malversations et le pillage, oh, rien de violent, en réalité, une duperie planifiée par des spécialistes.

Au Ghana et au Nigeria, les Anglais, quoique distants, étaient toujours polis et sans la moindre acrimonie à l'égard de leurs administrés. Dans les ex-colonies françaises, des centaines d'étudiants étaient, chaque année, envoyés dans les universités et les hautes écoles. En Angola et au Mozambique, les Portugais vivaient en parfaite harmonie avec les populations locales. Vous autres Belges, vous n'avez pas formé un seul universitaire, un seul officier et, ce qui est pis, vous nous avez toujours traité avec arrogance, dédain, condescendance... [...] Nous voulons, primo, réviser les frontières arbitrairement fixées à Berlin par des diplomates ignorant tout de l'Afrique, en vertu d'intérêts contradictoires qui ne sont pas ceux des populations...

Les troubles de Léopoldville, le 4 janvier 1959, servirent de déclic et forcèrent le gouvernement belge à réagir rapidement et à modifier une tactique en vigueur depuis toujours : de paternaliste et tatillonne, elle devient laxiste et permissive... [...] La réserve d'or de la banque du Congo fut expédiée en Belgique, colons et commerçants transférèrent en Europe une grosse partie des fortunes acquises par la spoliation des indigènes ... Un convoi de prostitués avait quitté les bas-fonds de Bruxelles pour desservir les maisons de passe à Léopoldville. Cela, je ne pouvais l'accepter. [...]

Je réalisai que nous avions commis une erreur fatale : nous nous étions livrés, pieds et poings, à l'ogre américain. Effectivement, l'ambassadeur TIMBERLAKE devint le véritable meneur de la politique gouvernementale, en devenant l'âme damnée de mon fils spirituel, de celui qui me devait tout, son grade de colonel, son ascension rapide, le sergent comptable MOBUTU. C'était un compagnon de la première heure. Je m'étais rendu compte qu'il était alcoolique, obséquieux avec les puissants, mais qu'il puisse devenir judas et félon, je ne le pensais pas. [...] L'oncle Sam TIMBERLAKE, le faiseur de rois, appela le vendu MOBUTU, lui enjoignit de conclure un cessez-le-feu avec une armée katangaise n'existant nulle part ailleurs que sur papier et de donner l'ordre à nos troupes d'évacuer la province sécessionniste. [...] Cette forfaiture impardonnable de MOBUTU allait permettre aux d'ASPREMONT LYNDEN, WEBER et consorts de constituer une gendarmerie katangaise, ramassis de mercenaires de toutes nationalités, sans la moindre responsabilité et légalité. [...] Toujours empressé à satisfaire ses bailleurs de fond et fournisseurs de whisky, le colonel monta à mon encontre une véritable coalition d'opposition où l'on retrouvait pêle-mêle KASA-VUBU et TSHOMBE qui avec l'aide de la sureté belge et de Radio Makala nous abreuyaient d'injures. [...] Le président nomma un Premier ministre, monsieur ILEO, gouvernement mort-né n'ayant jamais obtenu le quorum nécessaire à l'investiture. [...] Par deux fois la CIA a tenté de m'assassiner. [...] Si par malheur je devais être pris, MOBUTU n'aurait d'autre alternative que de me supprimer physiquement. Oh, il est bien trop lâche pour le faire lui-même où en donner l'ordre, redoutant de prendre la responsabilité d'un tel acte... Si Patrice devait disparaître... Tout un peuple continuera à le croire vivant, à attendre patiemment son retour, des années s'il le faut, pour les délivrer d'un néocolonialisme acharné à sa ruine.

Témoignage "Les dernières paroles d'un homme libre" extrait de « LUMUMBA un crime d'Etat »

Colette BRAECKMAN

❖ **Les mercenaires français au Congo : L'influence française, dans la sécession katangaise, du système FOCCART en Afrique**

Le Katanga proclame son indépendance dans le cadre de la délicate décolonisation du Congo belge en 1960 et donne lieu à la première concentration de plusieurs centaines de combattants étrangers. Ils sont enrôlés par le gouvernement sécessionniste de Moïse TSHOMBE. Rapidement désignés sous l'appellation d'« Affreux », ces hommes sont le premier signe tangible de la recrudescence du mercenariat qui caractérise ensuite les conflits postcoloniaux sur fond de Guerre froide en Afrique.

Dès sa proclamation, le **11 juillet 1960**, le gouvernement sécessionniste katangais doit se préparer à la riposte du gouvernement de Patrice LUMUMBA, lequel réclame le retour de la province séditeuse dans le giron de la République congolaise.

Ainsi, l'engagement des mercenaires français doit-il être mis en relation avec la nouvelle politique africaine de la France à l'heure des indépendances. Pour Paris, comme pour Bruxelles, Pretoria ou Salisbury, la géopolitique des États qui s'impliquent dans cette crise congolaise peut être esquissée à travers les logiques qui guident l'envoi de combattants.

*Jacques FOCCART : "Monsieur Afrique"
1913 - 1997*

Au début des années 1960, le système de défense, voire d'extension, du « pré-carré » français en Afrique se met donc en place sous la houlette de Jacques FOCCART, l'énigmatique "Monsieur Afrique du Général DE GAULLE", c'est-à-dire de l'Élysée. L'aide française se manifeste par des facilités pour des livraisons d'armes au gouvernement de Moïse TSHOMBE. En **1961**, un pilote rapporte dans la presse avoir amené 4 avions Dornier de Munich à Kolwezi. Le parcours emprunté par la petite escadrille dessine une carte des relais de Paris dans sa politique interventionniste au Congo. En effet, au lieu d'un vol direct en direction du Congo-Léopoldville, après le survol de l'Algérie avec « l'autorisation de la force aérienne française » jusqu'à Tamanrasset, « le Français qui commandait notre formation décida de traverser le Cameroun », rapporte à la presse l'un des convoyeurs. Le Congo-Léopoldville est ensuite contourné par l'ouest avec une escale à Libreville au Gabon, dirigé par Léon MBA, homme à multiples facettes président du Gabon, le pays s'insère dans les réseaux de Jacques FOCCART. L'escadrille passe ensuite par l'Angola. Soucieux de conserver sa colonie, le Portugal de Salazar se montre solidaire de toutes les initiatives européennes qui affaiblissent les nouveaux pouvoirs issus des indépendances. Enfin, les avions entrent dans l'espace aérien congolais à proximité immédiate du Katanga.

Les mercenaires ou "Affreux" en Afrique

Pour conclure, on peut donc considérer que la sécession katangaise permet à Jacques FOCCART d'intégrer les mercenaires comme l'un des principaux outils imaginés pour mettre en œuvre la politique de maintien, voire d'extension ici, du « pré-carré » français en Afrique. Sur la scène du Congo-Léopoldville, comme sur d'autres, on constate que les choix français divergent de ceux des États-Unis, chef de file du bloc occidental. Une autre difficulté consubstantielle à la mise en place de ce système mercenaire est l'articulation avec la puissance coloniale belge au Congo, théâtre d'opération qui joue un rôle majeur dans la mise en place du système (Katanga puis crises congolaises de 1964 à 1967).



Walter BRUYERE-OSTELLS *L'influence française dans la sécession katangaise : naissance d'un système mercenaire* Relations internationales p. 157 à 172 2015/2 N° 162

❖ **Août 1960 : Complots à Brazzaville, Jacques FOCCART et ses sbires au service du président l'Abbé Fulbert YOULOU pour des tractations et des compromissions visant à l'élimination de Patrice LUMUMBA**

A. MALRAUX- F. YOULOU- A. DABOVAL. *Après le Tchad, après la République centrafricaine, c'est aujourd'hui la République du Congo qui s'apprête à accéder à l'indépendance.*



Brazzaville, mai 1960 : Un vaste coup de filet est lancé au Congo, à trois mois de la proclamation d'indépendance prévue pour le **15 août 1960**. Des arrestations sont opérées à *Brazzaville, Pointe-Noire* et *Dolisie*, les trois principales villes du pays. Au sein de l'opposition, sont principalement visés des cadres d'organisations syndicales et de jeunesse. Le ministre de l'intérieur n'a été prévenu,

pour ainsi dire, que la veille de l'opération. Celle-ci a été pilotée par la présidence de la République et le *Budes - service de renseignements de la sécurité congolaise établi par des "barbouzes" français* »

L'abbé Fulbert YOULOU est entouré du ministre de la culture français André MALRAUX (gauche) et du colonel DABOVAL (droite) durant la cérémonie de l'indépendance du Congo, le **15 août 1960**. Officiellement, le mois d'août est celui de l'indépendance pour le Congo-Brazzaville. André MALRAUX [*ministre de la culture française*] représente le général DE GAULLE aux cérémonies du 15 août 1960. Jacques FOCCART est représenté par son conseiller technique, Alain PLANTEY. Pourtant, derrière les couleurs et les bruits de la fête, une autre pièce se joue en coulisse, bien moins protocolaire : à Brazzaville, les complots en direction de l'ancien Congo belge se multiplient. Avec l'arrivée de Jean MAURICHEAU-BEAUPRE, archétype de la "*barbouze française*" et *missus dominicus* de FOCCART en personne. Le dossier semble largement entre les mains des « *barbouzes* » qui s'efforcent de naviguer au mieux des intérêts défendus à Brazzaville dans les méandres de la guerre froide.

Jean MAURICHEAU-BEAUPRE 1920-1996

Secrétaire général de l'Élysée aux affaires africaines et malgaches entre 1960 et 1974, Jacques FOCCART est souvent décrit comme l'homme le plus puissant de la V^e République française, pour le rôle central qu'il a joué dans les relations obscures entre la France et l'Afrique. Il fut l'artisan de la dépendance et de la « *françafrique* », d'abord sous la présidence *Charles DE GAULLE*, puis sous *Georges POMPIDOU* et enfin sous *Jacques CHIRAC*. Celui que l'on nommera plus tard « *Monsieur Afrique* » avait pour ainsi dire l'exploitation des Noirs dans le sang



Le nom de FOCCART est évoqué dans un grand nombre de conspirations et de putschs menés en Afrique. Ses réseaux sont soupçonnés d'avoir soutenu la sécession du Katanga, une province du Congo belge riche en uranium, en cuivre et en cobalt et sujette aux convoitises de la France

Insignes du SDECE créé en 1945 André LAHAYE, commissaire **Logo de la DGSE remplaçant le SDECE en 1982**



de la Sûreté belge, et le lieutenant-colonel Louis MARLIÈRE, officier belge conseiller du colonel MOBUTU, jouent un rôle actif dans les complots *anti-Lumumba* de part et d'autre du Pool, au mois d'août 1960. Ces hommes sont en contact à Brazzaville avec Alfred DELARUE et Antoine HAZOUME - *conseiller et directeur de cabinet du Président YOULOU-- et*



agent du SDECE [Service de Documentation Extérieure et de Contre-espionnage]. Une rencontre entre LAHAYE et DELARUE est attestée dès le **8 août 1960**. « Monsieur Charles » et Antoine HAZOUME développent, devant l'agent de la Sûreté belge, leurs thèses pour la lutte anticomuniste au Congo-Léopoldville.

Pour eux, Joseph KASA-VUBU ne peut plus incarner le principal courant d'opposition à LUMUMBA, car, quoique président de la République, il est politiquement trop faible face à son premier ministre.

Nota Bene : Monsieur *Charles*, un autre barbouze débarqué à « Brazza » en 1959. Son vrai nom, c'est Alfred DELARUE. Ancien policier sous l'Occupation, spécialiste de l'arrestation de résistants, il est condamné à vingt ans de prison à la Libération. Il s'évade en 1947 puis navigue sous différentes fausses identités dans les officines anticomunistes. Jacques FOCCART, ancien résistant, se fiche du passé de DELARUE. Il a besoin de quelqu'un d'habile, capable de soutenir l'homme qu'a choisi la France pour diriger le Congo indépendant : l'abbé Fulbert YOULOU. Ça tombe bien, Monsieur *Charles* sait faire preuve de pragmatisme politique. À propos des Congolais, il écrit ainsi dans un rapport au Premier ministre Michel DEBRE : « **Ce peuple ira d'un côté ou de l'autre. Autant que ce soit du nôtre.** »

Antoine HAZOUME 1920-1966

Alfred DELARUE, alias "**Monsieur Charles**" – ancien inspecteur des RG, un peu en retrait protocolaire mais véritable pilier de la sécurité à Brazzaville – considère le facteur ethnique comme le barrage le plus efficace à LUMUMBA. Le rapport de LAHAYE, rédigé le 9 août 1960 au lendemain de son entretien avec " Monsieur Charles ", est sans équivoque : « **La seule solution, selon DELARUE, est de faire jouer actuellement les particularismes ethniques avec les risques que cela comporte de façon à isoler LUMUMBA dans son fief de Stan.**



Avec tous les états qui se sont constitués ainsi, il convient de bâtir une très large fédération (...). DELARUE déclare **ne pas mener une politique française, mais pro-occidentale, pro-européenne. J'ai eu encore contact avec HAZOUME qui m'a fait part de la confiance dans le résultat final, c'est-à-dire l'éviction de LUMUMBA.** »

Nota Bene : Brazzaville, dans ces années de décolonisation, est considérée comme l'une des lignes de front de la lutte anti-communiste en Afrique francophone. Paris veut à tout prix que le futur Congo indépendant ne soit pas tenu par les « rouges », mais par un responsable politique ami. Le pouvoir de l'abbé YOULOU doit être renforcé. Son parti consolidé. Des Français pilotent une réorganisation de l'UDDIA. Antoine HAZOUME, qui a été remarqué lors d'un séminaire du parti sur la lutte anti-communiste, est choisi pour occuper la double fonction de directeur du cabinet politique de YOULOU et de président du comité exécutif de l'UDDIA. C'est dans ces années également qu'il est recruté par le SDECE.

C'est à Fort-Lamy que l'histoire d'Antoine HAZOUME prend fin, de manière tragique. On retrouve son corps dans la chambre 108 de l'hôtel La Tchadienne. Les responsables des services français sont persuadés qu'il a été empoisonné.

« **Antoine HAZOUME. Le médecin avait conclu à un empoisonnement sans pouvoir déterminer toutefois la nature du poison. (...) Il n'avait aucune raison connue ou supposée de se suicider. Je le connaissais bien, ainsi que son épouse, elle aussi béninoise, et ses enfants. Une famille sans problèmes.** »

Maurice ROBERT ancien chef du secteur Afrique du SDECE de 1958 à 1968.

Le 8 août 1960, parallèlement aux entretiens de DELARUE et LAHAYE, une délégation katangaise arrive à Brazzaville et y séjourne l'essentiel du mois. Des accords d'alliance sont sans doute établis entre les Etats sécessionnistes du Sud-Kasaï et du Katanga, sous le patronage de Brazzaville. Dans un style aussi diplomatique qu'euphémique, Yvon BOURGES [haut-commissaire en Afrique équatoriale française] conclut dans ses synthèses politiques : « **Brazzaville a offert aux adversaires du régime Lumumba une base fort commode avec l'assentiment du président YOULOU et l'aide de son entourage politique. (...) YOULOU est un des chefs de la résistance à LUMUMBA et au communisme et tend sur le plan moral à supplanter KASAVUBU accusé de mollesse. (...) Il y a dans son attitude, autour d'un peu de réalité, une part de rêve et une part de jeu.** »

« Monsieur Charles », quant à lui, suit personnellement et avec une très grande attention les moindres évolutions de la politique au Congo-Léopoldville. C'est ainsi que le 25 août 1960, il franchit en toute discrétion le fleuve pour aller s'informer par lui-même sur la conférence panafricaine de Léopoldville. Dans sa mission, il trouve le concours de membres de l'Abako et de Fulbert LOCKO [à la tête du *Budes*, le service de renseignement créé par « Monsieur Charles » pour l'abbé YOULOU].

Jean-Pierre BAT *La fabrique des Barbouzes : Brazzaville contre LUMUMBA*
Le Monde Afrique 17/02/ 2015

Jean OMASOMBO TSHONDA *Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation*
Open Edition Journals N°173-174 année 2004

❖ Messages et lettres de prison de Patrice LUMUMBA

✓ Lettre de Patrice LUMUMBA, incarcéré à la prison de *Stanleyville*, à son avocat *Jules RASKIN*

Stanleyville, le 24 décembre 1959

Je t'écris cette lettre de la prison de Stanleyville où je suis incarcéré depuis deux mois. J'ai à la suite des incidents de Stanleyville, été inculpé du chef d'atteinte à la sûreté de l'Etat et d'avoir incité la population à ne pas voter.

Prison de *Stanleyville*

Jules RASKIN

Démenti formel pour ce second chef d'accusation : mon parti, le *M.N.C.* remporte 90% des voix dans toutes les communes africaines de Stanleyville. Dans une commune (Lubunga) où sont prévus 17 sièges, le *M.N.C.* a présenté une liste avec 16 candidats : tous les 16 candidats ont été élus, toute la liste a été votée en bloc par tous les électeurs. Jamais, un parti politique au Congo, n'a remporté une pareille victoire.



Né en 1929 -Mort 2018

L'accusation est franchement très fragile, mais au contraire, les préoccupations politiques passent au-dessus de la justice. Je ne mérite pas du tout ce traitement inhumain qui m'est infligé par les colonialistes : je perds mon temps en prison au lieu de poursuivre ma mission, mission pour laquelle j'ai sacrifié tous mes intérêts, ma famille – qui vit aujourd'hui seule (ma jeune femme avec 4 enfants en bas âge, abandonnée seule, démoralisée, pleurant jour et nuit à Léopoldville à cause de ma détention). Je n'ai qu'un idéal : voir le Congo accéder sans retard ; au rang des peuples libres. C'est pour avoir osé revendiquer, avec persévérance, notre *Liberté* que je connais aujourd'hui ce sort.

Mais je ne perds pas confiance. Je compte toujours sur le concours des amis de la liberté. J'ai tous mes frères derrière moi. Le *M.N.C.* est un mouvement de foi, de restauration et de construction nationale. Malgré les brimades nous serons toujours debout.

Je sais que la liberté est l'idéal pour lequel, de tout temps, les meilleurs parmi les hommes ont su combattre et mourir.

On peut continuer à nous tuer comme des lapins. Nous n'avons pas d'armes et nous n'avons aucune intention de faire la guerre, ni même de commettre des actes qui peuvent nous déshonorer. Notre doctrine est basée sur la non-violence, nous ne voulons pas la barbarie. Nous ne sommes pas de simples combattants de la liberté, et nous ne cesserons de le proclamer publiquement.

Tu sais que par suite de ma tournée de conférence en Belgique en mai dernier, la société coloniale qui m'employait, m'avait offert un préavis de licenciement. Dès mon retour au Congo, je m'étais mis entièrement au service du peuple, partageant avec lui son sort. Abandonnant mes fonctions de Directeur commercial, j'étais réduit, ma femme et mes enfants, à une situation matérielle extrêmement précaire. Avec des modestes économies que j'avais, j'ai dû monter un journal pour mon parti (*L'Indépendance*) et aussi, pour avoir de quoi nourrir ma famille pendant que je parcourais le Congo pour prêcher la nation de l'indépendance.

Dès mon arrestation, un numéro du journal fut saisi par l'Administration, saisie entraînant une perte de 45.000 frs. Tous ces coups m'ont été portés (sur moi-même, sur mon parti, sur ma famille) dans le seul dessein de m'anéantir. Mon parti, malgré les manœuvres d'obstructions, sort victorieux des élections et il poursuit son action : moi-même, je crois que je ne mourrai pas plus que mes quatre gosses et mon épouse. Le coup est certes dur, mais je pense que l'orage passera.

Le vote massif de la population pour mon parti prouve éloquemment de la confiance que celle-ci met en moi. Tous les élus m'attendent impatiemment pour leur donner des directives. Une sérieuse tension psychologique règne au sein de la population à cause de ma détention prolongée et qui ne s'explique pas.

Voudras-tu présenter à notre honorable Docteur chez qui nous avons été lors de notre passage à Liège (son nom m'échappe malheureusement au moment où je t'écris cette lettre) mes respectueuses salutations. Je lui en suis très reconnaissant et je lui écrirai quand je serai dans de bonnes dispositions.

Veux-tu lui dire combien je compte sur son appui moral ?

Veux-tu présenter mes respectueux hommages à ta charmante épouse ? Je pense que ton enfant se porte bien ;

Mon cher Jules, je t'embrasse amicalement.

P. LUMUMBA. Président national du M.N.C.,
détenu à la prison de Stanleyville

✓ **Message de LUMUMBA à son peuple**

Cette indépendance du Congo, si elle est proclamée aujourd'hui dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal à égal, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang.

✓ **Message de NOUVEL AN de Patrice LUMUMBA au peuple congolais**

A ce premier jour de l'an 60, j'adresse à tous mes frères congolais mes vœux les plus fraternels pour une heureuse année.

Bien que me trouvant dans la captivité, mes pensées sont, jour et nuit, auprès de tous mes frères et de toutes mes sœurs.

Bien qu'isolé dans ma geôle de Stanleyville, ces pensées s'envolent et m'unissent à eux à chaque instant.

Je demande à tous de ne pas perdre courage : qu'ils poursuivent sous le signe de l'union et de la fraternité, l'œuvre commencée.

Ils n'ont aucune raison de désespérer : une lueur d'espoir pointe à l'horizon du Congo.

L'épreuve est certes dure, mais je pense que l'orage passera, et que nous aurons le plaisir de nous revoir, et groupés autour d'une table ronde, nous chanterons, au son des tams-tams et des clarinettes, la liberté.

Et sans rancune, ni haine, nous procéderons ensemble, avec l'appui et le concours des amis de la liberté, à la reconstruction et la réhabilitation nationales.

J'ai fait un choix : c'est celui de servir notre patrie avec loyauté et désintéressement. Cette vocation, je l'ai choisie par idéal et non pour un intérêt quelconque. Je ne me détournerai pas de cette voie, qui est la seule voie du statut pour notre peuple.

Je rappelle à tous que la liberté est l'idéal pour lequel, de tout temps, les meilleurs parmi les hommes ont su combattre et mourir. Tous les peuples, parsemés sur le globe terrestre ont, depuis l'antiquité jusqu'à ce XX^e siècle, vécu ces réalités.

Le Congo ne saurait, à moins d'un miracle, échapper à ces réalités.

J'attends la fin des événements avec calme.

Je demande à tous ceux et celles qui ont un attachement à moi, de ne pas haïr mais de ne viser qu'une chose : le triomphe de la justice et de la liberté, dans l'amour et la solidarité.

Puisse l'année 1960 être l'année de la liberté et de la justice pour notre cher Congo. Puisse l'année Nouvelle nous apporter la paix et l'espoir tant désirés.

Ce, 1^{er} janvier 1960 **P. LUMUMBA.** Président national du M.N.C.
prison de Stanleyville.

✓ **Lettre à Jules RASKIN**

Mon cher Jules

... Emmanuel NZUZI, délégué de l'Union de la jeunesse et qui était venu avec moi à Léopoldville, a été arrêté le même jour que moi : il est en prison. Il est presque torturé moralement par le parquet : on lui reproche de s'être trop intéressé à la doctrine marxiste etc. etc. Tu vois donc qu'il s'agit en quelque sorte d'un délit d'opinion ; moi comme mes lieutenants nous sommes victimes à cause de nos opinions politiques et philosophiques.

Toute la population congolaise, opprimée et bâillonnée, est derrière moi. Si j'étais libéré dès maintenant, je battrais le record aux prochaines élections provinciales et législatives. On me maintient en prison parce que l'Administration coloniale a peur que je renverse sa vapeur ; les résultats du 20 décembre dernier ne sont qu'un prélude pour une victoire finale.

Il faut déployer toutes les forces pour qu'on brise ces chaînes, ce serait alors le déclin du catholicisme réactionnaire et destructeur de la conscience nationale et le triomphe d'une nouvelle idéologie, libératrice des consciences des populations aujourd'hui assujetties. Et c'est par centaines que nos amis de Liège viendront au Congo pour nous aider dans la construction de notre gigantesque Pays.

Fraternellement.

P. LUMUMBA Président national du M.N.C. Prison de Stanleyville

Nota Bene : Le 4 janvier 1961, treize jours avant sa mort, LUMUMBA réussit à faire sortir clandestinement deux lettres de sa prison. La première est un message aux dirigeants des Nations-Unies, dans laquelle il décrit les conditions dans lesquelles les prisonniers sont détenus au *camp de Hardy*.

✓ **Le message aux dirigeants des Nations Unies**

« Je me trouve avec sept autres parlementaires – entre autres le président du Sénat, M. OKITO – un fonctionnaire et un chauffeur. En tout, nous sommes donc dix. Nous sommes enfermés dans des cellules humides depuis le 2 novembre 1960 et pas une seule fois on ne nous permis de sortir. Les repas qu'on nous apporte (deux fois par jour) sont très mauvais : souvent pendant trois ou quatre jours, je ne mange rien, me contentant d'une banane. J'ai informé de cela le médecin de la Croix-Rouge qu'ils m'ont envoyé et ceci en présence du colonel de THYSVILLE. J'ai demandé à ce qu'on m'achète des fruits avec mon argent car la nourriture qu'on me donne ici est mauvaise. Bien que le médecin ordonne l'autorisation, les autorités militaires qui me gardent me le refusent, disant qu'elles suivent en cela l'ordre reçu par le chef de l'état, le colonel MOBUTU. Le médecin de Thysville m'a prescrit une petite promenade chaque soir afin que je sorte un peu de la cellule, mais le colonel et le commissaire de district le refusent. Les vêtements que je porte déjà depuis trente-cinq jours n'ont jamais été lavés. Il m'est interdit de porter des souliers.

En un mot, nous vivons dans des conditions tout à fait inadmissibles et qui sont contraire aux règlements.

En plus, je ne reçois pas de nouvelles de ma femme et je ne sais même pas où elle se trouve. Je devrais normalement recevoir sa visite, comme cela est prescrit par le régime pénitentiaire congolais. »

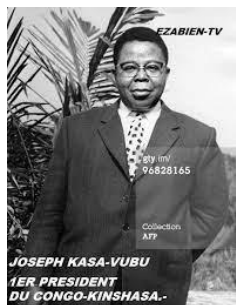
- Une seconde lettre est adressée à son neveu Albert ONAWELO, P.LUMUMBA y donne plus de détails sur sa détention, et parle aussi de l'appui qu'il reçoit de certains soldats :

✓ **La lettre à son neveu**

« Je suis ici avec sept députés ainsi que Joseph OKITO. Nous sommes enfermés dans des cachots, obscurs tous les jours depuis le 2 décembre 1960. La nourriture qu'on nous donne (la chikwangue et le riz est infecte et sale et je passe trois ou quatre jours sans manger. En outre je souffre d'estomac (constipation). [...] C'est vraiment dur et c'est pire que du temps des colonialistes. Si un soldat nous donne, ne fût-ce qu'une banane, on l'arrête et on le met au cachot. Malgré tout plusieurs soldats viennent en cachette pour essayer de m'aider »

❖ **Patrice Emery LUMUMBA, Joseph KASA-VUBU, deux tempéraments forts et opposés, un style propre à chacun en lutte pour la même cause, le même objectif : La Présence de l'Etat**

Une image réductrice n'a cessé de s'imposer dès la fin de juin 1960 à Léopoldville : celle de l'inévitabilité de la partie de bras de fer entre le Président et son Premier ministre. Il est vrai que le portrait des deux protagonistes principaux de la crise congolaise est fortement contrasté.



KASA-VUBU est passé maître dans l'art du mystère. Introverti et patient, il préfère se retirer, s'isoler, se cacher, même lorsqu'il est soumis à de fortes pressions – comme ce fut le cas à la table ronde de Bruxelles ou lors de la formation de son gouvernement --. Sa longue formation au séminaire lui a inculqué un savoir scolastique, un penchant marqué pour la non-violence et le respect des traditions. Peu doué pour la parole, il est le contraire d'un leader charismatique, et on ne peut pas dire non plus qu'il recherche le pouvoir avec la frénésie d'un LUMUMBA. Il a tendance à suivre l'événement plutôt qu'à le précéder ou à le provoquer. « KASA-VUBU, écrit l'historien Laurent Monnier, fut adopté par les Bakongo comme leur leader incontesté. Inconnu à l'intérieur avant les événements de 1959, il avait entraîné cette rapide popularité précisément parce que l'Abako avait soudainement symbolisé le nationalisme Kongo [...]. Le fait que KASA-VUBU est pu dès lors se prévaloir de ce soutien massif ne traduisait que très partiellement le caractère même de cet appui populaire c'est plutôt un processus inverse qui avait joué. Enfin, une dernière donnée du tempérament politique de KASA-VUBU doit être mise en évidence : sa méfiance et son pessimisme. S'il n'a peut-être pas dit à l'issue de la table ronde de Bruxelles que "Le Congo courait à la catastrophe", il l'a sans doute pensé. Lorsqu'il se rend compte que les Belges " lâchent tout ", il s'est demandé, méfiant, "ce que cela cachait".

La figure de LUMUMBA – L'extraverti, l'optimiste, le fonceur qui saisit toutes les opportunités, l'autodidacte, l' impatient – est évidemment à l'opposé de celle de KASA-VUBU.

Mais cette opposition mène-t-elle nécessairement au conflit ? N'est-elle pas plutôt porteuse de complémentarités ? A l'époque des mutineries, le président ne s'accommode-t-il pas très bien de l'activisme débordant du Premier ministre, qui parvient à calmer le jeu partout où il passe ?

Les événements de juillet vont d'ailleurs le démontrer. Entre les 10 et 18 juillet 1960, le président KASA-VUBU et le premier ministre LUMUMBA vont parcourir ensemble le Congo, non pas, comme on l'a prétendu souvent pour s'épier, se contrôler mutuellement, mais plutôt « **pour manifester la présence de l'Etat** », chacun bien entendu dans son style propre.



Charles Paul de CURMONT - Président des chefs d'état-major interarmées belges entre 1959 et 1963 - Tous deux devront



1902-1990

subir les mêmes insultes des réfugiés, le même acte de piraterie aérienne et le même refus d'obéissance de la part des officiers belges. A Luluabourg, on l'a vu, c'est le chef de l'Etat, et non LUMUMBA, qui s'en prend aux militaires et au consul belge à propos de la manière dont « *la Belgique a pris l'habitude de décider sans les Congolais avant l'indépendance et continue après.* » Durant tout leur périple, les télégrammes de rupture avec la Belgique et d'appel à l'ONU contre l'agression belge qu'ils ont pu vivre sur le terrain sont signés par les deux hommes. De retour à Léopoldville, c'est ensemble qu'ils refusent tout contact avec Charles Paul de CUMONT venu les accueillir à l'aéroport.

Le biographe de KASA-VUBU, Charles-André GILIS, reconnaît qu'au moment où leur voyage à l'intérieur du Congo se termine KASA-VUBU et LUMUMBA – comme d'ailleurs toute la classe politique congolaise sont unis par un sentiment commun : « *La révolte contre les abus politiques de l'intervention militaire belge, le désir de sauver le Congo du morcellement auquel certains intérêts étrangers s'emploient à le vouer [...]. Ils sont l'un et l'autre à ce moment trop conscients du danger que court ce pays pour songer à leurs querelles personnelles.* »

Non content de se poser en chef d'Etat, KASA-VUBU reste aussi à l'instar de LUMUMBA mais d'une tout autre façon, un nationaliste, et non pas l'« homme des Belges », comme on l'a parfois laissé entendre. Selon le procès-verbal d'un compte rendu du Conseil des ministres du 9 août, il aurait recommandé le jour de l'expulsion définitive de l'ambassadeur Jean VAN DEN BOSCH, que l'on ne confie plus que des postes de peu d'importance aux Belges restés au Congo. « **Nous pouvons profiter de l'aide que nous apportent certains pays amis pour nous réorganiser en tout point de vue de telle sorte que dès que notre pays aura repris son calme habituel, nous puissions évacuer tous les occidentaux** ».



❖ Patrice Emery LUMUMBA, un héros sans sépulture : La tragédie du paradoxe

Héros et martyr parce que toute sa vie, Lumumba a dû être confronté à des dilemmes inouïs et à les transcender, en tant qu'homme de chair et de sang et en tant que leader.

1. Le premier paradoxe est que contrairement à la majorité des « évolués » de son époque de religion catholique, LUMUMBA est protestant. C'est peut-être pour cela (et pour d'autres raisons inavouables...) que durant toute sa carrière politique, **la hiérarchie catholique a été virulente à son égard, le traitant de « communiste » et donc de suppôt du diable...**

2. LUMUMBA a été essentiellement un autodidacte, mais quelle force d'adaptation et d'ascension socio-intellectuelle ! **Autodidacte, « évolué »** et donc séduit au départ et pendant longtemps par la culture occidentale.

3. C'est peut-être en partie pourquoi LUMUMBA a été l'homme du grand large. La meilleure preuve est qu'il a quitté tôt son terroir *tetela*, et s'est engagé dans la profession et dans la politique, principalement à Kisangani et à Kinshasa, qui sont des métropoles-carrefours cosmopolites et multiculturelles. Et dans ces villes, LUMUMBA s'est attaché la sympathie des jeunes, et des jeunes « instruits ». On se souviendra à Kinshasa des noms comme les frères *Kanza, Elengesa, Mpolo, Okito, Nzuzi, Muzungu, Lokomba, Lutula Eugène, Lutula Edo, Henri Yoka, Joseph Kabasele*, etc. On connaît, entre autres compagnons de Kisangani, *Finant*. D'ailleurs la plupart de ces compagnons de lutte dont bon nombre de Kinois ont payé de leur vie leur fidélité à LUMUMBA et à ses idéaux.

4. LUMUMBA est venu à la révolution sur le tard (**grâce notamment à ses rencontres avec Sekou TOURE ou N'KRUMAH à la fin des années 50**) ; et ce, par rapport à un KASA-VUBU, très radical dès les débuts des années '50' avec son Alliance des Bakongo.

5. Le discours du 30 juin du premier ministre LUMUMBA est resté emblématique et le point culminant de la révolte anticolonialiste. Mais on oublie souvent deux indications plus ou moins inédites : d'abord ce discours volcanique a complètement occulté celui du président KASA-VUBU, qui du coup, apparaissait comme terne et compromettant ; et pourtant lorsqu'on relit ce texte de KASA-VUBU (*ce que très peu de personnes, y compris les professionnels de la culture et de l'histoire ont fait...*), **c'est le seul qui évoque les perspectives de la promotion culturelle et des traditions culturelles endogènes. Finalement, en théorie et avec la distance historique nécessaire**, ces deux discours sont complémentaires. Deuxième indication dont l'histoire parle peu, c'est qu'après le discours enflammé du 30 juin devant le Roi des Belges et avec les réactions indignées des officiels belges, LUMUMBA prononcera, lors d'un déjeuner offert aux officiels belges, une « **allocution compensatoire** » de compromis étonnant (« *au moment où le Congo accède à l'indépendance, le gouvernement tout entier tient à rendre un hommage solennel au Roi des Belges et au noble peuple qu'il représente pour l'action accomplie ici en trois quarts de siècle...* »).

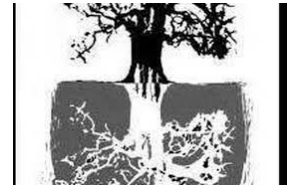
6. La fin de LUMUMBA est hélas digne des tragédies classiques. Notamment la trahison fratricide digne de Brutus (« *si je meurs, avait prédit LUMUMBA, c'est qu'un Blanc aura armé la main d'un Noir* ») ; notamment également cet épisode pathétique où LUMUMBA doit traverser la rivière Lomami, je crois, en compagnie de sa famille restée sur l'autre rive, mais aussi en compagnie de ses partisans en tête de l'escorte déjà au-delà de la rivière, en fuite vers Kisangani, et poursuivi par les sbires de MOBUTU. Dilemme entre l'émotion et la révolution : rentrer chercher la famille en danger ou poursuivre la lutte ? **L'homme, le mari et le père de famille LUMUMBA, étreint par l'émotion, est retourné "dans la gueule du loup"**.

7. Dernier paradoxe : LUMUMBA est un héros sans sépulture, sans trace ni lieu de vénération ; ce qui est contraire à nos traditions agraires du culte d'enterrement et donc de la célébration des ancêtres.

Comme disait un vieux notable lors de l'inauguration de la statue du héros à la place de l'Echangeur de Limete à Kinshasa: « **aucun monument, si prestigieux soit-il, ne peut remplacer le culte de la terre ; la terre se nourrit de notre putréfaction. Tant que le corps du héros ne sera pas retrouvé, tant que le culte des morts ne sera pas célébré, tant que la terre n'aura pas "mangé" le corps, la malédiction nous poursuivra en tant que peuple orphelin...** »

L'Afrique, un univers religieux sans frontières

8. Leçons d'histoire : « **Mort**, a écrit Sartre, **LUMUMBA cesse d'être une personne pour devenir l'Afrique toute entière** ». C'est pourquoi les tendances politiques actuelles de privatiser le mythe LUMUMBA au nom de la tribu ou de l'ethnie sont contraires à l'histoire et à la trajectoire exceptionnelle, panafricaniste de ce leader plus que charismatique. D'ailleurs le fait, pour les autorités politiques, d'avoir récemment baptisé son village natal du nom de "**Lumumbaville**" est à contre-courant de la logique historique...



-- Autre leçon de l'histoire : nul n'est prophète chez soi. En 1986, lors d'une mission au Brésil, un groupe d'artistes m'a invité à visiter une « favella », une sorte de bidonville au flanc de la colline surplombant l'océan. Les artistes m'ont conduit d'abord auprès de leur « Gardien du Temple » du quartier. Et là, surprise ! Devant une sorte de tabernacle, trônaient deux icônes côte à côte : celle de Jésus-Christ et celle de LUMUMBA. Le « Gardien du Temple » brésilien m'a expliqué que LUMUMBA représentait le grand prophète de tous les Noirs de tous les continents. Le « Gardien du Temple » ne connaissait même pas la nationalité de ce grand prophète des Noirs...

BRAKINGS NEWS 17 janvier 2021

❖ **Patrice LUMUMBA mort est devenu une idée : même une idéologie**

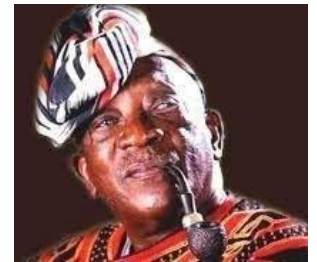
« *J'ai vu après sa mort, un père de famille à qui on a refusé la déclaration de naissance de son fils parce que simplement il le déclarait sur le nom de Patrice Lumumba. Dans certains Etats africains, aucun employé – surtout les jeunes – n'a le droit de porter une barbiche dénommée "à la Lumumba". J'ai vu des portes de l'administration fermées à des jeunes pour port de la barbe "à la Lumumba".* »

Sembéne OUSMANE

Il avait donc raison de dire qu'il était une idée.

Le Lumumbisme est synonyme de progressisme. Quel que semaines après l'annonce de son assassinat, dans toute l'Afrique sa photo était reproduite et vendue. On se l'arrachait. Dans des cases, des paillettes, des bidonvilles, dans des pauvres familles se trouvait sa photo accrochée, et plus d'un était fier d'avoir sa présence.

[...] De même, des chants furent créés par des auteurs anonymes, qui exaltaient le courage de Lumumba et la solidarité africaine, la lutte contre le néo-colonialisme. Malgré la répression de la clique de Mobutu, pendant plus de deux mois, les jeunes, sans une seule fois perdre courage, se réorganisaient.



1923-2007

En ce premier anniversaire de la mort de Lumumba, nous n'oublions pas non plus nos héros morts anonymement, ni quelques noms, Ruben, Moumié, nos camarades d'Angola, ceux de l'Algérie, ceux de l'Afrique du Sud et ceux qui sont encore dans les prisons.

Plus que jamais Lumumba milite à nos côtés. Je ne pouvais détacher la figure de l'homme, de son temps. Il est un repère sur la longue route, et comme le dit le chant :

"Tu n'étais pas lumière pour toi-même. Pour tous, tu vis, alimentes, éclaires le chemin". »

Sembéne OUSMANE *Ce mort qui milite* p.6-7 Patrice LUMUMBA revue mensuelle EUROPE janvier 1962

-- Soixante ans après son assassinat, le discours de Patrice LUMUMBA est malheureusement toujours d'actualité pour bon nombre d'Africains et de défenseurs de la liberté dans le monde :

« (...) **Les puissances qui nous combattent ou qui combattent mon gouvernement, sous le prétexte fallacieux d'anticommunisme, cachent en réalité leurs véritables intentions. Ces puissances européennes ne veulent avoir de sympathies que pour des dirigeants africains qui sont à leur remorque et qui trompent leur peuple. Certaines de ces puissances ne conçoivent leur présence au Congo ou en Afrique que dans la mesure où ils savent exploiter au maximum leurs richesses par le truchement de quelques dirigeants corrompus. (...)** »

« (...) L'Afrique n'est pas opposée aux Etats-Unis, l'Afrique n'est pas opposée à l'Union Soviétique, l'Afrique n'est contre personne, l'Afrique demande simplement à ces puissances de reconnaître son droit, son droit à l'indépendance et à la dignité.(...) »

« La lutte de LUMUMBA se résume en un mot : le patriotisme. En tout cas, il était un vrai militant. Sans lui, je ne sais pas ce que nous serions aujourd'hui. Nous sommes appelés à accorder beaucoup de considération à sa lutte. Pourquoi ne pas l'imiter ! »

Gladdy BOKUNGU, étudiante en communication à l'Université de Kisangani

-- COMPLEMENTS D'INFORMATIONS SUR LES PERSONNAGES HISTORIQUES CITES DANS LE TEXTE :

➤ **18 septembre 1961 : Décès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Dag HAMMARSKJÖLD**

Dag HAMMARSKJÖLD *Le jour fatal*

Prix Nobel de la paix en 1961



Alors qu'il se rend en Rhodésie du Nord pour rencontrer le président du Katanga, Moïse TSHOMBE, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Dag Hammarskjöld, perd la vie dans un accident d'avion.



Le prix Nobel de la paix lui fut décerné l'année de sa mort, à titre posthume.

Le Suédois HAMMARSKJÖLD avait succédé à *Trygve Halvdan Lye* en 1953 au poste de secrétaire général de l'ONU. Il a été réélu pour un deuxième mandat en septembre 1957. À l'été 1961, l'ONU est confrontée à l'épineux problème congolais et à la sécession de la province du Katanga, survenue un an plus tôt. Les casques bleus de l'ONU interviennent sur le terrain alors que HAMMARSKJÖLD tente de trouver une solution politique au conflit. Après avoir rencontré le président congolais Joseph KASA-VUBU et le premier ministre Cyrille ADOULA, il se rend en Rhodésie du Nord le 17 septembre afin de discuter d'un cessez-le-feu possible avec Moïse TSHOMBE. Toutefois, l'avion dans lequel prend place le secrétaire général et une dizaine d'autres personnes s'effondre près de Ndola. Il n'y aura aucun survivant de cette tragédie dont l'origine reste encore nébuleuse. Le 3 novembre 1961, c'est le Birman *U THANT* qui succédera à HAMMARSKJÖLD.

-- Le 18 septembre 1961, à la frontière entre le Congo et l'actuelle Zambie. Simple crash d'avion ou attentat téléguidé par les Occidentaux ?

Moins d'un an après l'assassinat de Patrice LUMUMBA, dans lequel la CIA avait joué un rôle décisif, l'option d'un Katanga indépendant sous influence directe des Occidentaux demeurait privilégiée aux yeux de Washington. Or HAMMARSKJÖLD s'y opposait fermement, et c'était pour obtenir de TSHOMBE qu'il dépose les armes que le secrétaire général se rendait cette nuit-là à *Ndola*.

Ndola-Zambie Crash Site



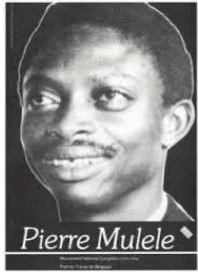
Pendant un demi-siècle, enquêteurs et historiens se sont contentés de collecter les témoignages sans pouvoir les recouper. Celui de ces paysans qui disaient avoir vu une boule de feu s'écraser dans la forêt. Celui de ces agents américains retraités de la NSA affirmant avoir capté depuis leurs stations d'écoutes de Chypre et de Grèce les messages d'un pilote de chasse belge revendiquant avoir abattu le DC-6.

Ou celui de l'unique survivant du crash, l'Américain Harold JULIEN, très grièvement brûlé et qui confia aux policiers britanniques, avant de décéder, qu'une explosion à bord avait précédé le drame.

François SOUDAN *Jeune Afrique* 14 septembre 2016

➤ Pierre MULELE : un martyr du régime de MOBUTU SESE SEKO ? Un héros méconnu de plusieurs africains

août 1929-Octobre 1968



Qui se souvient de Pierre MULELE aujourd'hui ? 4 ans après le cinquantenaire des « indépendances africaines » fêtées avec enthousiasme le 14 juillet 2010 à l'Avenue des champs Elysées, à l'exception notable de la Côte d'Ivoire. L'histoire de Pierre MULELE qui a vécu dans l'ombre de son illustre leader Patrice Eméry LUMUMBA est édifiante. Comment alors peut-on assassiner des leaders indépendantistes alors



justement qu'on accède à l'indépendance ? 54 ans après, la question mérite d'être posée. Mais, l'histoire de MULELE peut comme bien d'autres avant et après lui nous édifier sur la réalité et les enjeux du monde dans lequel l'Afrique est dans une position plutôt passive. Pierre MULELE, né le 11 août 1929, est un homme politique du Congo-Kinshasa. Ancien ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement de Patrice LUMUMBA, il a été à la tête d'un gouvernement de rébellion avec Antoine GIZENGA comme Premier ministre en 1961.

Suite à l'assassinat de Patrice LUMUMBA et ses compagnons au Katanga le 17 janvier 1961, MULELE et ses compagnons s'exilent et vont suivre une formation militaire en Chine pour combattre l'Armée nationale congolaise et du gouvernement mené par plusieurs Premier Ministre tel que Joseph ILEO, Cyrille ADOULA, ou Moïse TSHOMBE. L'armée nationale congolaise est dirigée et encadrée par les militaires américains et belges, soutenus par la quasi-totalité des pays occidentaux dont la vision de LUMUMBA était considérée comme inadmissible compte tenue de l'importance stratégique du Congo. Pierre MULELE, ancien membre fondateur et secrétaire général du PSA (Parti solidaire africain), ancien ministre de l'Éducation dans le *gouvernement Lumumba*, fut ambassadeur du gouvernement de Stanleyville au Caire. Il revint au Congo (Zaïre) pour y animer le mouvement insurrectionnel et demeura dans le maquis à partir de 1963. Il mène la *rébellion Mai-Mai* dans la région du Kwilu en 1963 avant de s'enfuir au Congo-Brazzaville.

Durant leurs actions insurrectionnelles, ses milices causent de nombreux morts parmi les colons européens, et détruisent les missions et œuvres tenues par les religieux chrétiens.

Le **2 septembre 1968**, Pierre MULELE de son maquis de Kwilu apprend la concentration des lumumbistes au Congo-Brazzaville et décide de s'y rendre en vue de se concerter sur la lutte. Arrivé au Congo, le 13 septembre 1968, il est récupéré à partir de Ngabe par la gendarmerie qui le conduit à Brazzaville et le met en résidence surveillée. Il a un entretien le **14 septembre 1968** avec le président Marien NGOUABI, entretien durant lequel il met le président congolais au courant de son projet. Celui-ci par respect du principe de bon voisinage le dissuade et le convainc de la nécessité de négocier son retour au pays avec les autorités de Kinshasa, dans le cadre de l'amnistie générale qu'elles venaient d'accorder à tous les opposants politiques. En accord avec MULELE, le **président NGOUABI – né le décembre 1938, assassiné par arme à feu le 18 mars 1977** – en fait part à Monsieur AKAFOMO, alors chargé d'Affaires du Congo-Kinshasa au Congo, à qui il demande de transmettre ce vœu au gouvernement congolais.



En 1968, Joseph-Désiré MOBUTU, le président du Congo-Kinshasa, le convainc de revenir d'exil, lui promettant l'amnistie. Une fois revenu, MOBUTU le fait torturer publiquement jusqu'à la mort, plusieurs sources affirment que son corps a été jeté dans le fleuve Congo. Dix ans plus tard, Joseph-Désiré MOBUTU fit aussi assassiner un des fils de Pierre MULELE ainsi que sa mère. Pierre MULELE, sera reconnu comme *martyr et héros national*, car depuis 2002, une des plus grandes avenues de Kinshasa est renommée en son honneur *avenue Pierre MULELE*. Nous ne pouvons que saluer cette décision du gouvernement Congolais d'honorer cet illustre enfant africain.

➤ Le soutien de Gamal ABDEL NASSER à Patrice LUMUMBA, figure congolaise du panafricanisme, et à sa famille

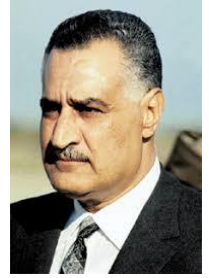
G.A NASSER 1978-1970

Nous sommes un peuple sentimental. Nous préférons quelques mots aimables à des millions de dollars donnés de façon humiliante.



www.citation-celebre.com

Le président égyptien Gamal ABDEL-NASSER entretient également de bonnes relations avec d'autres leaders africains avec lesquels il partage une vision commune du panafricanisme, à l'instar du premier Président guinéen, Sékou TOURE et du Premier ministre congolais Patrice LUMUMBA. Gamal ABDEL-NASSER affiche tout son soutien au leader congolais lors de la



crise que traverse son pays au début des années 1960 et se présente comme un relais de la politique anti-occidentale, matérialisant un appui formel, par des biais logistiques et diplomatiques, du mouvement des non-alignés.

Alors que les ambassades de l'URSS et de la Tchécoslovaquie ont été fermées au début du conflit congolais, et que le gouvernement congolais de LUMUMBA, alors au pouvoir depuis quelques semaines en juin 1960, ne peut plus compter sur un soutien soviétique, c'est l'Ambassade de la République arabe unie (R.A.U, regroupant alors l'*Egypte*, la *Syrie* et le *Yémen* selon la vision panarabe de NASSER) à Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo) qui représente le plus fort soutien diplomatique et logistique de LUMUMBA sur le terrain contre les « barbouzes » français et belges

La République Arabe Unie de NASSER, appuyée par le Ghana de Kwame NKRUMAH, cherche à contrer les plans franco-belges secondés par les Américains qui ne veulent pas que le Congo rejoigne l'ère d'influence soviétique au regard de l'importance du pays, immense, fortement peuplé et particulièrement riche en ressources naturelles.

NASSER s'occupe de la sécurité de sa veuve et de ses enfants en les accueillant à l'ambassade égyptienne à Kinshasa et en s'assurant qu'ils puissent être transportés au Caire en toute sécurité, faisant de l'*Egypte* le pays d'adoption de la *famille Lumumba*

A travers une vision panafricaine commune, le président Gamal ABDEL-NASSER a su lier des liens forts avec différents leaders politiques sur le continent, à l'instar de Kwame NKRUMAH, ou encore Patrice LUMUMBA.



Nicolas KLINGELSCMITT, Younouss MOHAMED 01/03/2021

➤ Le général MOBUTU revendique pour son pays un rôle international



Avec ses trente millions d'habitants répartis sur une surface quatre fois et demie supérieure à celle de la France, le Zaïre fait figure de grande puissance africaine. L'étendue considérable de ses ressources économiques encore mal exploitées, ou même inexploitées, suscite de grands espoirs parmi les investisseurs étrangers. En dépit des fluctuations catastrophiques des cours du cuivre, qui constituent un lourd handicap pour l'économie zaïroise, celle-ci opère un lent redressement. Il est vrai que le métal rouge reste la principale exportation d'un pays où l'exploitation minière joue un rôle capital. Premier exportateur mondial de cobalt, le Zaïre dispose au Shaba (ancien Katanga) de réserves de minerais auxquelles s'intéressent désormais de nouveaux partenaires, comme le Japon. Bien que la situation de l'agriculture reste très préoccupante, la mise en place d'un plan draconien de redressement financier tend à indiquer que l'ère du laxisme est close dans le domaine économique comme sur le plan strictement politique. Quinze ans après le putsch qui, le 24 novembre 1965, lui a permis de s'emparer du pouvoir à Kinshasa, le général MOBUTU apparaît plus que jamais confiant en son étoile. Seul maître des destinées d'un pays qu'il gouverne sans partage, persuadé de l'importance de sa mission, il s'efforce de pallier, avec cette fermeté propre à beaucoup de chefs d'États du tiers-monde africain, les conséquences d'une décolonisation bâclée, il y a maintenant deux décennies.

Edmond JOUVE Professeur de science politique

➤ **A Rabat, la dépouille de MOBUTU SESE SEKO attend toujours son retour au pays**

La tombe de Mobutu Sese Seko à Rabat



Pas de nom, ni photo ou épitaphe. Juste trois initiales - MSS- entrelacées sur la grille de fer d'un caveau familial : ici repose Mobutu Sese Seko, "roi du Zaïre" et dictateur déchu, mort il y a vingt ans jour pour jour en exil au Maroc.

La dépouille du tout puissant maréchal-président, qui régna 32 ans sans partage sur l'ex-Congo belge -aujourd'hui République démocratique du Congo (RDC)-, est enterrée au cimetière européen de Rabat, dans une relative sobriété vu le personnage.

Le maréchal à la célèbre toque léopard et à la canne de bois sculptée a été chassé du pouvoir en mai 1997 par la rébellion de Laurent-Désiré KABILA, venue de l'Est *swahiliphone* de la RDC, avec le soutien du Rwanda et de l'Ouganda.

Lâché par ses alliés, trahi par ses généraux et haï par la population, Mobutu s'enfuit comme un paria. Accueilli d'abord au Togo, il trouva finalement refuge au Maroc, chez son vieil ami HASSAN II, avant d'être rapidement hospitalisé pour un cancer avancé de la prostate.

Vingt ans après sa mort, le 7 septembre 1997 à 66 ans, sa dépouille repose toujours à Rabat, dans l'intimité familiale mais loin de la terre de ses ancêtres. Son rapatriement était pourtant l'un des engagements pris en 2013 par l'actuel président Joseph KABILA (fils de Laurent-Désiré).

"Pour les autorités congolaises, le corps du président MOBUTU ne doit pas rester au Maroc. Il doit être rapatrié", a répété à l'AFP le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert MENDE. *"Mais il y a une dispute interne dans la famille. (...) Le gouvernement ne peut rien entreprendre sans la famille"*, a-t-il justifié.

Impossible de confirmer à Rabat, où le clan Mobutu évite soigneusement les journalistes.

"C'est très politique. La famille craint aussi que la tombe au Congo ne soit profanée", croit savoir Abu FIDA.

En 2012, pour le 15e anniversaire de sa mort, la famille avait organisé une discrète messe de requiem. Rabat AFP Publié le 06/09/2017

➤ **1960 : Clare Hayes TIMBERLAKE est nommé et envoyé spécial de Dwight D. EISENHOWER pour les célébrations de l'indépendance de la République démocratique du Congo. Il est le premier ambassadeur des États-Unis dans ce pays**

Clare Hayes TIMBERLAKE 29 octobre 1907 - 22 février 1982 était un diplomate américain et de carrière.



Officier du service extérieur qui a servi comme le premier ambassadeur des États-Unis en République démocratique du Congo

En 1960, le président Dwight D. EISENHOWER a nommé TIMBERLAKE au poste de premier ambassadeur des États-Unis dans la République démocratique du Congo nouvellement indépendante, une ancienne colonie belge. **Pendant la crise du Congo, Hayes était un fervent partisan de MOBUTU SESE SEKO, et a préconisé le**

retrait de Patrice LUMUMBA.

En mars 1961, Hayes a personnellement ordonné à cinq Navires de la marine des États-Unis de se lancer dans les eaux au large du Congo, une décision qui a pris au dépourvu l'administration Kennedy.

En 1961, le passage de TIMBERLAKE au Congo a pris fin après que le président John Fitzgerald KENNEDY l'ait expulsé de Léopoldville parce qu'il était considéré comme une relique de la politique de l'ère Eisenhower. Il a été envoyé à Maxwell Air Force Base en Alabama pour servir d'officier de liaison du Département d'État, un poste considéré comme une rétrogradation. Il a ensuite présidé le comité consultatif de l'Agence pour le contrôle des armements et le désarmement, et est devenu, plus tard, le représentant permanent des États-Unis à la Conférence du Comité du désarmement à Genève. Après avoir siégé au jury d'examen du « Foreign Service Board of Examiners », Hayes a pris sa retraite en 1970.



Clare Hayes TIMBERLAKE a été président de la section du Grand Washington de la Leukemia Society of America de 1971 à 1974. Il est décédé le **22 février 1982** dans une maison de retraite à Bethesda, Maryland après avoir souffert d'un anévrisme à l'âge de 74 ans.

<https://hokkaipeia.org> >wiki> Clare Hayes Timberlake...

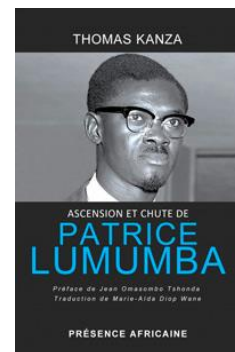
➤ **Thomas KANZA et Cléophas KAMITATU MASSAMBA deux hommes politiques de la République démocratique du Congo, restés fidèles à Patrice LUMUMBA**

Un peu en retrait dans l'entourage de Patrice LUMUMBA on doit mentionner les noms de **Thomas Kanza et de Cléophas KAMITATU**, qui seront à peu près les seuls à tenter d'exercer une influence modératrice sur le Premier ministre. Tous deux échoueront. Livre de **Thomas KANZA**

Thomas KANZA 1933-2004



Originaire du Bas-Congo, Thomas KANZA est le tout premier universitaire du Congo. Une vieille haine familiale contre KASA-VUBU a facilité son association à LUMUMBA, qui le désigne pour représenter le Congo aux Nations Unies. KANZA personnifie plus que comme beaucoup d'autres le drame de bien des intellectuels congolais partagés entre l'anticolonialisme qui imprègne l'air du temps et le sentiment que l'impatience et l'obstination, dont fait montre LUMUMBA, conduisent le Congo à la catastrophe.



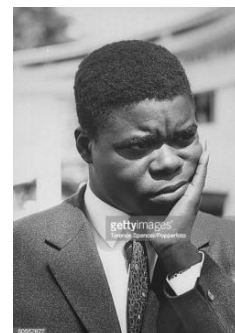
Dans son livre partiellement autobiographique : *"Ascension et chute de Patrice Lumumba"*, il ne cache pas qu'il ne partage pas la conception jusqu'au-boutiste de LUMUMBA. Il ne dissimule pas non plus qu'il chercha à trouver des appuis auprès d'**HAMMARSKJÖLD** et des Nations Unies pour « *sauver LUMUMBA contre lui-même* », pour persuader celui-ci d'adopter « *une diplomatie politique réaliste* ». Bien qu'il n'ait pas suivi son patron, il est difficile de parler de trahison. Le dialogue et l'estime mutuelle entre les deux hommes perdureront jusqu'à l'extrême fin du mois de novembre : KANZA estima que LUMUMBA, même en résidence surveillée, pouvait être sauvé, et c'est pourquoi il tenta jusqu'au dernier moment de le dissuader de quitter Léopoldville le 27 novembre 1960.

Cléophas KAMITATU 1931-2008

L'ABACCO le parti politique de Joseph KASA -VUBU



L'autre influence modératrice fut exercée, avec un style différent, par Cléophas KAMITATU MASSAMBA, président de la province de Léopoldville. Ses contacts avec LUMUMBA ne sont sans doute pas exempts de mobiles intéressés : d'une part, dans sa province, il est menacé par l'omniprésence de l'ABAKO -- *Quelques mots sur l'ABAKO (Alliance des Bakongo), premier parti politique congolais à réclamer l'indépendance immédiate et acteur majeur de l'indépendance de la RDC, avec à sa tête Joseph KASA VUBU, le premier président de République, le parti du chef de l'Etat --* ; d'autre part, il doit contre balancer l'influence que peut avoir son rival **Antoine GIZENGA**, sur le Premier ministre. Comme KANZA, il ne cessait de mettre LUMUMBA en garde contre la dégradation de la situation au Congo.



– « *il lui bassinait les côtes en présentant tout de manière dramatique* » affirme **Hughes LECLERQ** qui le rencontre souvent chez LUMUMBA – et contre l'action néfaste de ceux qui intriguent contre lui : **MOBUTU** et **KASA-VUBU** en particulier.

– « *il lui bassinait les côtes en présentant tout de manière dramatique* » affirme **Hughes LECLERQ** qui le rencontre souvent chez LUMUMBA – et contre l'action néfaste de ceux qui intriguent contre lui : **MOBUTU** et **KASA-VUBU** en particulier.

En dépit du reproche de naïveté politique qu'il adresse à LUMUMBA dans son témoignage, KAMITATU sera l'un des derniers à servir LUMUMBA : après avoir lui aussi tenté de le dissuader de quitter Léopoldville à la fin de novembre. Il organisera minutieusement sa fuite, et c'est à lui que LUMUMBA songera pour faire acheminer une aide à sa famille lorsqu'il se trouvera en prison.

Jean-Claude WILLAME *La crise congolaise revisitée* p. 225-226

➤ **Premier instigateur du nationalisme congolais Joseph KASA-VUBU est mort oublié**

Mausolée de Joseph KASA-VUBU

Le 24 mars, Hortensia, la résidence de Joseph KASA-VUBU



les Congolais commémorent la mort de Joseph KASA-VUBU, premier Président de la République démocratique du Congo dans sa résidence du Mont Kisundi à Nzadi dans la ville de Boma au Congo Central et son mausolée se trouve à Singini dans le village de Lukaba Bemba dans le territoire de Tshela



Le sort s'acharne sur les artisans de la libération congolaise. LUMUMBA est mort assassiné, TSHOMBE est, comme BEN BELLA, dans les oubliettes de BOUMEDIENE, Joseph KASA-VUBU vient de mourir à Boma, à l'embouchure du fleuve Congo, à l'endroit où *Henry Morton Stanley* -- 1841-1904 journaliste et explorateur britannique --, installa la première capitale, en 1886. Des dizaines d'autres ont péri dans la guerre civile des années 60. Il ne reste en place aujourd'hui que le ministre des affaires étrangères, M. Justin BOMBOKO, le Talleyrand congolais, serviteur de tous les régimes, et M. Cyrille ADOULA, l'exilé de Washington, où il est l'ambassadeur du **général Joseph Désiré MOBUTU**, (l'actuel président de la République, qui ne joua aucun rôle dans la lutte pour l'indépendance mais qui sut admirablement tirer les marrons du feu).

Joseph KASA-VUBU : père de famille nombreuse

Joseph KASA-VUBU fut sans aucun doute le plus pur des nationalistes congolais. Petit homme timide, portant lunettes, et dont un ancêtre -- dit-on -- fut l'un de ces Chinois venus construire vers 1895 le chemin de fer *Matadi-Kinshasa*, il avait une volonté de fer. Il avait fait ses humanités chez les pères de *Scheut*. Séminariste, il avait été instituteur avant de devenir commis du gouvernement et père de famille nombreuse. **Joseph KASA-VUBU et Patrice LUMUMBA s'étaient rencontrés vers 1958, mais en dehors de leur nationalisme ils n'avaient rien de commun. LUMUMBA était nerveux et entreprenant, d'un orgueil dévorant. KASA-VUBU était calme et lent, oriental dans son comportement et sans aucune ambition personnelle.**



1960 : Le Premier ministre Patrice LUMUMBA et Joseph KASA-VUBU

Paradoxalement, KASA-VUBU donna le signal du départ du nationalisme et LUMUMBA lui emboîta le pas. C'était en 1957, KASA-VUBU avait été élu bourgmestre d'un faubourg de la capitale qui s'appelait encore *Léopoldville*. Dès son installation, devant des fonctionnaires belges ahuris et scandalisés, il évoque l'indépendance de son pays, qui sera dorénavant son seul objectif. Quelques mois plus tard, le 24 août 1958, le général de Gaulle promet l'indépendance africaine de l'autre côté du fleuve, à Brazzaville.



Joseph KASA-VUBU 52 ans dans l'au-delà

Aussitôt le Congo belge a les nerfs à fleur de peau...



"Joseph Kasa-Vubu astreint à domicile dans sa résidence est mort, le 24 mars 1969. Cette maison nous voulons l'intégrer dans les sites touristiques de Boma. Cela va donner accès aux enfants qui n'ont pas connu l'histoire. Les moyens générés vont aider à l'entretenir. Lorsque les gens visitent le baobab de Stanley, le premier camp, qu'ils aient l'occasion de visiter la résidence de Kasa-Vubu."

-- Modero NSIMBA Ministre du tourisme --

Pierre DE VOS Le Monde diplomatique

Nana MBUNGU 28 juin 2021

➤ **Moïse TSHOMBE : ses activités après la mort de LUMUMBA, son décès en Algérie**

La fontaine : Place Moïse TSHOMBE



Peu après la mort de LUMUMBA, les relations sont rompues entre les gouvernements congolais et katangais et la guerre reprend.

En 1964, il retourna au Congo pour prendre part à un nouveau gouvernement de coalition en tant que Premier ministre. Il prit la décision d'expulser de Kinshasa les Congolais de Brazzaville (les 2 capitales se font face). Il négocia avec la Belgique la question de la répartition entre les deux pays de la charge des dettes publiques et le sort des participations dans les compagnies minières et autres sociétés coloniales. Il fut démis un an plus tard par le président Joseph KASA-VUBU.

En 1966 Joseph MOBUTU, qui avait évincé KASA-VUBU un an plus tôt, accusa TSHOMBE de trahison ; celui-ci prit de nouveau la fuite pour l'Espagne.

En mars 1967, un tribunal congolais le condamne à mort par contumace lors du procès TSHIPOLA pour : -avoir proclamé la sécession du Katanga ; -avoir aliéné l'indépendance économique du pays lorsqu'il était Premier ministre en signant les accords réglant le contentieux belgo-zaïrois ; -avoir constitué une armée de mercenaires ; -avoir maintenu la subversion dans les unités katangaises de l'Armée nationale congolaise en vue de renverser le nouveau régime.

Le 30 juin 1967, le jet BEA 125 dans lequel il voyageait, est détourné vers l'Algérie par une de ses relations d'affaires qui voyageait avec lui, Francis BODENAN, qui travaillait pour le régime de Mobutu et la CIA américaine

Houari BOUMEDIENE

Considéré comme le meurtrier de LUMUMBA, TSHOMBE est placé en résidence surveillée par le pouvoir algérien de Houari BOUMEDIENE. Le régime de Mobutu demande son extradition, qui aurait selon toute vraisemblance conduit à son exécution, refusée par BOUMEDIENE qui déclare préférer un procès international.



En juin 1969, toujours privé de liberté, il meurt en Algérie, officiellement d'une crise cardiaque

« On nous reproche, n'est-ce pas, de vouloir garder les richesses pour nous. Nous, nous voulons aussi partager avec les États qui sont pauvres mais, quant aux affaires intérieures, nous voulons les diriger nous-mêmes. »

Citation de Moïse TSHOMBE après la proclamation de l'indépendance du Katanga

➤ **Cyrille ADOULA : Un premier ministre faible et inefficace, considéré comme un laquais du gouvernement des Etats-Unis**



Cyrille ADOULA, né le 13 septembre 1921 à Léopoldville (Kinshasa), mort le 24 mai 1978 à Lausanne, était un homme politique congolais. Il a été Premier ministre de la République du Congo-Léopoldville (future République démocratique du Congo), du 2 août 1961 au 30 juin 1964.

Cyrille ADOULA, né Cyrille ANDULU fils d'un docker budza fait ses études au collège Saint-Joseph de Kinshasa.

En tant que premier employé Joseph KASA-VUBU-Cyrille ADOULA-Patrice LUMUMBA

évolué de la Banque centrale, il fonde le Mouvement national congolais, (M.N.C.), avec Patrice LUMUMBA et Joseph ILEO en 1958.

Patrice LUMUMBA devient Premier ministre et propose à ADOULA un poste ministériel dans son gouvernement mais ce dernier refuse de l'accepter. ADOULA a exprimé son mécontentement quant à la composition finale du gouvernement et a déclaré à LUMUMBA qu'il avait commis une erreur en choisissant d'être le Premier ministre d'un cabinet qui faisait face à de vives critiques de la part de différents cercles.



Après l'assassinat de LUMUMBA, KASA-VUBU le nomme Premier ministre en août 1961, poste où il restera jusqu'en juillet 1964. Lors de son discours inaugural après son investiture, ADOULA a déclaré que son gouvernement "*prendrait des mesures adéquates permettant à chaque région de s'administrer selon ses propres aspirations profondes*". Les efforts législatifs pour atteindre cet objectif ont immédiatement commencé mais se sont heurtés à une forte opposition du *bloc lumumbiste*, qui estimait que le problème du Katanga devait être résolu avant toute discussion concernant la division des provinces. Pourtant, au début, ADOULA avait réussi à équilibrer son cabinet avec de nombreux anciens partisans de LUMUMBA. Antoine GIZENGA était en effet devenu vice-premier ministre.



ADOULA tenta de négocier avec Moïse TSHOMBE, président de la province sécessionniste du Katanga, mais ne parvint pas à atteindre un accord. Après avoir fait appel à l'ONU pour imposer le plan mettant fin à la sécession, ADOULA réussit à faire que TSHOMBE se rende le 15 janvier 1963.

En 1963, ADOULA dépose son cabinet de ministre, ayant des vues des plus extrêmes, afin de créer un gouvernement plus équilibré. Quelques mois plus tard, il soumet une nouvelle constitution fédératrice au parlement. Mais plusieurs rébellions continuent à frapper le pays. ADOULA démissionne en 1964 et est remplacé par TSHOMBE.

Cyrille ADOULA a été ambassadeur aux États-Unis et en Belgique. Il a aussi été ministre des Affaires étrangères de 1969 à 1970.

Dans un message du Nouvel An au début de 1965, le Premier ministre TSHOMBE, le remplaçant d'ADOULA, a rejeté la conciliation avec les rebelles et a appelé à leur défaite totale. ADOULA a exprimé sa dissidence et a présenté son propre « *plan africain* » pour le Congo dans l'hebdomadaire Jeune Afrique. Il a insisté sur le fait que toute solution à long terme pour la paix et la stabilité nécessitait la contribution des chefs rebelles, soulignant que puisque leur défaite nécessiterait l'utilisation de mercenaires européens, agir pour les supprimer ne ferait qu'accroître la dépendance du Congo vis-à-vis des forces extérieures. Il a également accusé TSHOMBE de s'opposer à l'opposition et a appelé à la création d'un gouvernement de transition pour superviser un règlement sans lui.

TSHOMBE a répondu en rejetant la responsabilité du conflit sur ADOULA, l'accusant d'affaiblir le gouvernement central et Balkanisation le pays en divisant les six provinces d'origine en 22 nouvelles.

ADOULA est retourné au Congo après la prise du pouvoir par MOBUTU en novembre 1965. Il était accommodant du nouveau régime de MOBUTU et a servi comme ambassadeur congolais aux États-Unis et en Belgique.

Cyrille ADOULA et Georges POMPIDOU En 1969, il est devenu ministre des Affaires étrangères. Il est tombé malade en mai 1970. MOBUTU a pris en charge le portefeuille et ADOULA s'est retiré de la politique.



En 1978, il a subi une crise cardiaque et est allé à Lausanne, la Suisse pour traitement. Il succomba à une maladie et y mourut le **24 mai 1978**.

ADOULA était anticléricale et socialiste. Il était bien connu publiquement pour sa croyance dans le socialisme, mais il était de nature non marxiste ; il était anticommuniste.

En **décembre 1957**, il explique ses convictions à *Présence Africaine*.

Dans la plupart des histoires écrites, Cyrille ADOULA est dépeint comme un Premier ministre faible et inefficace et un laquais du gouvernement des États-Unis.

« En matière de respect des droits de l'Homme, de Mobutu ou de Kabila, quel est le pire ? Ce n'est pas à moi de le dire... »

Roberto GARRETON Rapporteur de la Commission des droits de l'Homme à l'O.N.U.

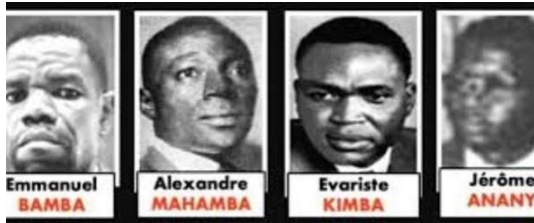
« Je suis capable de choses que l'humanité ne pourra pas oublier »

Laurent Désiré KABILA <https://citation-celebre.leparisien.fr/citations/249509>

➤ 1^{er} juin 1966 : Les Martyrs de la pentecôte

Si la mort de Patrice Emery LUMUMBA est jusqu'ici un référent en matière d'assassinats politiques en République Démocratique du Congo voire en Afrique, la pendaison en public de quatre acteurs politiques en 1966 sur ordre de Joseph Désiré MOBUTU fait partie des sentences et crimes judiciaires des plus inoubliables.

Le stade : le 1^{er} juin 1966



Comme si c'était hier ! Mercredi 1er juin 1966. Tous les regards sont tournés vers Kinshasa, notamment au stade Kamanyola (actuel stade des Martyrs). Le



Premier ministre Évariste KIMBA, le sénateur et dignitaire de l'Église kimbanguiste, Emmanuel BAMBA, le ministre des Affaires foncières, Alexandre MAHAMBA et le ministre de la Défense, Jérôme ANANY sont accusés de complot contre les institutions de l'État.

Ce 29 mai 1966, les quatre politiciens sont en réunion avec un groupe de six hauts gradés de l'armée congolaise dont le colonel BANGALA chez qui les réunions précédentes se tenaient régulièrement. Ils vont peaufiner un plan de destitution du président Joseph Désiré MOBUTU et de son Premier ministre, le général MULAMBA.

Pendant le déroulement de la réunion, des éléments d'un commando étaient postés aux alentours de la résidence du colonel BANGALA. Tandis que d'autres déguisés en cuisiniers, servaient la boisson et la nourriture aux participants à la rencontre. Et soudain, le commando fait irruption dans les locaux. Il n'arrêtera que les quatre politiciens en laissant les six officiers.

Alors président de la République, MOBUTU signe le 30 mai une ordonnance-loi créant un tribunal militaire d'exception pour juger les quatre politiciens pour complot contre les institutions de l'État. Le jury est composé de trois officiers : le colonel Pierre INGILA, président, le colonel Ferdinand MALILA, juge et le colonel Honoré NKULUFA, juge. Plus de 20 000 personnes appelées à vivre in situ ce procès où les quatre accusés comparaitront ligotés et pieds nus.

À l'audience du 31 mai qui aura duré deux heures, seuls les politiciens vont s'expliquer, pas les officiers, alors qu'Évariste KIMBA avait demandé à la Cour d'entendre également les six cadres militaires. La sentence sera aussi bien amère que cynique : peine capitale pour Évariste KIMBA et ses trois co-accusés.

Le stade Kamanyola rebaptisé stade des Martyrs

Un verdict qui provoquera l'indignation un peu partout dans le monde. Alphonse MASSAMBA-DEBAT, président du Congo-Brazzaville de 1963 à 1968, et (exécuté par arme à feu durant la nuit du 25 mars 1977 dans des circonstances mystérieuses) va demander à MOBUTU de renoncer à l'exécution des accusés. En vain. Le Roi BAUDOUIN 1^{er} de Belgique, le président Charles DE GAULLE de la France, et même le tout-puissant président Lyndon Baines JOHNSON des États-Unis ne parviennent pas à dissuader MOBUTU. Lui qui, conscient de ce qu'il vaut mieux être craint qu'être aimé, comme le dit Machiavel, tenait à marquer « son » territoire d'un violent coup de patte digne d'un félin. Le 1er juin 1966, les quatre accusés vont être pendus au stade Kamanyola devant plus de 40 000 spectateurs bien conditionnés par les services de communication et des Relations publiques de MOBUTU.



John NDINGA NGOMA africanews. 7/06/2018

➤ Laurent Désiré KABILA : Fossoyeur du *Mobutisme*, accusé de crimes contre l'humanité

Laurent-Désiré KABILA (né le 27 novembre 1939 à Jadotville – aujourd'hui Likasi – et mort le 16 janvier 2001 à Kinshasa) est un homme d'État congolais. Il est président de la République démocratique du Congo de mai 1997 jusqu'à son assassinat en janvier 2001.

Je suis un Soldat du peuple, je sais qu'ils cherchent ma peau mais les impérialistes doivent savoir qu'il y aura plusieurs autres révolutionnaires qui aiment réellement notre pays, après moi.



Laurent-Désiré Kabila

www.citation-celebre.com

Il est engagé à partir des années 1960 contre le régime de *MOBUTU*. Il parvient finalement à renverser ce dernier en 1997, lors de la première guerre du Congo avec le soutien rwandais et ougandais. Un an après sa prise du pouvoir, il est confronté à la deuxième guerre du Congo lorsqu'il ordonne l'expulsion de toutes les troupes étrangères du pays

et ses anciens alliés rwandais et ougandais soutiennent alors plusieurs groupes rebelles contre son gouvernement dont le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et le Mouvement de libération du Congo (MLC). Au cours de la guerre, il est assassiné par l'un de ses gardes du corps, Rashidi MIZELE. Son fils, *Joseph KABILA*, lui succède quelques heures plus tard. Il est président de la République Démocratique du Congo du 17 janvier 2001 au 25 janvier 2019.

Joseph KABILA (fils) 1971

En République démocratique du Congo (RDC), le 16 janvier marque l'anniversaire de l'assassinat de Laurent-Désiré KABILA père, tué en 2001. Comme chaque année, l'anniversaire est marqué par une commémoration sur la stèle de l'ancien chef d'Etat et la visite de son palais. Mais cet anniversaire est aussi l'occasion de se rappeler la trentaine de condamnés qui, treize ans plus tard, croupissent toujours dans la prison centrale de *Makala* pour leur participation supposée - et régulièrement remise en cause - au meurtre de l'ancien président.



Depuis plusieurs années, des organisations de protection des droits de l'homme demandent à ce qu'ils soient rejugés ou amnistiés.

Le **16 janvier 2001**, vers 13h30, Laurent-Désiré KABILA est abattu de trois balles. C'est l'un de ses gardes rapprochés qui a tiré. Ce dernier sera tué quelques minutes plus tard par l'aide de camp du président. Le principal complice réussit à prendre la fuite. S'en suit alors une gigantesque rafle dans l'entourage du président défunt.

23 janvier 2001 Louis-MICHEL, Ministre fédéral des Affaires étrangères, est le seul représentant d'un Etat occidental à assister aux obsèques de Laurent Désiré KABILA.



En **2002**, cent vingt prévenus sont jugés en neuf mois devant une cour militaire. Au final, trente personnes sont condamnées à mort dont vingt-six à perpétuité mais beaucoup doutent qu'il s'agisse des véritables coupables. Ces dix dernières années, les appels à la réouverture de leur procès se sont donc multipliés, au nom du droit à la défense, sans succès.

En **2005**, une loi d'amnistie pour faits de guerre, infraction politique et délits d'opinion est adoptée. Les condamnés pour l'assassinat de Kabila père en sont exclus.

En conséquence, chaque année les organisations de protection des droits de l'homme renouvellent leur appel et demandent l'application de l'amnistie de 2005, jusqu'à ce jour, sans succès.

Pendant ce temps, six condamnés déjà sont morts en détention.

Le colonel Eddy KAPEND

NOTA BENE : Jeudi 31 décembre 2021 Félix TSHISEKEDI a accordé une grâce présidentielle à toutes les personnes condamnées dans le cadre du procès pour le meurtre de Laurent-Désiré KABILA, en 2001. Le colonel *Eddy Kapend* et ses coaccusés, incarcérés depuis 15 ans, vont être remis en liberté.



<https://fr.wikipedia>wiki> > Laurent-Désiré Kabila
<https://fr.wikipedia>wiki> > Assassinat de Laurent

➤ **24 février 2019 en République Démocratique du Congo : mort de l'ancien Premier ministre Antoine GIZENGA et compagnon de P. LUMUMBA**

Antoine GIZENGA 1925-2019 aux différents âges de sa vie

Antoine GIZENGA s'inscrit dans le très petit carré des champions incontestables de la cause démocratique du Congo. Il apparaît d'ores et déjà comme l'une des figures les plus importantes de l'histoire politique de l'Afrique contemporaine, engagée dans le combat pour la liberté et la dignité.

Jean M'PISI *"Antoine GIZENGA le combat de l'héritier de Patrice Lumumba"*

Antoine GIZENGA, compagnon du tout premier chef du gouvernement de la République démocratique du Congo, Patrice LUMUMBA, et ex-Premier ministre nommé par l'ancien président Joseph KABILA, est décédé dimanche 24 février à l'âge de 93 ans, à Kinshasa

En République démocratique du Congo (RDC), des cadres de son parti, le Parti lumumbiste unifié (Palu), ont annoncé dimanche 24 février 2019 la mort d'Antoine GIZENGA, à l'âge de 93 ans. Une information confirmée par les autorités *« Antoine GIZENGA était une bibliothèque, une source intarissable qui nous a beaucoup inspiré. Il a brillé par sa constance les 60 dernières années. Il n'a pas modifié d'un iota son engagement et sa loyauté envers les idéaux de libération et émancipation qu'il avait partagés avec les pères de l'indépendance et Patrice Emery LUMUMBA »*, a continué Lambert Mende Omalanga – *Ministre de la Communication et des Médias* --.

Vice-Premier ministre dans le gouvernement de Patrice LUMUMBA assassiné en 1961, une année après l'indépendance, Antoine GIZENGA a continué à se présenter comme son héritier spirituel à la tête du Palu (Parti lumumbiste unifié), créé en 1964. Après l'éviction de LUMUMBA en juillet 1960 et alors que menaçait la sécession katangaise dans le Sud-Est, GIZENGA fuit Kinshasa pour installer le gouvernement à Stanleyville (devenue Kisangani, nord-est), s'estimant dépositaire de la seule autorité légitime du pays. En compagnie de Pierre MULELE, il tente en vain de faire reconnaître son autorité sur le plan international, avant de regagner la capitale où il sera emprisonné puis placé en résidence surveillée. Il quitte le pays après le coup d'Etat de MOBUTU SESE SEKO en novembre 1965 et restera 25 ans en exil en Europe de l'Est.

Premier ministre de Joseph KABILA entre 2006 et 2008, moment de l'alliance entre le parti majoritaire (PPRD) et le Palu, il avait aussi été vice-Premier ministre entre 1960 et 1961. Figure historique du Parti lumumbiste unifié, compagnon du tout premier chef du gouvernement de la RDC.

« Nous sommes dans la tristesse », a réagi Willy MAKIASHI, député national du Palu, qui salue le *« patriarche »* et son héritage pour la RDC. Il disparaît, souligne-t-il, *« au moment où le pays a besoin de repères historiques, politiques et sociologiques, où la relance par rapport au processus politico-électoral démocratique venait de se dérouler »*.

Monument A. GIZENGA à Kikwit Pour Bob KABAMBA, professeur de sciences politiques à l'université de Liège en Belgique, *« Antoine GIZENGA avait fait de l'unité congolaise l'un de ses principaux combats »*.



« Antoine GIZENGA a quand même été l'un des plus fervents défenseurs de la lutte des classes avec Lumumba, il était parmi les révolutionnaires qui ont mené la révolution dans les années 1960 au Congo... »

L'historien congolais, Elikia M'BOKOLO l'a fréquenté.

En ligne de Kinshasa, il revient sur le parcours de celui qu'il qualifie de *« père de l'indépendance »*.

« Tout le monde associe son nom à celui de Patrice Lumumba, c'est-à-dire à une indépendance qui ne soit pas concédée par la Belgique, mais une indépendance négociée aux exigences du Congo. »



RFI Publié le 24/02/2019 - *Jeune Afrique* AFP 25 /02/2019

➤ **1^{er} juillet 2019 : L'opposant congolais Etienne TSHISEKEDI, père du président actuel Félix TSHISEKEDI, appartient désormais à l'Histoire**



Rival de MOBUTU et des KABILA, l'opposant n'a jamais cessé de rêver diriger le plus grand pays d'Afrique francophone. Il est mort, dans un hôpital à Bruxelles, d'une embolie pulmonaire à 84 ans.

Jusqu'au bout de sa vie, Etienne TSHISEKEDI a cultivé son image de mythe politique. L'infatigable opposant, bien que vieillissant et malade, n'a jamais cessé de considérer qu'il était le seul à être légitime pour diriger le plus grand pays d'Afrique francophone. Son visage rond et fermé comme une statue de cire, surmonté d'une éternelle casquette gavroche, était devenu une icône, celle de la résistance et de l'espoir d'une alternance politique pacifique que n'a encore jamais connu la République démocratique du Congo (RDC). Il s'est éteint dans un hôpital de Bruxelles le 1^{er} février 2017.

A 84 ans, affaibli, le vieil opposant avait fini par accepter le dialogue, sous l'égide de l'église catholique congolaise, avec les stratèges du président Joseph KABILA dont le deuxième et dernier mandat s'était achevé le 19 décembre 2016. Son fils, Félix, a été l'un des négociateurs de l'opposition qui ont arraché pour Etienne TSHISEKEDI un dernier rôle, celui de dirigeant du Conseil national de suivi d'une transition incertaine jusqu'à la tenue d'élections sans cesse repoussées. Les négociations se poursuivaient lorsque sa santé l'a contraint à quitter une nouvelle fois Kinshasa, le 24 janvier, pour des soins en Belgique. Sur la scène de la grande comédie politique congolaise où les idées comptent moins que les intrigues, les arrangements, les alliances et les trahisons, le « *sphinx* de Limeté » était devenu une sorte de totem, usé mais toujours debout.

Né le 14 décembre 1932 à Luluabourg (actuel Kananga), dans une famille modeste du Kasai, province du centre de ce qui était alors une colonie belge, il vibre au moment de l'indépendance du Congo en 1960. Il a 27 ans, devient le premier diplômé en droit de son pays l'année suivante et s'initie à la politique dans ce qui deviendra le Zaïre de MOBUTU SESE SEKO. **Le jeune Etienne TSHISEKEDI s'accommode bien de ce régime dictatorial qui le propulsera ministre de l'intérieur dès 1965. Il ne trouvera rien à redire à l'assassinat, quatre ans plus tôt, de Patrice LUMUMBA, le premier chef de gouvernement du Congo indépendant. Rien à redire non plus à la répression et aux exécutions, comme la pendaison de quatre politiciens, en 1966, les « martyrs de la Pentecôte ».**

Le jeune homme contribue à la rédaction de la Constitution de 1967, pour instaurer le régime du parti unique. Le futur démocrate sert la dictature de MOBUTU, un temps seulement.

Puis ses dénonciations des violations des droits humains lui vaudront d'être traqué, arrêté, emprisonné par MOBUTU qui le considère comme un « *aigri* », nostalgique des privilèges de ministre ou d'ambassadeur qu'il fut autrefois. Au lieu de le détruire, le maréchal renforce son plus coriace détracteur, devenu populaire et charismatique.

C'est désormais lui, le « *martyr* ». Dans un contexte de crise politique et de colère du peuple, MOBUTU le nomme premier ministre en 1991. Une fonction qu'il n'assumera que quelques jours avant d'y revenir pour trois mois l'année suivante, à l'issue de la Conférence nationale souveraine (1990-1992) qui ouvre la voie au multipartisme. MOBUTU tarde à signer l'ordonnance de nomination, use de la ruse pour le piéger et l'empêcher de gouverner. Il approche une dernière fois le pouvoir comme premier ministre durant huit jours, en avril 1997. Le Zaïre vit alors ses dernières heures. Le mois suivant, les troupes rebelles venues de l'est du pays s'empareront de Kinshasa et leur chef, Laurent-Désiré KABILA, s'autoproclame président de la toute nouvelle République démocratique du Congo. Le « *Tshi* » avait été approché pour prendre la tête de cette rébellion soutenue par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda mais aussi nationaliste que farouchement opposé à la prise du pouvoir par les armes, il avait décliné la proposition.

A ceux qui doutaient de sa popularité, qui le rangeaient parmi les reliques du passé, son retour à Kinshasa le 27 juillet 2016 fut un éclatant démenti. Des dizaines de milliers de ses sympathisants l'y attendaient comme le Messie, persuadés que le retour du vieil opposant pourrait accélérer le départ du jeune président. Le « *sphinx* » s'est éteint. Et Joseph KABILA est toujours au sommet de la pyramide du pouvoir.

Joan TILOUINE

➤ **Au Congo, la veuve de Patrice LUMUMBA : Pauline OPANGO 1937-2014, cultive le souvenir.**

Pauline OPANGO humiliée en janvier 1961

La famille P. LUMUMBA



Pauline OPANGO -- 1937-2014 -- connue aussi sous le nom de Pauline OPANGU, est une activiste congolaise. Née le 1er Janvier 1937 à Wembonyam, Kasai, elle devient l'épouse de Patrice LUMUMBA, premier ministre de la République Démocratique du Congo, le 15 mars 1951, devenant ainsi la troisième femme de ce dernier. Leur mariage a connu des périodes d'escarmouches et de séparation dues aux étranges habitudes et à l'incarcération de Patrice LUMUMBA.



Quatre enfants sont issus de cette union. Il s'agit de *Julienne, Marie-Christine, Patrice et Roland.*

Pauline OPANGO LUMUMBA a eu l'honneur d'être avec son mari dans la même voiture... quand il a été arrêté alors qu'il tentait de s'échapper vers son fief politique à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani). Patrice LUMUMBA a été arrêté et battu jusqu'à la stupeur, puis traîné par des agents de la mort qui l'ont assassiné, enterré, exhumé et versé de l'acide sur son corps.

Tout cela a été fait pour s'assurer qu'il devienne un homme oublié. Pendant tout ce temps, Pauline a donné naissance à un bébé prématuré et la famille a été mise en résidence surveillée. L'enfant est décédé quelques mois plus tard. C'était la période la plus éprouvante pour la famille.

Pauline a amené d'autres personnes à pleurer son mari lors d'un enterrement à Léopoldville et à protester contre le meurtre de son mari. Cependant, le corps de son mari ne lui a pas été remis et elle n'a pas eu l'occasion de visiter la tombe de son mari. Pauline a été obligée de fuir avec d'autres dans un camp de réfugiés politiques construit par les Nations Unies.

Là, elle protesta et manifesta avec véhémence, les seins nus. **Pauline OPANGO manifestant les seins nus**

Comme les Amazones de la diaspora camerounaise surnommées les « *Boby Tanap* ». Cet acte est coutumier dans certains pays d'Afrique. Avec Pauline dans les parages, les assassins de *Patrice* n'avaient pas la paix. Ainsi, elle a été chassée du pays. Elle s'est retrouvée en Égypte où elle a rencontré le Président *NASSER* qui a pris soin de sa famille. Elle s'est également rendue en Belgique et en France, puis est retournée au Congo après que le gouvernement eut reconnu Patrice LUMUMBA comme un héros national.



29 décembre 2014 Les obsèques de Pauline OPANGO

Pauline peut être décrite comme une héroïne à part entière.

Pauline OPANGO meurt le 23 Décembre 2014 à Kinshasa au Congo. Elle a été inhumée le lundi 29 décembre au cimetière Nécropole à Nsele à Kinshasa.



Jusqu'à sa mort, Elle a défendu les mêmes valeurs et l'honneur que Patrice LUMUMBA avait défendu.

De plus, pendant environ 54 ans que Pauline a vécu après la mort de son mari, elle ne s'est pas remariée. Elle est restée veuve parce que son amour pour son mari était indescriptible.

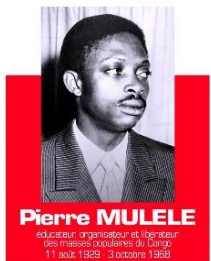
« Une maman qui a perdu son mari et qui est restée fidèle. Elle est restée avec ses enfants sans déviation, au service de sa famille et de toute la communauté nationale. Elle est une maman sage qui a suivi les traces de son mari »

a déclaré le député national : **Emery OKUNDJI.**

African Heroes @africanheroesmagazine · Site web

➤ **Années 60-70 : LA GUERRE des deux Congos : Kinshasa et Brazzaville avec en toile de fond L'assassinat de Pierre MULELE – héritier spirituel de Patrice LUMUMBA -**

Révolution Congolaise
Lumumba - Mulele - Kabila



Depuis l'accession de l'ancien Congo belge à la souveraineté internationale, ses relations avec l'autre Congo ont été fréquemment soumises à rude épreuve. Cette fois, c'est l'exécution mercredi matin à Kinshasa de l'ancien chef rebelle Pierre MULELE qui est à l'origine de la tension.

Après les " Trois Glorieuses " d'août 1963, qui entraînent l'éviction de l'abbé Fulbert YOULOU, des incidents frontaliers s'étaient produits et chacun des deux gouvernements avait accusé l'autre d'accorder l'asile politique à ses opposants respectifs.

À cette époque, la présence de Moïse TSHOMBE, à la tête du gouvernement de Léopoldville ne favorisait pas le dialogue. Politiquement plus proche de M. Fulbert YOULOU que des hommes qui lui avaient confisqué le pouvoir, l'ancien leader séparatiste katangais n'éprouvait aucune sympathie pour les " révolutionnaires " de Brazzaville.

Après son élimination par le général MOBUTU, les nouveaux dirigeants de Léopoldville tendirent la main à leurs partenaires de la rive droite du Stanley Pool. Multipliant les déclarations conciliantes, ils mirent tout en œuvre pour normaliser leurs rapports avec Brazzaville. Ce fut chose faite en novembre 1965, pour la plus grande satisfaction des populations des deux pays. En effet, il existe de longues traditions de bon voisinage entre les deux rives du fleuve Congo, quand ce ne serait qu'en raison de la solidarité ethnique entre les *Bacongos* de l'ancienne province de Léopoldville et ceux de la région de Brazzaville. De part et d'autre on voyait une brimade dans la suspension du trafic fluvial, conséquence fréquente de la guerre de " coups d'épingle " que se livraient les deux gouvernements.

Marien NGOUABI 1938-1977

Pour le moment, le trafic fluvial est interrompu, Brazzaville a suspendu ses relations diplomatiques avec Kinshasa. Les diplomates des deux pays ont regagné leurs capitales respectives.

La " guerre des ondes " a repris dès mercredi entre les deux États. Brazzaville qualifie Pierre MULELE de " héros national ", le compare à " Che " GUEVARA et à Patrice LUMUMBA, accuse le général MOBUTU d'" avoir renié sa parole d'officier " en attirant l'ancien chef des rebelles *simbas* dans un guet-apens. Faisant allusion



à l'assassinat de LUMUMBA en 1961 au Katanga, le capitaine Marien NGOUABI*, président du Comité national de la révolution, a affirmé jeudi : " MULELE a certainement été battu comme un chien. Il a certainement été tué comme LUMUMBA. " De son côté, la radio de Kinshasa menace Brazzaville d'exercer son droit de suite à l'encontre des rebelles qui ont trouvé asile sur son territoire, et affirme que " Pierre MULELE a été fusillé conformément aux lois congolaises ".

Sans prendre parti dans cette nouvelle " guerre des deux Congos ", et si nombreux qu'aient été les précédents ailleurs dans le monde, on ne peut qu'estimer inadmissible la façon arbitraire et expéditive dont l'ancien chef insurgé a été jugé et exécuté. Comment le général MOBUTU, qui avait tenu à proclamer l'an dernier LUMUMBA " héros national ", en est-il venu à taire passer par les armes celui qui est considéré à juste titre comme un de ses principaux héritiers politiques ? Jusqu'à présent cette question reste sans réponse. De même continue-t-on de s'interroger avec insistance sur les circonstances dans lesquelles Pierre MULELE a été capturé.

Ni à Kinshasa ni même à Brazzaville les responsabilités ne sont sur ce point clairement établies.

Le Monde : Publié le 12 octobre 1968

*Nota Bene : Le CNR, Conseil National de la Résistance, est remanié et réduit à 28 membres avec la mise à l'écart des proches de Massamba-Débat, devient l'organe suprême de l'État. Le chef du Conseil est de droit Président de la République. **Marien NGOUABI** devient ainsi, le 1^{er} janvier 1969, le troisième Président de la République populaire du Congo, à l'âge de 30 ans. // est assassiné par arme à feu le 18 mars 1977.

- République Démocratique du Congo : Joseph KASA-VUBU, Etienne TSHISEKEDI, Laurent Désiré KABILA... Ces hommes élevés au rang de héros national ! un choix qui divise.

Dans le club restreint des hommes qui ont été élevés au rang de héros national, un seul fait l'unanimité (ou presque) : Patrice LUMUMBA.

Le grand cordon KABILA-LUMUMBA En reconnaissance des bons et loyaux services rendus à la nation, le statut de héros national peut être accordé à un Congolais ou à un étranger. Dans ce cercle restreint, qui compte plusieurs grades, dont celui de *grand cordon KABILA-LUMUMBA*, instauré en 2002, **Patrice LUMUMBA** est le seul héros à faire (presque) l'unanimité.



Le tout premier Premier ministre du Congo indépendant reste, dans la mémoire collective, le dirigeant qui a condamné les violences physiques et morales de la colonisation, lors du discours qu'il a prononcé le 30 juin 1960, jour de l'indépendance, en présence du roi des Belges, *BAUDOUIN I^{ER}*, après l'allocution du président **Joseph KASA-VUBU**.

LUMUMBA, cette grande figure historique, dont l'aura rayonne au-delà des frontières nationales, symbolise une forme de résistance à l'ordre colonial. Tribun hors pair, assassiné en janvier 1961, à l'âge de 35 ans, près d'Élisabethville (Lubumbashi), il n'est resté aux affaires qu'un peu plus de deux mois.

C'est sous la présidence de *MOBUTU SESE SEKO* que ce Premier ministre éphémère a été proclamé héros national, à titre posthume. Le maréchal avait sûrement mauvaise conscience après avoir joué un rôle, direct ou indirect, dans la mise à mort de celui qui avait fait de lui le chef d'état-major des forces armées congolaises après une série de mutineries suscitées par la Belgique, qui soufflait discrètement sur les braises depuis l'accession du pays à l'indépendance.

Décédé en janvier 2001 dans des circonstances non élucidées, **Laurent-Désiré KABILA** est lui aussi un héros national. Mais l'ex-chef rebelle, qui, à la tête d'un mouvement hétéroclite épaulé par des armées étrangères, avait renversé *MOBUTU* quatre ans plus tôt, est loin de faire l'unanimité.



L-DK - ou le *mzee*, comme on l'appelle communément - repose dans un mausolée érigé devant le Palais de la nation, le siège de la présidence, à Kinshasa. Les chercheurs et les Congolais en général sont divisés sur la place à accorder à celui qui est perçu, dans l'histoire récente, comme « l'homme des Rwandais » par les uns et « le libérateur » par les autres.

Premier président de la RD Congo indépendante, **Joseph KASA-VUBU** a été également élevé au rang de héros national... cinquante et un ans après sa mort (en 1969). Lui aussi est une figure contestée. S'il est reconnu pour son intégrité, il reste aux yeux de nombreux Congolais un dirigeant faible, manipulé par la Belgique - qui avait accordé au Congo son indépendance sans en être vraiment partie. Sa présence dans la chaîne de complicités qui a conduit à l'élimination physique de **Patrice LUMUMBA** - avec lequel il entretenait des rapports orageux - , et dont les ramifications couraient jusque dans les capitales occidentales, est établie.

Quant à **Étienne TSHISEKEDI**, qui incarna l'opposition pendant des décennies, il a été admis, le 1^{er} juin 2019, par ordonnance présidentielle, dans l'ordre des héros nationaux, au rang de grand cordon *KABILA-LUMUMBA*, le grade plus élevé. Les uns ont applaudi cette distinction à titre posthume, d'autres l'ont critiquée, au motif que, dans les années 1960, **Étienne TSHISEKEDI** avait contribué au renforcement du pouvoir autoritaire de *MOBUTU*, avant de s'en éloigner.

Étienne TSHISEKEDI



Décoré à titre posthume

Ainsi vont les honneurs au *pays de LUMUMBA*, où, être déclaré héros national est une chose, et faire l'unanimité en est une autre.

Arthur MALU-MALU journaliste et auteur congolais 2020

Soixante ans après son assassinat, le discours de Patrice LUMUMBA est malheureusement toujours d'actualité pour bon nombre d'Africains et de défenseurs de la liberté dans le monde :
Le Monde en 2022 : 197 Etats ou 330 Pays ?

« (...) Les puissances qui nous combattent ou qui combattent mon gouvernement, sous le prétexte fallacieux d'anticommunisme, cachent en réalité leurs véritables intentions. Ces puissances européennes ne veulent avoir de sympathies que pour des dirigeants africains qui sont à leur remorque et qui trompent leur peuple. Certaines de ces puissances ne conçoivent leur présence au Congo ou en Afrique que dans la mesure où ils savent exploiter au maximum leurs richesses par le truchement de quelques dirigeants corrompus. (...) »



Conclusion : LE TESTAMENT POLITIQUE DE PATRICE EMERY LUMUMBA



Peu avant sa mort, Patrice LUMUMBA Pauline OPANGO 1937-2014

a écrit de sa cellule une lettre à Pauline. On ne sait si la lettre s'adresse à la troisième ou quatrième femme : les deux femmes portaient le même prénom. LUMUMBA s'était séparé de Pauline OPANGO, sa quatrième femme depuis son arrestation dramatique à *Mweka*, au début du mois de décembre à 1960. Déguisée en soldat, sa troisième femme, Pauline KIE, lui a rendu visite à plusieurs reprises dans sa



cellule à *Thysville*.

Le texte de sa lettre fait la preuve de sa lutte de principe contre le néocolonialisme. Elle laisse percevoir son sens des réalités : il considère sa mort prochaine plus que probable. Mais elle démontre également sa croyance inébranlable de la victoire finale de la révolution anticoloniale. Cette lettre peut être considérée comme son testament politique.

Ma compagne chérie,



Je t'écris ces mots sans savoir s'ils te parviendront, quand ils te parviendront, et si je serai encore en vie quand tu les liras. Tout le long de ma lutte pour l'indépendance de mon pays. Je n'ai jamais douté un seul instant du triomphe final de la cause sacrée à laquelle mes compagnons et moi avons consacré toute notre vie. Mais ce que nous voulions pour notre pays, son droit à une vie honorable, à une dignité sans tâche, à une indépendance sans restrictions, le colonialisme belge et ses alliés occidentaux qui ont trouvé des soutiens directs et indirects, délibérés et non délibérés, parmi certains hauts fonctionnaires des Nations-Unies, cet organisme en qui nous avons placé toute notre confiance lorsque nous avons fait appel à son assistance ne l'ont jamais voulu.

Ils ont corrompu certains de nos compatriotes, ils en ont acheté d'autres, ils ont contribué à déformer la vérité et à souiller notre indépendance. Que pourrais-je dire d'autre ? Que mort, vivant, libre ou en prison sur ordre des colonialistes, ce n'est pas ma personne qui compte. C'est le Congo, c'est notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage d'où l'on nous regarde du dehors tantôt avec cette compassion bienveillante, tantôt avec joie et plaisir. Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens du fond de moi-même que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au colonialisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur.

Nous ne sommes pas seuls. L'Afrique, l'Asie et les peuples libres et libérés de tous les coins du monde se trouveront toujours aux côtés des millions de Congolais qui n'abandonneront la lutte que le jour où il n'y aura plus de colonisateurs et leurs mercenaires dans notre pays.

A mes enfants que je laisse et peut-être que je ne reverrai pas, je veux qu'on dise que l'avenir du Congo et qu'il attend d'eux, comme il attend de chaque Congolais, d'accomplir la tâche sacrée de la reconstruction de notre indépendance, et de notre souveraineté ; car sans justice il n'y a pas de dignité et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres.

Ni brutalités, ni sévices, ni tortures ne m'ont jamais amené à demander la grâce car je préfère mourir la tête basse, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée de mon pays plutôt que vivre dans la soumission et le mépris des principes sacrés. L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera aux Nations unies, Washington, Paris ou Bruxelles, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera au Nord et au Sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité.

Ne pleure pas ma compagne, moi je sais que mon pays, qui souffre tant, saura défendre son indépendance et sa liberté.

Vive le Congo ! vive l'Afrique.

Patrice

Jean VAN LIERDE *La pensée politique de Patrice Lumumba* Dernière lettre p.389-391
Présence Africaine 1963

Ludo De WITTE *L'assassinat de Lumumba* p.185-186 Karthala janvier 2022

🇷🇵 2020 : En RDC, le bras de fer se durcit entre le président Félix TSHISEKEDI et son prédécesseur Joseph KABILA

La grande coalition qui a permis la première transition pacifique du pays depuis l'indépendance semble avoir fait long feu. Les tractations vont bon train en coulisses.

Félix TSHISEKEDI et Joseph KABILA



Il est loin le temps où le président congolais, Félix TSHISEKEDI, et son prédécesseur, Joseph KABILA, tombaient dans les bras l'un de l'autre, tout sourire, devant les caméras. L'alliance des deux hommes, conclue pendant l'élection

présidentielle de décembre 2018, a certes permis à la République démocratique du Congo (RDC) de connaître la première alternance pacifique de son histoire. Mais, depuis quelques mois, les deux grands blocs de la coalition au pouvoir, Cap pour le changement (CACH) de Félix TSHISEKEDI et le Front commun pour le Congo (FCC) de Joseph KABILA ne cessent de se tailler des croupières. Et les démonstrations d'amitié ont fait long feu.



Fin octobre, l'ancien homme fort de RDC a réuni ses fidèles dans sa ferme privée de Kingakati, dans la banlieue est de Kinshasa. Il a évoqué les années sombres de la jeune République du Congo quand, en 1960, les tensions entre le président *Joseph KASA-VUBU* et son premier ministre *Patrice-Emery LUMUMBA*, bloquaient la machine institutionnelle. Ce sont ces dissensions qui avaient permis la prise du pouvoir de *Joseph-Désiré MOBUTU*. « *Il ne faut pas que cela se reproduise* », aurait affirmé l'ancien chef de l'Etat, reprochant à Félix TSHISEKEDI de ne pas s'en tenir au « *respect de la parole donnée* ».

Preuve, s'il en fallait, que l'alliance bat de l'aile, le président a répliqué en soulignant, dans son discours du 23 octobre, que « *le partage des valeurs liées à l'Etat de droit et à la justice constitue la condition sine qua non de tout partenariat aux actions de (son) mandat* ». Félix TSHISEKEDI est allé plus loin, le 2 novembre, en lançant une grande série de « consultations ». L'objectif affiché de la présidence : parvenir à dégager une majorité face à Joseph KABILA et son camp.

Patient LIGODI (Kinshasa, correspondance) Le Monde Publié le 27 novembre 2020

NOUVELLES 2022: Des deux Congos : CONGO-BRAZZAVILLE ET CONGO-KINSHASA

● **Congo (République du) appelée Congo-Brazzaville**

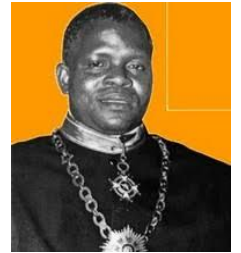
Fulbert YOULOU (YULU en kikongo) surnommé

L'Abbé Fulbert YOULOU

l'Abbé né le 9 juin 1917 à *Madibou* (Afrique-Équatoriale française, aujourd'hui République du Congo) et mort le 5 mai 1972 à *Madrid* (Espagne), fut le premier président de la République congolaise de 1959 à 1963. Cet ancien prêtre quitta le pouvoir et laissa derrière lui l'image d'un président de la République excentrique, autoritaire et corrompu. Depuis la chute de l'abbé Fulbert YOULOU, le Congo-Brazzaville continue à sombrer dans l'océan des larmes et des douleurs puisque :

« *La situation générale se dégrade de jour en jour, l'étiage économique a baissé, le nombre des chômeurs s'est accru. Que se passe-t-il encore ? Dans son ensemble, le pays régresse, la haine des uns contre les autres ayant repris le dessus* »

Abbé Fulbert YOULOU in « *J'accuse la Chine* » La Table Ronde 1966 p.207.



La République du Congo, **Denis SASSOU N'GUESSO** né en 1943 également appelée Congo-Brazzaville (du nom de sa capitale), est un petit pays d'Afrique centrale. Son président, **Denis SASSOU NGUESSO**, a été réélu en 2016 pour un troisième mandat.



Le Congo compte plus de 4 millions d'habitants. Ses voisins sont le *Gabon*, le *Cameroun*, la *République centrafricaine* et la *République démocratique du Congo*. Le Congo est le quatrième producteur de pétrole du golfe de Guinée.

Au Congo, petite économie riche en pétrole, le parlement est contrôlé par le Parti congolais du travail (PCT) du président **Denis SASSOU NGUESSO** qui cumule près de 38 ans au pouvoir.

Pascal MULEGWA Journaliste à RFI auteur à *Jeune Afrique* <https://www.dw.com>>congo-république-du

Nota Bene : Ainsi, l'existence des **deux congos** est due à la création du Congo belge et du Congo français vers la fin du XIXème début du XXème siècle. Le peuple Kongo est encore très présent au **Congo-Brazzaville** et **Congo-Kinshasa** mais il est loin d'être le seul. Ces **deux pays** comptent des centaines d'ethnies différentes.

● **La République démocratique du Congo (RDC) appelée Congo-Kinshasa**



La République démocratique du Congo (R.D.C) ou Congo Kinshasa, qui a porté le nom de Zaïre, est un état frontalier de l'Afrique équatoriale. À cheval sur l'équateur, s'étendant dans le vaste bassin du fleuve dont il a repris le nom et n'accédant à l'océan Atlantique que par une étroite façade maritime de 50 kilomètres, la R.D.C. est située au



centre du continent africain et partage ses frontières avec neuf pays : à l'ouest, le *Congo* ; au nord, la *République centrafricaine* et le *Soudan du Sud* ; à l'est, l'*Ouganda*, le *Rwanda*, le *Burundi* et la *Tanzanie* ; au sud, la *Zambie* et l'*Angola*.

Comprenant presque tout le bassin du fleuve Congo, et d'une superficie de 2,344 millions de km², c'est le second plus vaste pays d'Afrique après l'Algérie.

En R.D.C., le chemin vers la stabilité est difficile. Le pays regorge de ressources naturelles dont la gestion reste délicate, du fait de l'implication de divers acteurs, de plusieurs États et groupes influents. Démobiliser, désarmer, réintégrer socialement les combattants qui sévissent dans l'est de la République démocratique du Congo (et éventuellement en intégrer une partie dans les rangs de l'armée régulière des FARDC), c'est l'objectif ambitieux que se sont fixées les autorités congolaises pour stabiliser le Sud- et le Nord-Kivu. C'est aussi ce que réclament les Nations Unies au gouvernement de Kinshasa.

Félix TSHISEKEDI TSHILOMBO, né le 13 juin 1963 à Léopoldville, est un homme d'État Kinois congolais (R.D.C), président de la République depuis janvier 2019.



Fils de l'ancien Premier ministre **Étienne TSHISEKEDI**, il est élu président de la République démocratique du Congo lors de l'élection présidentielle de décembre 2018. Bien que controversée du fait d'allégations de fraude électorale, il s'agit de la première alternance politique pacifique depuis l'indépendance du pays. **TSHISEKEDI** préside l'Union africaine de février 2021 à février 2022.

Drapeau de l'Union Africaine



✚ Les militaires remplacent les autorités civiles dans deux provinces de la RD Congo

Lors de l'état de siège qui entrera en vigueur jeudi, en République démocratique du Congo, dans les provinces de l'**Ituri** et du **Nord-Kivu** pour lutter contre les massacres de civils par des groupes armés, les autorités civiles locales seront remplacées par les Forces armées de la police nationale.

Tharcisse Kasongo Mwema 1952-



Les autorités civiles seront remplacées par des militaires et des policiers dans deux provinces de la République démocratique du Congo où l'état de siège entre en vigueur jeudi 6 mai.

Tharcisse Kasongo Mwema Yamba-Yamba, porte-parole du chef de l'Etat congolais Félix



TSHISEKEDI, a précisé que l'état de siège était décrété "**pour une durée de trente jours à dater du jeudi 6 mai 2021**". "**Pour faire face à la situation pendant l'état de siège, les autorités civiles, les gouvernements provinciaux de l'Ituri et du Nord-Kivu et les entités de ces provinces seront remplacées par des officiers des Forces armées de la République démocratique du Congo ou de la police nationale**", a-t-il ajouté.

Riches en minerais, à la frontière de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi, les provinces du **Nord et du Sud-Kivu (est)** ont basculé dans la violence lors des deux guerres du Congo (1996-97, 1998-2003), sans retrouver une vraie stabilité depuis. Plus au nord, la province de l'**Ituri** a de nouveau basculé dans la violence fin 2017 après une accalmie d'une quinzaine d'années.

AFP Publié le : 04/05/2021

Le roi **Philippe 1960-** *nom de naissance : Léopold Louis Marie de Belgique*, petit fils du roi des Belges Léopold III, exprime ses "plus profonds regrets" à la R.D.C



Dans une lettre adressée au président de la République démocratique du Congo, **Félix TSHISEKEDI**, le Roi des Belges Philippe, né le 15 avril 1960, a écrit : "**Je tiens à exprimer mes plus profonds regrets pour ces blessures du passé dont la douleur est aujourd'hui ravivée par les discriminations encore présentes dans nos sociétés**".

Des actes de violence et de cruauté ont été commis au Congo par la puissance coloniale belge.

"**Ces actes pèsent encore sur notre mémoire collective**", assure Philippe, sur le trône depuis 2013

<http://www.notrecongo.com> -- Radio DW –

<https://fr.wikipedia.org> >wiki> Félix Tshisekedi

<https://www.monarchie.be> >famille-royale> le roi

✚ 2022 Le film « **L'EMPIRE DU SILENCE** » : Une ode aux souffrances du Congo, pays au conflit inextinguible

Exode et déplacement de la population au Congo



Le réalisateur Thierry MICHEL fait la synthèse de son travail mené pendant trente ans autour du pays blessé par presque autant d'années de guerre.

A 69 ans, le réalisateur belge Thierry MICHEL a bâti, au sein de son œuvre, une sorte de cathédrale filmique consacrée à l'actuelle République démocratique du Congo, ex-Congo belge. Ses quelque treize films, réalisés entre 1992 et 2022, qui constituent une incomparable radiographie politique, sociale et anthropologique de ce pays, et des affres historiques qui l'ont tour à tour façonné et défiguré depuis la colonisation.

Dernier opus en date, *L'Empire du silence* se présente comme la somme du travail mené par le réalisateur depuis trente ans, et sans doute aussi comme l'apothéose de la passion, de l'empathie et de la colère dont il procède. Vaste synthèse historique d'un pays en guerre depuis plus de deux décennies et qui n'aura cessé d'être saigné, au vu et au su du monde entier, ce film procède surtout d'une dénonciation cinglante de ce scandale, d'une tentative de vaincre la loi du silence.

Aussi bien, l'interrogation fondamentale inlassablement croisée dans l'œuvre africaine de Thierry MICHEL est ici saisie à bras-le-corps : pourquoi ce pays grand comme l'Europe, aux ressources exceptionnelles en minerais, est-il l'un des plus pauvres du monde ? Et pourquoi l'état de guerre avérée ou larvée qui y sévit depuis près de trente ans et qui a fait des millions de morts ne fait-il l'objet d'aucune sanction internationale ? Il est à redouter que la réponse soit la plus cruelle que l'on puisse imaginer : parce que cela, directement ou indirectement, arrange tout le monde. Le pouvoir en place. Les rebelles. Les pays environnants. L'Occident. Tous les acteurs de ce conflit inextinguible, tels des charognards autour d'un animal blessé, n'ont de cesse de profiter de ses ressources vitales.

Ce film, dont le classicisme formel, la subjectivité discrète, l'humanisme blessé sont les meilleurs atouts, se déploie selon deux axes. D'une part une suite de tableaux expressionnistes des crimes, entraperçus grâce à une patiente collecte d'archives. D'autre part une reconstitution pas à pas, patiente et complexe, de l'inextricable écheveau des causes et des responsabilités qui les expliquent. Sur le premier de ces points, c'est l'enfer et ses cohortes. Exodes et déplacements de population, massacres aveugles, charniers, enfants dévorés par les insectes, famine, maladie, enfants-soldats... Voici ce qu'en dit le journaliste, écrivain et conférencier congolais Deo NAMUJIMBO :

« **Les corbeaux avaient mangé tellement de cadavres qu'ils ne pouvaient plus voler** ».

Un mot qui fait image et se passe de plus longs commentaires.

2011 Nicolas SARKOZY et Paul KAGAME



de comprendre de quoi il retourne, tâche rendue malaisée par la longueur inaccoutumée du conflit, la complexité des motivations (*cycle des vengeances, désir d'expansion territoriale, pillage des richesses, logiques tortueuses de l'impunité...*), la



multiplication des belligérants, l'absurdité de ce qui tourne rapidement à une guerre de tous contre tous. Tout s'origine durant la fin du règne de MOBUTU, sous l'autorité chancelante duquel les fauteurs *hutu* du génocide rwandais perpétré en 1994, accompagnés d'un million de civils, se réfugient sur le territoire de ce qui se nomme alors le Zaïre, pour échapper au jugement et à la vengeance du gouvernement *tutsi* qui s'est alors établi. Face à leurs incursions régulières dans le territoire rwandais, le gouvernement rwandais de Paul KAGAME lève une armée qui pourchasse et décime les *milices hutu*, mais aussi beaucoup de civils, en territoire zaïrois.

Dans la foulée de cette incursion, une alliance tactique avec Laurent-Désiré KABILA, le principal opposant du président MOBUTU, permet aux milices hutu de mettre la main sur les gisements du pays, et au second de chasser MOBUTU du pouvoir, en mai 1997.

Toutefois, lorsque KABILA tente de repousser ses alliés du pays pour recouvrer sa souveraineté, c'est, en 1998, une nouvelle guerre qui s'embrace. Les Rwandais, accompagnés de leurs alliés de l'Ouganda et du Burundi, reviennent pour massacrer cette fois les Congolais eux-mêmes, avec l'appui d'une rébellion intérieure constituée d'une multitude de milices et de petits chefs de guerre. KABILA peut, quant à lui, compter sur l'alliance d'autres pays africains, tels l'Angola et le Tchad. Cette deuxième guerre du Congo, élargie à une partie du continent africain, fera trois millions de morts.

Censément éteinte en 2002, sous le mandat de Joseph KABILA, qui a pris la suite de son père assassiné et qui intègre des membres de la rébellion dans son gouvernement, elle ne cessera jamais, en vérité.

Denis MUKWEGE 1955-

L'autre volet du film concerne les efforts des Nations unies pour établir les responsabilités des crimes. Elle n'est pas moins désespérante. Le rapport *Mapping*, qui identifie tant les crimes de guerre que leurs auteurs, lesquels se comptent par centaines, dort dans un tiroir depuis douze ans, tandis que le docteur Denis MUKWEGE, gynécologue, pasteur congolais et Prix Nobel de la paix, remue la terre entière et met sa propre vie en danger pour exiger la constitution d'un tribunal international. Le film passe ainsi, dans un désespoir aussi inexorable que le silence du fleuve Congo.



Jacques MANDELBAUM Journaliste et critique cinématographique *Le Monde* 16 mars 2022

🚩 **Mars 2022 : En RDC, le président Félix TSHISEKEDI tente de s'imposer en hyper président**

Le chef de l'Etat poursuit son entreprise de verrouillage des institutions, des réseaux financiers et sécuritaires du pays en vue de s'assurer un second mandat fin 2023.

Emmanuel Macron et Félix TSHISEKEDI le 27 avril 2021



Il est, lui aussi, à la tête d'un pays continent mais n'a aucune visée impérialiste, aucun projet d'annexion de ses voisins. Félix TSHISEKEDI ne semble aujourd'hui porté que par une seule ambition : sa reconduction à la tête de la République démocratique du Congo (RDC), à l'issue d'élections générales prévues en **décembre 2023** pour lesquelles il est déjà candidat.

« **C'est son unique obsession et il est en train de prendre le contrôle de toutes les manettes pour cela** », prévient un observateur étranger à Kinshasa.

Trois ans après avoir conquis le fauteuil présidentiel sur la base d'un accord de partage du pouvoir avec Joseph KABILA, son prédécesseur, le chef de l'Etat congolais poursuit son entreprise de verrouillage des institutions, des réseaux financiers et sécuritaires du pays en vue de s'assurer un second mandat.

Cyril BENSIMON *Le Monde* 14 mars 2022

Groupes ethniques de la République démocratique du Congo

Nota Bene : La dictature colonialiste belge interdisait



toute activité de parti aux indigènes. Aussi les Congolais manifestèrent-ils leurs premières revendications à travers des organisations professionnelles, culturelles ou tribales. LUMUMBA ne néglige aucune des possibilités qui lui sont offertes. En **1958**, il est Vice-Président du Cercle Libéral d'études et d'agrément de Léo --Léopoldville, capitale du Congo belge--, il est Président de la fondation des Batetela, son groupe ethnique, il est Président de l'APIC, organisation professionnelle des agents congolais de l'Administration.

Mais le mouvement d'émancipation se développe comme un feu de brousse, la Belgique ne peut empêcher plus longtemps le bouillonnement politique de se traduire par la création de partis congolais. Patrice LUMUMBA fonde à Léopoldville, le **10 octobre 1958**, le M.N.C. (Mouvement National Congolais), qui va devenir le parti le plus puissant du Congo.



L'indépendance est inévitable, mais que signifie l'indépendance ?

Dans la bataille qui s'engage, Patrice LUMUMBA apparaît toujours comme le protagoniste des solutions de progrès, comme le partisan résolu de « l'indépendance à 100% » selon une formule qu'il utilise souvent

Revue mensuelle EUROPE janvier 1962

✚ Les objets volés au Congo pendant la colonisation : Le patrimoine commun d'une population devrait être dans un village pas dans un musée Freddy TSIMBA né le 22 août 1967



Le masque Dipola

« Leur spoliation n'est pas un simple vol d'objets. Il s'agit d'une capture spirituelle, une capture d'ancêtres. La mémoire de ces objets existe encore car leur histoire a été transmise par les anciens. C'est quelque chose de très profond qui a été arraché. Ils ont été prélevés d'une manière atroce. Il faut réparer »



Freddy Bienvenu TSIMBA. (Artiste congolais, plasticien scénographe et sculpteur)

Le masque *DIPOLA*, appartient à la société secrète *Ngongo Munyenge*, messager des ancêtres et des esprits, il sort la nuit pour solliciter l'abondance, la prospérité, la guérison, la fertilité des femmes et des champs, la chasse et la pêche fructueuses. Il ne sort le jour qu'à la mort d'un initié afin de communier avec les ancêtres. Le porteur du masque tient en main un couteau à double tranchant. Il peut se déchaîner et tuer. Afin d'éviter cela, un autre initié tient un bâton pour lui barrer la route.

Une fenêtre d'Afrique à Bruxelles

Africa Museum de Tervuren à Bruxelles



La nécessité de restituer ces objets au peuple congolais est pour l'artiste une évidence. Mais leur future destination doit-elle être un musée ? Freddy TSIMBA ne considère pas qu'il faille reproduire « ce qu'a fait l'Europe ». Ces objets sont avant tout « le



patrimoine commun d'une population. Ils ne doivent pas être réservés à des élites urbaines mais être ramenés dans les villages, auprès des communautés qui les ont perdus ».

La proposition va au-delà d'un débat sur les conditions des transferts qui s'est beaucoup focalisé sur l'absence de musées sur le continent ou sur leur inaptitude à conserver les œuvres. Pour autant, Guido GRYSEELS – directeur général de l'*Africa Muséum* de Tervuren à Bruxelles -- ne se montre pas étonné : « *Qui sont les propriétaires moraux de ces objets ? Les Etats ou les communautés ? Nous avons engagé cette discussion car des demandes locales émergent, même si elles restent encore informelles.* »

Le président congolais Félix TSHISEKEDI s'est jusqu'à présent contenté d'exprimer un souhait de principe en faveur des restitutions. Aucune demande officielle n'a été formulée. En Belgique, la Chambre des représentants a nommé depuis cet été une commission spéciale de dix experts chargée de se pencher sur le passé colonial du pays. Son rapport attendu d'ici à la fin de l'année devrait comporter un volet sur le sujet.

En attendant que le dossier avance concrètement, l'artiste-forgeron Freddy TSIMBA, suggère qu'en geste de dédommagement une partie des recettes des expositions réalisées à partir d'objets spoliés soit désormais consacrée à des projets culturels ou d'éducation au Congo : « *Ce serait magistral. Ce serait commencer à reconnaître qu'on nous a fait du mal. Ce serait contribuer à réparer l'ignorance et le manque d'éducation qui, chez nous, tue beaucoup de vies.*

Laurence CARMEL Le Monde novembre 2020

✚ La République démocratique du Congo : Le pays le plus catholique, une église bien implantée dans le pays

- Superficie : 2 345 409 kilomètres carrés.
- Population : 30 500 000 habitants.

Situation religieuse : Le Zaïre - ancien Congo belge - actuellement République démocratique du Congo est le pays de l'itinéraire pontifical qui compte le plus de catholiques: ils sont 14 millions, presque 50 % de la population. L'épiscopat est autochtone dans sa quasi-totalité : 50 évêques zaïrois et 3 belges ; le clergé est composé de 3 910 prêtres (2 021 étrangers et 1 889 zaïrois), et les nombreuses congrégations féminines regroupent 4 636 religieuses (2 600 zaïroises et 2 036 étrangères).

L'église catholique en RDC : Diocèse de TSHUMBE

L'Église est bien implantée dans le pays. Elle possède 20 instituts supérieurs de formation, dont 1 faculté de théologie à Kinshasa, créée en 1957 (1 780 grands séminaristes et 400 étudiants). Elle dispose également d'un réseau d'écoles catholiques : 5 315 écoles primaires et secondaires, regroupant 2,5 millions d'élève ; 355 établissements de santé (hôpitaux, dispensaires, maternités), disséminés à travers le pays, font travailler plus d'un millier de médecins, religieuses et volontaires laïques.



Président Mobutu et Jean-Paul II

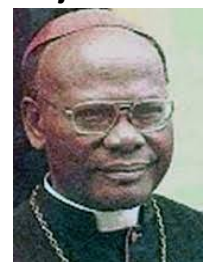


Un sérieux conflit a opposé l'Église et l'Etat, au début des années 70, lorsque le parti du président MOBUTU, lui-même catholique pratiquant, avait proclamé sa suprématie sur l'Église. L'Etat avait mis la main sur l'enseignement religieux, en accusant le cardinal Joseph-Albert MALULA, archevêque de Kinshasa, de subversion. Lorsque JEAN-PAUL II a visité le Zaïre en 1980, ce conflit était en voie d'apaisement, bien que le président MOBUTU ait continué d'exercer le pouvoir de manière autoritaire. Notant cette amélioration progressive, la conférence épiscopale zaïroise a déclaré, dans un message au peuple publié en

juillet, que " *les gouvernements successifs, depuis l'indépendance en 1960, ont mérité de la patrie, et l'œuvre accomplie est colossale et merveilleuse.*"

Le Cardinal Joseph-Albert MALULA

Cela n'a pas empêché les évêques de dénoncer, dans le même message, **Décembre 1917-janvier 1989** " *Les carences du développement social, la progression du chômage et les habitudes de corruption* ". En ce qui concerne la vie interne de l'Église, " *le clergé zaïrois, a récemment affirmé le cardinal MALULA, est, dans l'ensemble, résolument engagé dans le renouveau conciliaire* ". " Certains évêques souhaiteraient aller encore plus loin dans l' " **africanisation** " de l'Église, a-t-il ajouté, mais le pape les a rappelés au respect du caractère universel de l'Église et à l'impératif de son unité.



Le stade Cardinal-Malula



Kinshasa, 16 juillet 1991. Deux ans après sa mort, le 14 juin 1989, le peuple du Zaïre et d'Afrique ont commémoré le deuxième anniversaire de la disparition, le 14 juin dernier, de Joseph- Albert MALULA. Et c'est par quatre journées de réflexion sur sa pensée et son œuvre que le cercle théologique de Kinshasa lui a rendu hommage.

Naturellement bon et généreux, le Cardinal MALULA fut une personne sensible, attentive aux besoins non seulement de ceux qui l'entouraient ou l'approchaient, mais aussi de tout le peuple zaïrois.

Déjà, en 1958, il avait pris position pour l'instauration de la justice sociale, à travers le « Manifeste de la Conscience africaine », dont il était cosignataire. De même, en 1972, il n'avait pas hésité lorsqu'il fallait réagir face à la suppression des prénoms chrétiens par MOBUTU.

Homme de foi et de dialogue, il était contre la violence pour l'instauration d'un Etat de droits. Il voulait simplement la vérité et rien que la vérité. Voilà pourquoi, **« quand il avait de l'estime pour quelqu'un, tout le monde le savait. (Et) lorsqu'il était mécontent de vous, il était incapable de feindre la satisfaction. »**

Le Monde publié le 15 août 1985

APIC Agence de presse internationale catholique 17.07.1991

Complexe scolaire Cardinal-Malula



« Vaut mieux être crucifié pour la vérité que de crucifier la vérité »

Citation du **Cardinal Joseph-Albert MALULA**

« Les minerais du Congo ont construit la Belgique, il est temps que les minerais du Congo reconstruisent le Congo et aident les Congolais. »

« Au Zaïre faible, il faut opposer un Congo fort »

« Ceux qui ont ruiné le Zaïre, ce sont les occidentaux et leur ami Mobutu »

« Les ONG sont parfois des boîtes aux lettres des rebelles »

Laurent-Désiré KABILA 1939-2001 Homme d'Etat Homme politique Président

« La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité »

Albert CAMUS 1913-1960 Artiste écrivain

« Le monde est dangereux à vivre ! Non pas tant à ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire. »

Albert EINSTEIN 1879-1955 Mathématicien Physicien Scientifique

« La doctrine pseudo-scientifique de l'inégalité des races ne repose que sur l'idée de l'exploitation de l'homme par l'homme »

Joseph Auguste Anténor Firmin 1850-1911 *De l'égalité des races humaines : Anthropologie positive* Librairie Cotillon et F. PICHON p. 204 1885

« Dans tous les pays, dans toutes les races, le progrès ne s'effectue, ne se réalise, ne devient tangible que lorsque les couches sociales inférieures, qui forment toujours la majorité, tendent à monter, en intelligence, en puissance, en dignité et en bien-être. Là où la politique, dite éclairée, ne consisterait qu'à perpétuer l'infériorité de ces couches, formant l'assise même de la nation, en exploitant leur ignorance, il n'y a point de progrès possible. »

Joseph Auguste Anténor Firmin 1850-1911 Homme politique et intellectuel haïtien

« Si cruelle que soit l'annonce de la mort de quelqu'un – surtout quand ce quelqu'un est LUMUMBA – il y a aussi des faits qu'il faut savoir voir avec courage. Vivant, LUMUMBA dénonçait les impérialistes. Assassiné par les impérialistes, les impérialistes, se dénoncent à la face des Africains. Et plus d'un africain ne chuchote plus la complicité silencieuse des 12 de Brazzaville et particulièrement des dirigeants du Congo ex-français. Cela les Africains le savent et ils savent aussi que les belles phrases trompeuses des valets des impérialistes ne résoudre nullement les conditions sociales actuelles. »

Sembène OUSMANE 1923-2007 *Ce mort qui milite* p.6-7 Revue mensuelle EUROPE Patrice LUMUMBA janvier 1962

« La réalité troublante est que l'abondance de nos ressources naturelles alimente la guerre, source de violence extrême et de la pauvreté abjecte. Nous aimons tous les belles voitures, les bijoux et les gadgets... J'ai moi-même un smartphone. Ces objets contiennent des minéraux que l'on trouve chez nous souvent extraits dans des conditions inhumaines par de jeunes enfants victimes d'intimidation et de violences sexuelles... Réfléchissez un instant au coût humain de la fabrication de ces objets. Fermez les yeux devant ce drame, c'est être complice ! »

Docteur Denis MUKWEGE Prix Nobel de la Paix 2018 *Discours à Oslo en Norvège*

✚ N'oublions jamais ces hommes, nés en 1925, qui se sont battus contre l'aliénation et pour la dignité et la liberté du peuple noir

Félix-Roland MOUMIE 1925-1960



Empoisonné au thallium, la double dose, consommée le 15 octobre 1960 a été fatale au Médecin formé à William Ponty. Après 18 jours de douleurs suivis de coma, celui qui devait rentrer à Conakry le lendemain 16 octobre, rendra l'âme le 3 novembre 1960 dans un lit d'hôpital à Genève.

L'assassinat de **Félix Roland MOUMIÉ** – médecin chirurgien à l'hôpital de Lolordof -- selon les sources concordantes, a été commandité par le premier président camerounais *Ahmadou AHIDJO* et *Jacques FOCCART*, le bras droit du *Général De GAULLE* : il fallait éliminer l'UPC -- Union des Populations du Cameroun -- aussi bien à l'intérieur et qu'à l'extérieur du Cameroun. Il a été mis en œuvre par le SDECE (Service de Documentation Extérieure et de Contre-espionnage). La raison ?

Marthe EBEMEYONG, la veuve de Félix Roland MOUMIÉ qui a partagé son exil Guinéen, a malheureusement connu une fin tragique. Elle a été retrouvée assassinée, étranglée et violée à son domicile de Mbalmayo, le 7 janvier 2009, à l'âge de 78 ans.

« Quand un homme défend la liberté en étant extrême, cela ne peut pas être un crime. »

« On ne peut gagner sa liberté qu'en montrant à l'ennemi que l'on est prêt à tout pour l'obtenir. »

« La presse a un pouvoir de l'image si puissant qu'elle peut faire passer un criminel pour une victime et montrer la victime comme un criminel. »

1925-1965



MALCOM X également connu sous le nom d'*El-Hajj Malek El-Shabbaz*

Né le 19 mai 1925 à Omaha au Nebraska

Mort assassiné le 21 février 1965 à Harlem à New York

1925-1961



« Personne ne peut retirer son épingle du jeu. Tout le monde sera abattu ou torturé et, dans le cadre de la nation indépendante, tout le monde aura faim et participera au marasme. Le combat collectif suppose une responsabilité collective à la base et une responsabilité collégiale au sommet. Oui, il faut compromettre tout le monde dans le combat pour le salut commun. Il n'y a pas de mains pures, il n'y a pas d'innocents, pas de spectateurs. Nous sommes tous en train de nous salir les mains dans les marais de notre sol et le vide effroyable de nos cerveaux. Tout spectateur est un lâche ou un traître. »

Frantz FANON *Ecrits contre le colonialisme*

Né le 25 juillet 1925 à Fort-de-France Martinique

Mort le 6 décembre 1961 à Bethesda Washington

1925-1961



« Nous avons connu que la loi n'était jamais la même, selon qu'il s'agissait d'un blanc ou d'un noir, accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres. »

« Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté. »

Patrice Emery LUMUMBA

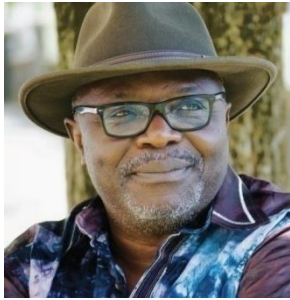
Né le 2 juillet 1925 à Onalua au Congo-belge

Mort assassiné le 17 janvier 1961 près Elisabethville au Katanga

CONCLUSION :

✚ Perspectives mémorielles : Les réflexions de Roger BUANGI PUATI

Roger BUANGI PUATI 1957-



La mémoire historique est un autre champ de bataille qui ne peut être laissé de côté. L'histoire a toujours été "un des piliers de la construction du mythe occidental", raison pour laquelle les historiens investissent ce domaine dans la réhabilitation de l'image de l'Occident aux yeux du monde.



L'histoire de la domination ou de l'exploitation des Africains et de l'Afrique a longtemps été l'apanage des vainqueurs. Ce n'est plus le cas depuis quelques décennies avec les Cheik ANTA DIOP, Joseph KI-ZERBO, Théophile OBENGA, Elikia MBOKOLO et bien d'autres intellectuels africains. La connaissance historique est un enjeu majeur dans le devenir de l'Afrique en tant que continent ayant subi les pires violences venant de l'extérieur MALCOM X écrivait : « **De toutes les études auxquelles nous nous consacrons, l'histoire est la mieux à même de récompenser notre recherche** ». Maintes fois écrite, souvent déformée, l'histoire de l'Afrique est l'espace de toutes les falsifications. Les responsabilités qu'implique l'occupation du continent noir poussent bon nombre de savants à quitter le terrain de la science pour l'idéologie justificatrice. Et les hérauts de cette tendance ne reculeront devant rien. Froidement et courageusement, ils continueront leur travail de sape.

S'ils peuvent évacuer quelques responsabilités des bourreaux, effacer un siècle de traite ou deux, gommer quelques millions de victimes noires des statistiques du commerce négrier et de la colonisation, détruire les témoignages encore disponibles, ils le feront. A ce propos, Elie WIESEL avec lucidité que le « **bourreau tue toujours deux fois, la deuxième fois par le silence** ». Mais par un inlassable désir de vérité et par une persévérante volonté de réparation, les Africains ont la charge d'exercer sur ces falsificateurs de l'histoire une pression vigilante telle que leurs écrits et déclarations deviennent aux yeux de beaucoup d'une obscénité insupportable, qu'ils quitteront d'eux-mêmes les forums respectables, pour aller rejoindre des cadres minuscules et réactionnaires afin de se faire décorer. Car « **la pire des malédictions ? Pour un croyant, l'absence de justice. Pour un chercheur, l'absence de vérité.** » Il est une réparation dont on parle moins, c'est la réparation de la mémoire nègre.



L'Afrique et l'Occident tentent depuis longtemps de cheminer ensemble, mais leurs rapports sont construits sur le mensonge : « **Je t'ai asservie, je t'ai colonisée. Oublie tout. Tu es mon amie.** » Cette insistante sommation à l'oubli doit être énergiquement rejetée. Sur les cendres du crime contre l'Afrique, l'Occident ne pourra y construire que haine et ressentiment, tant qu'il ne prendra pas la juste mesure des horreurs dont il est l'auteur. Qu'on se le dise, sur ce grand mensonge ne naîtra aucune véritable fraternité, aucune amitié sincère, aucune paix durable entre les bourreaux et leurs victimes.

L'Europe et l'Amérique attendent des remerciements pour leur supposé rôle civilisateur. Ils se trompent. Quand ils se croient couverts, les Africains voient distinctement leur nudité, leurs travers et leurs contradictions. L'odieux de l'odieux, c'est la froideur du bourreau face à sa victime, c'est le déni de la faute commise envers cette dernière, c'est l'autojustification permanente de l'occident face à ses écrasés. Aujourd'hui l'Afrique découvre peu à peu la vérité sur son histoire, et porte encore vivace les stigmates de la férocité de ceux qui se sont arrogés la place des seigneurs du monde. Comment les auteurs de crimes peuvent-ils, en conscience, se soustraire à leurs responsabilités ?

Le terrorisme de l'Occident ? L'Afrique vit avec depuis six siècles.

Pour les Africains, étudier l'histoire d'autres peuples, c'est aller à la rencontre du monde dans l'espace universel, mais ils sont appelés à connaître et à se réapproprier leur histoire et à l'écrire. Lorsqu'ils écrivent, les vainqueurs ne peuvent s'empêcher de s'octroyer l'absolution, voire de charger autant qu'ils le peuvent, leurs victimes comme étant elles-mêmes la source de leur propre souffrance : le procédé est bien connu. L'Europe n'a de cesse de relativiser et de justifier les destructions et la désolation qu'elle a causées dans sa conquête du monde. Mais le vent tourne et les descendants des victimes sont déjà en train de réaliser la prophétie de Patrice Emery LUMUMBA, prédisant peu avant son assassinat :



« Tout le long de ma lutte pour l'indépendance de mon pays, je n'ai jamais douté un seul instant du triomphe final de la cause sacrée à laquelle mes compagnons et moi avons consacré toute notre vie. Mais ce que nous voulions pour notre pays – son droit à une vie honorable, à une dignité sans tâche, à une indépendance sans restrictions – le colonialisme belge et ses alliés occidentaux qui ont trouvé des soutiens directs et indirects, délibérés et non délibérés, parmi certains hauts fonctionnaires des Nations-Unies, cet organisme en qui nous avons placé toute notre confiance lorsque nous avons fait appel à son assistance, ne l'ont jamais voulu. Ils ont corrompu certains de nos compatriotes, ils en ont acheté d'autres, ils ont contribué à déformer la vérité et à souiller notre indépendance. L'Histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseigne aux Nations-Unies, à Washington, Paris ou Bruxelles, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera au nord et au sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité. »

Roger BUANGI PUATI *Christianisme et traite des noirs* p. 339-343 Editions Saint-Augustin 2007

*Je n'ai pour arme que ma parole, [...]
je parle, et j'éveille,
je ne suis pas un redresseur de torts,
pas un faiseur de miracles,
je suis un redresseur de vie,
je parle, et je rends l'Afrique à elle-même !
Je parle, et rends l'Afrique au monde !
Je parle, et,
attaquant à leur base oppression et servitude,
je rends possible, pour la première fois possible,
la fraternité !*

Aimé CESAIRE *Une saison au Congo* 1966

BIBLIOGRAPHIES Sources historiques : Articles, cinéma, pièces de théâtres, romans, revues, essais, thèses, brochures, bandes dessinées...

Cheik ANTA DIOP « *L'Afrique noire précoloniale* » Editions : Présence Africaine 2^{ème} édition 11/02/ 2000

Amadou BA « *Le Kongo 1350-1880 : Plus qu'un royaume, un très vaste empire au cœur de l'Afrique centrale* » Editions Abalkebulan 1^{er} juin 2021

Georges BALANDIER « *Le royaume de Kongo du XVI^{ème} au XVIII^{ème} siècle* » Editeur : Fayard/Pluriel 2013

Jean-Pierre BAT « *Le Syndrome Foccart : La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* » Paris Editeur Folio 11 octobre 2012

Jean-Pierre BAT « *La fabrique des barbouzes : Histoire des réseaux Foccart en Afrique* » Editeur : Nouveau Monde Editions ; Illustrated Edition 19 mars 2015

Henri BATAILLE « *La vie cachée de Léopold II* » Editeur : PIXL 31 décembre 2015

Peter BATE « *Congo, les ravages du roi belge Léopold II* » Film réalisé en 2016

- Rémy BAZANGUISSA-GANGA** « *Les voies du politique au Congo : essai de sociologie historique* » Paris Editions Karthala 1997
- Yves BENOT** « *La mort de LUMUMBA ou la tragédie congolaise* » L'Harmattan Paris 1^{er} décembre 2004
- Florence BERNAULT** « *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965* » Paris Éditions Karthala 1996
- Bob BOBUTAKA BATEKO** « *Congo-Kinshasa et Congo-Brazzaville* » Editeur Edilivre 20 décembre 2017
- Euloge BOISSONNADE** de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer « *Kabila clone de Mobutu* » Paris Editions Moreux 1998
- Saïd BOUAMAMA** « *Figures de la révolution africaine* » Editions La Découverte 9 février 2017
- Saïd BOUAMAMA** « *Planter du blanc : Chroniques du (néo-) colonialisme* » Editions Syllepse 2 mai 2019
- Alain-Michel BOYER** anthropologue et historien de l'art, spécialiste de l'Afrique « *Le corps africain* » Paris Editions Hazan 2007
- Alain-Michel BOYER** « *Les arts d'Afrique* » Paris Editions Hazan 2009 (réédition)
- Colette BRAECKMAN** « *Le Dinosauré : Le Zaïre de Mobutu* » Paris Fayard 1991
- Colette BRAECKMAN** « *Lumumba, un crime d'Etat : une lecture critique de la Commission parlementaire belge* » Editions Aden Bruxelles avril 2009
- Colette BRAECKMAN** « *L'homme qui répare les femmes : violences sexuelles au Congo, le combat du D' Mukwege* » Editeur : André VERSAILLE 2012
- Jacques BRASSINE de LA BUISSIERE**, « *Enquête sur la mort de Lumumba* » thèse de doctorat en sciences politiques tome I et II.
- Jacques BRASSINE de LA BUISSIERE** « *La sécession du Katanga : Témoignage* » Editeur L'Harmattan 2016
- Jacques BRASSINE - Jean KESTERGAT** « *Qui a tué Patrice Lumumba ?* » Editeur Duculot Paris – Louvain-La-Neuve – 1991 (Théorie pro-belge)
- Roger BUANGI PUATI** « *Christianisme et la traite des noirs* » Paris Editions Saint-Augustin 2007
- Joëlle BUSCA** « *L'art contemporain africain : du colonialisme au post colonialisme* » Paris Montréal (Québec) Budapest etc. L'Harmattan 2000
- Guy-Bernard CADIÈRE – Denis MUKWEGE** « *Réparer les femmes, un combat contre la barbarie* » Editions Mardaga 20/03/2019 Collection : Harper Collins Poche octobre 2020
- Corentin CARTON DE WIART** « *Beernaert et son temps* » La Renaissance du Livre Bruxelles 1945
- Aimé CESAIRE** « *Une saison au Congo* » pièce de théâtre Editions Seuil 2001 (éd. Original 1966)
- Jules CHOME** « *L'Ascension de Mobutu, du sergent Joseph Désiré au général Sésé Séko* » Cahiers libres 1974
- Henri CLEMENT** Auteur **Walter BRUYERE-OSTELLS** Préface « *La révolte des mercenaires : Congo 1985-1988* » Editeur : Histoires & Collections 3mars 2021
- Pierre CLEMENT** « *Patrice LUMUMBA. Stanleyville 1952-1953* » Editions Présence Africaine N°40 1960
- Fernand COLLEYE** « *Philippe de Belgique* » Editeur Vander 1^{er} janvier 1992
- Arthur CONAN DOYLE et Félicien CHALLAYE** (Auteurs) **Colette BRAECKMAN** (Postface) « *Le Crime du Congo belge : Suivi par Le Congo français* » Éditeur : Les Nuits Rouges 21 novembre 2005
- Catherine COQUERY-VIDROVITCH** « *Au Congo, de la rébellion à l'insurrection* » Le Monde diplomatique Paris janvier 1999 p. 10-11
- Roch CYRIAQUE-GALEBAYI** « *Le commandant Marien Ngouabi 1938-1977 : Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique* » Editions L'Harmattan 26 avril 2022
- Thierry DEBELS** « *BAUDOIN : Biographie* » Editions Jourdan Bruxelles 2011
- Philippe DELISLE** « *Clichés d'Afrique* » Philosophie Magazine Paris, n° 8H « *Tintin au pays des philosophes* » septembre 2010 p. 36-38.
- Philippe DELISLE** « *Petite histoire politique de la BD belge de langue française – Années 1920-1960* » Editeur : Karthala 3 octobre 2016
- Thomas DELTOMBE Manuel DOMERGUE et Jacob TATSITSA** « *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)* » Editions La Découverte Paris 2011
- Larry DELVIN** Auteur **Jacques BRAIBANT** Traducteur « *C.I.A. Mémoires d'un agent* » Éd : Jourdan 2009

Pascal DELWIT « *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours* » Bruxelles Université de Bruxelles 2010

Angèle DIABANG réalisatrice « *Congo, un médecin pour sauver les femmes* » film documentaire franco-sénégalais sorti en 2014 produit par Roches Noires Productions

V. DUBOIS « *La construction du personnage de Patrice Lumumba dans La Libre Belgique* » Mémoire de Licence Louvain Université catholique de Louvain

William Edward Burghardt DU BOIS « *Les âmes du peuple noir* » Editeur : La Découverte 26 avril 2007

Emmanuel DUNGIA « *Mobutu et l'argent du Zaïre : les révélations d'un diplomate, ex-agent des Services secrets* » Paris Editions L'Harmattan 1992

Revue mensuelle **EUROPE** Patrice LUMUMBA N°393 janvier 1962

Fabien EBOUSSI-BOULAGA « *Christianisme sans fétiche : Révélation et domination* » Editions Présence Africaine juillet 2000

Gabriel EKILI TABU « *Patrice Lumumba et Stanleyville au Congo belge 1944-1960* » Editeur : Université Européenne 01/03/2014

Bersol EXAUCE NGAMBILI IBAM Préface d'**Anatole COLLINET MAKOSSO** - Postface de **Denis Christel SASSOU N'GUESSO** « *Denis Sassou N'Guesso artisan de la gouvernance intergénérationnelle* » Editions : L'Harmattan 28 janvier 2021

Fédération des Congolais de la Diaspora : « *Sassou-Nguesso ou l'irrésistible ascension d'un pion vers la françafrique* » Editions L'Harmattan 2009

Frantz FANON « *Peau noire, masques blancs* » Editions : Le Seuil 1952 réed. collection : " Points " 2001

Frantz FANON « *Les Damnés de la Terre* » Editions : Maspéro 1961 Editions : La Découverte 2002

Frantz FANON « *Contre le colonialisme* » **Magazine : Sciences Humaines** janvier 2012 n° 233 p. 58

Marc FERRO « *La colonisation expliquée à tous* » Paris Editions du Seuil 2016

Ania FRANCOS et **Jean-Pierre SERENI** « *Un Algérien nommé Boumédiène* » éditions Stock collection " Les Grands Leaders " 1976

Jules GERARD-LIBOIS -- **Jean HEINEN** « *Belgique - Congo 1960. Le 30 juin pourquoi. Lumumba comment. Le portefeuille pour qui,* » Éditions De Boeck Supérieur 1993

Thomas GIEFER « *Une mort de style colonial* » film documentaire de la collection "Assassinats politiques" de Michel NOLL 2008

Charles-André GILIS « *Kasa-Vubu, au cœur du drame congolais* » Editions Europe-Afrique 1964

Eudes GIRARD « *Une relecture de Tintin au Congo* » Revue Etudes 2012 7/8 tome 417 pages 75-86

Antoine GIZENGA « *Ma vie et mes luttes* » Editions L'Harmattan 01/10/2011

Faustin-Noël GOMBANIRO RUTASHIGWA Auteur **Isidore NDAYWEL E NZIEM** Préfacier « *L'implantation missionnaire au Congo-RDC. De l'assistance à l'autonomie financière* » Editions : L'Harmattan 25/04/2018

Beaudoin Bernard HAMULI KABARHUZA Auteur **Elikia M'BOKOLO** Préfacier « *Donner sa chance au peuple congolais. Expériences de développement participatif (1985-2001)* » Editeur : Karthala 1/01/2002

G. HEINZ – H DONNAY « *Patrice Lumumba, les cinquante derniers jours de sa vie* » Editeur C.R.I.S.P 1966 Editions Seuil 1^{er} janvier 1967

HERGE « *Tintin au Congo* » "Les Editions du Petit vingtième" 1931 Editeur Casterman 1937-1941-1942-1946-1970 ... 1993 <https://www.tintin.com> albums Tintin au Congo

Adam HOCHSCHILD « *Les fantômes du roi Léopold : La terreur coloniale dans l'Etat du Congo, un holocauste oublié* » Editeur Belfond 1^{er} octobre 1998

Catherine HOSKYNS « *Le Congo depuis l'indépendance, janvier 1960* » Oxford University Press 1965

Armand Brice IBOMBO « *L'Eglise catholique au Congo-Brazzaville Des origines à nos jours* » Editions L'Harmattan 11 septembre 2020

Joseph-Emmanuel IKOS RUKAL DIYAL « *Moïse TSHOMBE : Sécessionniste ou Nationaliste* » Editions L'Harmattan 2014

Edmond JOUVE « *L'Organisation de l'unité africaine* » Editions PUF 1984

Albert KALONJI MULOPWE « *Congo 1960 : La sécession du Sud-Kasaï, la vérité du Mulopwe* » Editions L'Harmattan 2005

Ngimbi KALUMVUEZIKO « *Congo-Zaïre Les acteurs de l'histoire* » Editions L'Harmattan 1/09/2013

Thomas KANZA « *Sans rancune* » Editions L'Harmattan 1^{er} juillet 2006

Thomas KANZA « *Ascension et chute de Patrice LUMUMBA* » Editions Présence Africaine Paris 2017

Rodhain KASUBA MALU Auteur **Jacques GAUTHIER** Préfacier « *Joseph-Albert Malula. Liberté et indocilité d'un cardinal africain* » Paris Editeur Karthala 15/11/2014

Noël KODIA-RAMATA Auteur – **Alexandre DZELA MPASSY** Préfacier « *Réflexions et démocratie pluraliste au Congo-Brazzaville : analyse des essais de Denis Sassou-Nguesso* » Editeur : ICES 25/06/2012

Mwenzé KONGOLO « *Laurent Désiré Kabila : Ma part vérité Témoignage pour l'histoire* » Collection : Comptes Rendus Editions L'Harmattan septembre 2007

Ahmadou KOUROUMA « *En attendant le vote des bêtes sauvages* » roman Editions du Seuil 26/08/1998

Louis Alphonse KOYAGIALO NGBASE T GERENGBO « *Massacre de Lubumbashi (11-12 mai 1992)* » Editions L'Harmattan 1^{er} octobre 2012

Onésime KUKATULA FALASH Auteur – **Lugi GIZENGA** Préfacier « *Antoine Gizenga : Pour une gauche nationaliste unifiée en RD Congo* » Editions L'Harmattan 03/01/2017

Jean-Pierre LANGELLIER « *Mobutu* » Perrin 2017

Alain J LECLERQ « *Histoire cruelle mais vraie du Congo belge* » Editions Jourdan Bruxelles 16/07/2020

Alexis LEGER -- **Dag HAMMARSKJÖLD** « *Correspondance : 1955-1961* » textes réunis et présentés par Marie-Noëlle LITTLE Paris Gallimard 1993

Charles et Ariane LEONARD « *Congo : L'autre histoire. De Léopold II, fer de lance de l'antiesclavagisme à l'esclavagisme des multinationales* » Editeur : Dynamedia Editions 22 décembre 2020

Jean LEROY « *Les Funérailles de Monsieur Lumumba* » pièce de théâtre Editions du Cerisier 2007

Jean-Louis LIPPERT « *L'affaire du Satan de Stan* » Editeur Talus D'approche Collection Libre Choix 2000

Bernard LUGAN « *Histoire de l'Afrique : Des origines à nos jours* » Editeur : Ellipses 2^{ème} édition juin 2020

Patrice LUMUMBA « *Le Congo terre d'avenir est-il menacé ?* » Office de publicité Bruxelles 1961

Patrice LUMUMBA « *Africains, levons-nous !* » **Sékou-Toure** « *Nous préférons la liberté* » **Jules Ferry** « *Le devoir de civiliser* » Editeur : Points 23/09/2010

Patrice LUMUMBA « *Dits et écrits* » Kinshasa RDC Editions Nzoi 01/11/2013

Passou LUNDULA « *Lumumba profané* » Editeur : Independently Published 27 janvier 2020

Hendrik LUYTEN, Jan ANTONISSEN et Peter BOECKX « *Baudouin - Entre le cœur et la raison* » - documentaire en 4 épisodes -- réalisé en 2013

Alain MABANCKOU « *Lumières de Pointe-Noire* » Paris Editions du Seuil 03/01/2013

Arnold MAKONDA DILUABANZA « *Les empereurs du Kongo : Meurtre à Mbanza Kongo* » Editeur Independently published 12 novembre 2021

Jean-Pierre MAKOUTA-MBOUKOU et Jean-Claude MAYIMA-MBEMBA « *Les derniers massacres du Congo-Brazzaville. Novembre décembre 1998* » "Rapport succinct adressé à Monsieur le Premier Ministre Français" Editeur L'Harmattan septembre 1999

MALCOLM X et G. BREITMAN « *Le pouvoir noir* » Anthologie des écrits de Malcom X L'Harmattan 2000

Ludo MARTENS « *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba* » Editeur : Cerf 18 novembre 1997

Ludo MARTENS Auteur – **Abdoulaye YERODIA** Préfacier « *Kabila et la révolution congolaise : panafricaine ou néocolonialisme* » Belgique Editeur : EPO 22 novembre 2002

Alphonse MASSEMBA-DEBAT « *Pensées et Actions Politiques* » Tomes 1 et 2 Editeur Paari 10/04/2009

Albert-Roger MASSEMA « *Crimes de sang et pouvoir au Congo-Brazzaville* » Ed. L'Harmattan 2005

Jean-Claude MAYIMA-MBEMBA « *La violence politique au Congo-Brazzaville* » Ed. L'Harmattan, 2008

Joseph MBUNGU NKANDAMANA « *L'indépendance du Congo belge et l'avènement de Lumumba, témoignage d'un acteur politique* » Paris Editions L'Harmattan 2008

Lambert MENDE OMALANGA Auteur – **Augustin MATATA PONYO** préfacier « *Kabila et le réveil du géant : Le regard des uns et des autres* » Editions L'Harmattan 01/11/2015

Jean METELLUS « *Lumumba le Grand* » long poème en hommage à Patrice Lumumba dans le recueil -- *Voix nègres, voix rebelles* -- Editions Le temps des cerises, 2000

Thierry MICHEL réalisateur belge « *Mobutu roi du Zaïre* » film documentaire produit par "Les Films de la Passerelle" Image Création "Les Films d'ici" RTBF et Canal + 1999

François MISSER « *Vers un nouveau Rwanda ? Entretiens avec Paul Kagamé* » Ed : Karthala Paris 1995

Jean MPISI préface de **Elikia M'BOKOLO** « *Antoine GIGENZA le combat de l'héritier de P. Lumumba* »
Collection : Etudes africaines Editions L'Harmattan janvier 2008

Jean MPISI « *Le cardinal Malula et Jean-Paul II. Dialogue difficile entre l'Église "africaine" et le Saint Siège* » Paris Editions L'Harmattan 2005

Marco MOERSCHBACHER Auteur - **Léonard SANTEDI KINKUPU** Préfacier « *Les laïcs dans une Église d'Afrique. L'œuvre du cardinal Malula* » Paris Editions Karthala 19/03 /2012

Germain MUKENDI -- Bruno KASONDA « *Kabila, le retour du Congo* » Editeur : Ottignies-LLN Quorum Belgique 01/01/1997

Daniel MUKOKO SAMBA « *Guérir le Congo du mal zaïrois* » Collection Espace Afrique L'Harmattan 2021

Jean-Marie MUTAMBA MAKOMBO « *Du Congo belge au Congo indépendant 1940-1960 – Emergence des "Evolués" et genèse du nationalisme* » Editeur : Ifep Kinshasa 06/11/2000

Deo NAMUJIMBO « *Je reviens de l'enfer: Reportage de guerre à l'Est de la RD Congo (août-septembre 1998)* » Paris L'Harmattan 2014

Blaise NDALA « *Dans le ventre du Congo* » Editeurs : Mémoire d'encrier Montréal -- Le Seuil Paris -- Valesse Abidjan 2021

Isidore NDAYWEL è NZIEM Auteur - **Elikia M'BOKOLO** et **Guido GRYSEELS** Préfaciers « *Nouvelle histoire du Congo : Des origines à la République Démocratique* » Éditeur : Le Cri Edition 18 août 2009

Isidore NDAYWEL è NZIEM Auteur – **Félix COSTALES ARTIEDA** Préfacier « *Histoire du Congo, des origines à nos jours* » Editeur : Parole Silence 1^{er} février 2011

Isidore NDAYWEL è NZIEM « *L'invention du Congo contemporain: Traditions, mémoires, modernités* » Tome 1 Editions L'Harmattan Juillet 2016.

Isidore NDAYWEL è NZIEM « *L'invention du Congo contemporain: Traditions, mémoires, modernités* » Tome 2 Editions L'Harmattan, Août 2016

Kwame NKRUMAH « *Le Consciencisme* » Paris Éditions Présence Africaine 1976

Kwame NKRUMAH « *Le néo-colonialisme : Dernier stade de l'impérialisme* » (trad. de l'anglais) Paris Éditions Présence Africaine collection " Le panafricanisme " 2009

Vincent NOUZILLE « *Les tueurs de la République* » Editions Fayard 2015

Jean-Pierre NZEZA KABU ZEX-KONGO « *Léopold II : Le plus grand chef d'Etat de l'histoire du Congo* » Editeur L'Harmattan collection : Etudes Africaines 02/11/2018

Théophile OBENGA Auteur **Joachim YHOMBY-OPANGO** Préfacier « *La vie de Marien Ngouabi 1938-1977* » Editions Présence Africaine Janvier 1977

Théophile OBENGA « *La Cuvette Congolaise : Les hommes et les structures, contribution à l'histoire traditionnelle de l'Afrique* » Editions : Présence Africaine 11 juillet 2000

Jean OMASOMBO TSHONDA – Benoit VERHAEGEN « *Patrice Lumumba, acteur politique. De la prison aux portes du pouvoir, juillet 1956-février 1960* » Paris L'Harmattan Cahiers Africains N° 68-70 2 mars 2005

Jean OMASOMBO TSHONDA – Benoit VERHAEGEN « *Patrice Lumumba, jeunesse et apprentissage politique, 1925-1956* » Paris L'Harmattan Cahiers Africains N° 33-34 3 mai 2000

Sembène OUSMANE « *L'HARMATTAN* » Editions Présence Africaine 1^{er} janvier 2000

George PADMORE Auteur - **Thomas DIOP** Traducteur « *Panafricanisme ou communisme ?* » Paris Présence africaine 1961

PIERRE PEAN « *L'Homme de l'ombre : éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République* » Paris Editions : Fayard 8/11/1990

Raoul PECK cinéaste haïtien « *Lumumba, la mort d'un prophète* » (1991) et « *Lumumba, retour au Congo* » (2000)

Patrick PESNOT « *Les dessous de la Françafrique* » Paris Nouveau Monde éditions 2008

Maurin PICARD « *Ils ont tué Monsieur H: Congo 1961. Le complot des mercenaires français contre l'ONU* » Documents Editions du Seuil 16/04/2019

Pierre-Luc PLASMAN -Auteur **Michel DUMOULIN** -Préfacier « *Léopold II, potentat congolais : l'action royale face à la violence coloniale* » Bruxelles Editions Racine 2017

Rosa Amelia PLUMELLE-URIBE « *Kongo, les mains coupées* » Paris Editions Anibwé 2010

POLITIQUE AFRICAINE N°72 « *Les deux Congos dans la guerre* » Editions Karthala 12 juillet 2013

POLITIQUE AFRICAINE 2000/4 N°80 « *Autour d'un livre* » " L'Assassinat de LUMUMBA" **Ludo DE WITTE**

"A Congo chronicle. Patrice Lumumba in Urban Art" **Bogumil JEWSIEWICKI** p. 183-199

POLITIQUE AFRICAINE N°129 « *République démocratique du Congo : Terrains disputés* » Karthala 2013

Roland POURTIER « *Congo – Un fleuve à la puissance contrariée* » Editeur : CRNS 1^{er} avril 2021

La Revue Nouvelle « *Pile et face : Bilan de la coopération belgo-zaïroise* » N°3 éditeur CNCD 1989

Albert SANCHEZ PINOL Auteur – **Marianne MILLON** Traducteur « *Pandore au Congo* » Actes Sud 2010

Jean-Paul SARTRE « *La pensée politique de Patrice Lumumba* » Editions Présence Africaine N°47 juillet-septembre 1963

Marcel SORET « *Histoire du Congo : capitale Brazzaville* » Editeur Berger-Levrault 01/01/1978

François SOUDAN « *L'Homme de Fer. Conversations avec Paul Kagamé, Président du Rwanda* » Idées du Monde 2015.

Eddie TAMBWE – **Jean-Marie DIKANGA-KAZADI** Auteurs, **Katumba MWANKE** Préface, **Evariste BOSHAB** Postface « *L'actualité d'un combat, Laurent Désiré Kabila : Sept ans après...* » Editions L'Harmattan 2008

André TARDIEU « *Léopold II et son règne* » Editeur : CreateSpace Independent Publishing Platform 2016

Janvier T. CHANDO – **Janvier TCHOUTEU** « *LA MORT QUI A ETRANGLE LE CŒUR DE L'AFRIQUE : L'assassinat déshumanisant de Patrice Lumumba du Congo et le Déraillement de l'Ancienne Colonie Belge* » Editeur : Independently published 4 février 2018

Joseph TOUNDA « *L'impérialisme postcolonial. Critique de la société des éblouissements* » Karthala 2015

Hélène TOURNAIRE – **Robert BOUTEAUD** « *Le livre noir du Congo* » Librairie académique Perrin 1963

Moïse TSHOMBE « *Quinze mois de gouvernement au Congo* » Editions Table Ronde 1966

Tharcisse TSHIBANGU TSHISHIKU « *Le Cardinal Malula: Pasteur et prophète 1917-1989. Témoignages de la presse nationale et internationale* » Editions Fondation Cardinal Malula 1992

Pierre de VOS « *Vie et mort de Lumumba* » Calmann-Lévy Imprimerie nouvelle 1^{er} janvier 1961

Jacques VANDERLINDEN « *1959-1960 La crise congolaise* » Texte inédit Editions Complexe 1^{er} juillet 1985

Edouard VAN DER SMISSEN « *Léopold II et Beernaert, d'après leur correspondance inédite de 1884 à 1894* » Goemaere Bruxelles 1920 2 vol.

Louis-François VANDERSTRAETEN « *De la force publique à l'Armée nationale congolaise : Histoire d'une mutinerie, juillet 1960* » Académie royale de Belgique Bruxelles Paris 1985

Marco VAN HEES « *La dent de Lumumba : L'hypocrisie de l'Etat belge face à son passé colonial* » Magazine Solidaire 28 juin 2021

Jean VAN LIERDE préfacier **Jean-Paul SARTRE** « *La pensée politique de Patrice LUMUMBA* » Editeur Présence Africaine 01/12/1997

Jean VAN LIERDE « *Patrice LUMUMBA La dimension d'un tribun non violent* » Editeur MIR année 2005

David Grégoire VAN REYBROUCK « *Congo : Une histoire* » Editeur Actes Sud 08/09/2012

Jean-Luc VELLUT « *Congo. Ambitions et désenchantements 1880-1960* » Editeur : Karthala 16/12/2021

Jean Claude WILLAME « *Patrice Lumumba. La crise congolaise revisitée* » Ed. Karthala 18 décembre 1990

Marc WILTZ « *Il pleut des mains sur le Congo* » Editeur Magellan et C^{ie} illustrated édition 17/09/2015

Ludo DE WITTE « *L'ascension de Mobutu : comment la Belgique et les USA ont fabriqué un dictateur* » Editions Investig'Action 19/12/2017

Ludo DE WITTE « *L'assassinat de LUMUMBA* » Paris Editions Karthala 2000

Guy WEBER « *Le Katanga de Moïse TSHOMBE ou le drame de la loyauté* » Editions Louis Musin 1983

Marcel YABILI « *Le roi génial et bâtisseur de Lumumba : un exercice de critique historique sur la plus grande fake news* » Editeur AFNIL 28 juin 2020

Jean ZIEGLER « *Le Pouvoir africain* » Paris Editions du Seuil 1^{er} mars 1971

Jean ZIEGLER - **Gamal Abdel NASSER** « *Le socialisme arabe. Discours d'Alexandrie du 26 juillet 1956* » Editeur : Bord de l'Eau 1^{ère} édition 18/01/2019